

الشرق الأوسط

NOUVELLE-CALÉDONIE

Manifestations
après le meurtre
d'un jeune Mélanésien

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Aden, 1,50 dh. ; Arabie, 15 sa. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 60 dr. ; France, 80 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 320 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 l. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Chili contre Pinochet

La journée de protestation pacifique organisée le mercredi 11 mai contre le régime du général Pinochet par la puissante Confédération des mineurs de cuivre, soutenue par d'autres syndicats tolérés ou clandestins, a été qualifiée de « normale » par les autorités chiliennes.

Ce n'est l'avis ni des promoteurs de cette manifestation multiforme et parfois bruyante ni des agences de presse locales. Plus d'une centaine d'arrestations ont eu lieu à Santiago, et d'autres sont signalées en province. Des prêtres figurent parmi les personnes détenues. Des défilés se sont succédés dans les rues de la capitale et des démonstrations non violentes se sont déroulées dans les centres de travail, dans les universités, les écoles : 70 % des étudiants et des lycéens ne se sont pas rendus aux cours. La manifestation a fonctionné au ralenti et les rues de Santiago étaient presque désertes. Quelques échauffourées ont opposé des policiers aux manifestants, particulièrement des avocats, devant le palais de justice et sur le campus d'une université. Dans la soirée, selon les comptes rendus par les syndicats, des concerts de klaxons et de casseroles ont spectaculairement ponctué ce vaste mouvement de grève qui illustre le rejet du régime autoritaire du général Pinochet par une majorité de Chiliens.

« C'est la première étape, sur la voie de la libération complète du peuple », a affirmé le président de la Confédération des syndicats en commentant cette initiative, la première du genre depuis le coup d'État de septembre 1973 qui avait renversé le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende. Les « concerts de casseroles » des classes moyennes avaient, pendant l'été 1973, annoncé la chute irrémédiable du gouvernement Allende. Ils traduisaient aujourd'hui le rejet par ces mêmes classes moyennes d'une dictature qui durcit encore la répression.

Les signes de rejet se sont multipliés depuis un an. La faillite économique d'un « modèle » hyper-libéral, concilié et appliqué par les « Chicago boys » de M. Milton Friedman, a fait perdre au régime le soutien du secteur privé chilien aux abois. Les petits entrepreneurs ruinés rejoignent les bataillons de mécontents, des déçus de la dictature et des opposants démocrates de la première heure. Même les mouvements d'extrême droite, comme Patrie et Liberté, dénoncent avec virulence le régime militaire. L'Église est en froid avec le général Pinochet, bien que le nouvel archevêque de Santiago, nommé par le Vatican, fasse preuve d'un esprit de conciliation.

C'est le Chili tout entier, dix ans après la débâcle de l'Unité populaire, qui réclame la restauration des libertés démocratiques élémentaires et la fin d'un système basé sur la police politique et les bâtonnets. Les processus de démocratisation largement amorcés au Brésil et en Argentine ne peuvent qu'encourager les Chiliens. Mais le général Pinochet n'est pas homme à se retirer de lui-même. Il a réussi jusqu'à présent à écarter tous les militaires qu'il considèrerait comme des rivaux. Il dispose encore apparemment du soutien de l'armée de terre, celle qui compte. Et l'administration Reagan, absorbée par l'Amérique centrale, ne songe pas à trouver « un candidat de remplacement » au général. Mais la non-belligérance de Washington ne suffira peut-être pas au vainqueur d'Allende pour faire face à la montée des périls.

La tension entre Varsovie et Moscou

L'hebdomadaire « Polityka » riposte aux critiques de la presse soviétique

L'hebdomadaire polonais Polityka, dont le rédacteur en chef était M. Rakowski, vice-premier ministre polonais, ce jeudi 12 mai, avec le magazine soviétique Temps nouveaux qui lui avait récemment reproché d'être « allégué au socialisme ». Polityka déplorait le « ton sans précédent » de l'hebdomadaire soviétique, auquel il reproche de présenter une « déformation » de ses positions politiques. Le pétitionnaire consacré aux problèmes idéologiques que le parti ouvrier unifié polonais devait réunir à la mi-mai a été repoussé à une date ultérieure, et le bureau politique a convoqué, pour les 23 et 24 mai, un plénum pour étudier la situation socio-politique.

Au Vatican, le pape a invité, mercredi, les Polonais à « ne pas se décourager ». Il leur a dit aussi : « Ne perdez jamais la liberté d'esprit avec laquelle le Seigneur libère l'homme ». Il recevra la semaine prochaine le primat de Pologne et les évêques des cinq villes qu'il doit visiter au mois de juin, outre Varsovie, à savoir Cracovie, Katowice, Wrocław, Poznań et Gdansk.

De notre correspondant

Varsovie. — On avait vu, le week-end dernier, d'anciens dirigeants syndicaux, hier proches du parti, constituer un front commun avec M. Walesa. Voici qu'un hebdomadaire officiel polonais, ce jeudi 12 mai, avec un ton non moins officiel hebdomadaire soviétique. Accusé, la semaine dernière, par Temps nouveaux d'être « allégué au socialisme », Polityka répond dans son dernier numéro à ce réquisitoire en plaçant non coupable.

Comme pour s'excuser d'avoir l'audace de contre-attaquer, l'hebdomadaire polonais signale d'abord sans aucun commentaire que Temps nouveaux a « vu à son égard d'un « ton sans précédent » ». Puis, entrant dans plus tard dans le vif du sujet, Polityka relève que, dans des dix-huit citations qui fondent l'accusation datant de 1982 et, pour la plupart, des premiers mois de l'état de guerre, qu'une seule est extraite d'un numéro récent, et que la dernière, enfin, est introuvable dans ses colonnes. Livré lui aussi sans commentaire, ce décompte a un sens très précis.

Le plus inquiet reproche formulé par Temps nouveaux était que Polityka, bien que son « ancien rédacteur en chef » ait souligné dès février 1982 : « la nécessité de rechercher des solutions tendant à renforcer le socialisme », n'en ait pas moins continué depuis à se faire l'écho du point de vue d'« opposants idéologiques ». L'ancien rédacteur en chef a en question l'actuel vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski, nommé par le général Jaruzelski dont il est un proche collaborateur, c'était dire la que la politique des dirigeants polonais ne tenait pas les promesses de l'institution de l'état de guerre. Dès lors que les citations incriminées datent toutes sauf une des débuts de la période de « renaissance nationale », c'est au contraire la preuve que des progrès ont été faits dans la « normalisation » et que les écarts de cette époque sont à mettre au compte d'un moment encore difficile mais désormais dépassé.

Démonstration faite, implicitement mais avec une absolue clarté, Polityka expose ensuite à ses lecteurs les thèses de Temps nouveaux, en republiant, abrégées de leur éclairage soviétique, les citations qui avaient été faites de ses propres articles. C'est très objectivement fait, mais à chaque fois, une note renvoie en bas de page aux phrases officiellement publiées et dont on s'aperçoit qu'elles ont été, ou seraient, en leur contexte, ou carrément réécrites.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Les élections britanniques

Mme Thatcher veut axer sa campagne sur la politique de défense

Dans le manifeste électoral qu'il a adopté mercredi 11 mai et qui sera publié la semaine prochaine, le parti travailliste britannique se déclare à nouveau résolu à prendre des mesures unilatérales pour le désarmement nucléaire.

De son côté, Mme Thatcher affirme que seuls les conservateurs peuvent protéger la Grande-Bretagne contre la menace soviétique. Le premier ministre entend faire de la politique de défense un des thèmes principaux de sa campagne en vue des élections du 9 juin.

De notre correspondant

Londres. — En mars dernier, les Soviétiques avaient vu leur espoir déçu qu'une victoire des sociaux-démocrates aux élections ouest-allemandes ébranle la détermination de l'OTAN de déployer à la fin de l'année les fusées Pershing-2 et les missiles de croisière. Ont-ils reporté leur attente sur les élections britanniques du 9 juin prochain ?

La question doit être posée. L'attitude du parti travailliste, qui vient de rappeler son attachement au désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne, n'est pas seule en cause. Mme Thatcher — qui a reçu M. Alexandre Soljenitsyne venu à Londres recevoir le prix Templeton pour le Progrès et la Religion — a admis, mercredi 11 mai, que sa décision de convoquer des élections anticipées avait été dictée, entre autres, par les conversations de Genève sur les armes nucléaires : M. Andropov ne négociera pas sérieusement aussi longtemps qu'il ne connaîtra pas la couleur du prochain gouvernement britannique, a déclaré en substance le premier ministre.

Après l'échec de la « carte allemande », la Grande-Bretagne peut en effet apparaître, le temps d'une campagne électorale, comme le « maillon le plus faible » du camp occidental. Cette opinion est confortée par un échange de lettres entre le parti travailliste et le comité central du parti communiste soviétique commencé après la visite de M. Michael Foot, leader de l'opposition, à Léonide Brejnev, en septembre 1981. En février dernier, M. Andropov écrivait à M. Foot, après avoir déploré la mauvaise volonté américaine aux négociations de Genève : « Les forces politiques des pays de l'OTAN qui sont intéressées au succès de ces négociations seront-elles capables de convaincre leur allié de la futilité et de l'absence de perspective de la position américaine ? Le destin des négociations en dépend de manière décisive ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)

La préparation du congrès du P.S.

Dans la perspective du congrès du parti socialiste, qui se déroulera à la fin du mois d'octobre à Bourg-en-Bresse, les prises de position, destinées à ne pas devenir des « contributions », se multiplient. Dans le débat qui s'est engagé au sein du P.S., un

thème semble dominer : le rôle du parti et ses rapports avec l'exécutif. Après, MM. Jean Popereau (conseiller A., mitterrandiste) et Jean-Pierre Chevènement (conseiller E., Ceres), M. Patrick Viveret (conseiller C., rocardien) nous livre ses réflexions.

Point de vue

Transformer nos mœurs et nos méthodes

par PATRICK VIVERET

Le prochain congrès du parti socialiste se réunira à l'automne, période que l'on sait décisive pour la gauche sur le plan économique et social. Entre l'option du plan de rigueur et l'exaspération des corporatistes, la voie est chaque jour plus étroite pour le gouvernement. On imagine mal que le principal parti de la majorité cultive les délices de l'irresponsabilité au point de s'offrir le luxe d'adopter une politique différente de celle qu'il a choisie en mars dernier le président de la République. Lionel Jospin a d'ailleurs rappelé ce fait élémentaire à ceux de ses camarades qui aiment sa tendance à l'oublier.

Sommes-nous pour autant condamnés à réunir un congrès de godillots ? Ce serait absurde, au nom même de la réussite de la politique gouvernementale. Car le gou-

vernement, nécessairement pris à la gorge par la gestion d'une conjoncture de plus en plus difficile, ne peut tout à la fois gérer le quotidien, explorer le moyen ou le long terme, maîtriser l'action de l'État et animer la société. La gauche, évidence aujourd'hui trop oubliée, c'est d'abord un ensemble de forces sociales et politiques.

C'est au parti socialiste, notamment, d'effectuer le « cadrage » nécessaire du plan économique gouvernemental afin de montrer sa logique structurelle et son support en termes de transformation sociale et culturelle. C'est à lui de s'attaquer audacieusement à des questions qui ne peuvent trouver de réponse dans la seule action de l'État. La crise généralisée des systèmes de protection sociale dans les pays industrialisés, par exemple, exige une réflexion nouvelle et l'invention de solidarités s'exerçant sur une base mutualiste plutôt qu'étatique ; aucune solution satisfaisante n'existe à ce jour.

Nulle idéologie, nul retour à des textes sacrés votés antérieurement, ne nous la livrera comme un trésor caché. Seul un travail patient d'enquête sur les tentatives étrangères d'analyse rigoureuse et de propositions expérimentales nous fera avancer sur ce genre de questions. Et il en est de même de la crise de l'organisation du travail, du problème de l'immigration ou des nouvelles formes d'éducation susceptibles d'opérer, en l'espace d'une génération, le fantastique recyclage généralisé qu'exige la maîtrise, par notre peuple, des professions liées aux sciences et aux techniques de l'information.

La tentation est grande, parce que la réalité résiste à nos schémas, de vouloir accuser les faits — ou les hommes qui les affrontent en première ligne — et de retrouver les terrains sûrs de quelques grands articles de foi. Le projet socialiste, la lutte des classes fournissent déjà à plusieurs dirigeants socialistes l'occasion de discours aussi rassurants qu'insopérants sur le thème fameux : « Il n'y a qu'à faire ce qu'on avait dit et tout ira mieux ».

Il serait utile pourtant de se demander si le décalage du discours et de l'action ne vient pas de l'inadéquation des promesses, beaucoup plus que de la trahison des acteurs. Il faudrait bien un jour établir le coût — y compris économique — de nos simplismes idéologiques et de nos congrès grand-messe. Pendant que nous discutons gravement de la rupture « en cent jours » avec le capitalisme, de la suprématie du Plan sur le marché ou de la portée idéologique des nationalisations à 100 %, nous n'avons élaboré ni politique industrielle ni gestion fine du rapport entre le compromis et le conflit avec les catégories sociales de ce pays qui ne se reconnaissent pas dans la gauche.

(Lire la suite page 7.)

OSHIMA AU FESTIVAL DE CANNES

Un ange blond

Le nouveau film de Nagisa Oshima appelle des controverses identiques à celles qu'avait suscitées Apocalypse Now, de Francis Ford Coppola. Controverses : il faut mieux dire débats idéologiques, des œuvres cinématographiques affrontant la guerre et atteignant ce degré de fascination portant une responsabilité que ne connaît aucun autre art.

La fascination est le sujet même de Furio (1), qui confronte des prisonniers anglais et leurs geôliers japonais dans un camp, à Jéva, en 1942. L'opposition des cultures est montrée à travers la contradiction irréductible des valeurs morales, mais la passion — ou plutôt, l'utilisation de la passion — fait tout voler en éclats. Les Japonais, représentés par une brute, le sergent Hara, et un dictateur, le jeune capitaine Yonoi, chef du camp, ont une idée de l'honneur qui passe par le suicide quand on est vaincu : le prisonnier est donc méprisable par définition. Guidés par un mysticisme énigmatique, ils n'ont pas les critères de justice des Euro-

L'agitation des étudiants

Des manifestations d'étudiants ont une nouvelle fois semé la confusion ou pris un tour violent mercredi 11 mai, que ce soit à Cannes, où les étudiants en médecine ont perturbé le déroulement du Festival (lire page 18), ou à Paris, où des étudiants en droit et les habitués « éléments incontrôlés » qui s'associent à eux ont de nouveau provoqué des échauffourées à Paris au quartier Latin durant toute la soirée.

L'échéance « décisive » pour les étudiants hostiles au projet de loi sur l'enseignement supérieur paraît être la date du 24 mai, jour où commenceront les débats à l'Assemblée nationale. Quant aux étudiants en médecine, ils pourraient bien parvenir au terme de leur longue grève, après les ultimes propositions des médiateurs. (Lire page 9.)

Un compromis en médecine ?

De toute évidence, le long conflit entre les étudiants en médecine et le gouvernement arrive à son terme. Sans préjuger des décisions qui seront prises par les assemblées générales dans les prochains jours, il est clair que, au travers des dernières propositions faites par les médiateurs, le gouvernement prononce un ultimatum.

Les médiateurs font notamment valoir que la décision, quelle qu'elle soit, devra être connue avant le 18 mai, de manière que ces propositions transitoires (l'ensemble des propositions ne seraient de toute manière applicables que jusqu'en 1987) puissent prendre la forme d'amendements qui trouveront place dans le texte de loi portant réforme de l'enseignement supérieur, prochainement examiné par l'Assemblée nationale.

« On nous a expliqué, soulignent les étudiants, que l'arrêt de la grève était une condition nécessaire pour que les propositions soient officiellement signées par le gouvernement. » Une demande jugée inacceptable par les grévistes, qui rappellent que, dans le récent conflit des internes et des chefs de clinique, la signature de M. Mauroy avait précédé l'arrêt de la grève. On pourrait, dès lors, s'orienter vers un compromis : l'arrêt de la grève serait concomitant de la signature officielle.

J.-Y. N.

LA MEMOIRE DU SIECLE

LE RETOUR DE GAULLE

IL Y A 25 ANS...



RENE REMOND
LE RETOUR
DE
DE GAULLE

A l'achat de 3 MEMOIRE DU SIECLE, votre libraire vous offre la cassette DE GAULLE PARLE.

EDITIONS COMPLEXE

Diffusion P.U.F.

Le BAC

Vie associative

M. Roger Seydoux vient de céder la présidence de la Fondation de France à M. Pierre Giraudet. C'est l'occasion pour Pierre Massé de s'interroger sur l'indispensable apport de la vie associative dans une civilisation étouffante. Paul Harvois s'interroge sur la nouvelle force et aussi le nouveau défi que donne aux associations la procédure de décentralisation. De son côté, André Jeanson demande que les groupements nés de la loi de 1901 puissent travailler en meilleure harmonie avec la puissance publique et qu'à côté du « pôle politique et administratif de décision » soit reconnu un « pôle social » réunissant les partenaires sociaux - dont les associations - concernés par les activités du premier « pôle » correspondant.

L'espace de liberté

par PIERRE MASSÉ (*)

NOUS tendons à vivre dans la civilisation étouffante du bordereau anonyme, de l'imprimé incompréhensible, du numéro de quinze chiffres englobé par l'ordinateur, des queues devant un guichet au milieu de la foule solitaire. Quelle joie, parfois, de rencontrer un être qui nous parle comme à un autre être !

Entre l'interdit et l'obligatoire, il y a heureusement un espace de liberté. Un espace où les hommes peuvent respirer, s'associer par voisinage, goût de la convivialité, parenté de l'esprit, élan du cœur, aux limites de ce sentiment nous desolent, et que Pierre Drouin a récemment le courage d'écrire - la charité.

La vie associative efface ce qu'il pouvait y avoir en elle-ci de condescendant, mais en recrée la vertu profonde, aussi éloignée de l'esprit de lucre que de l'assujettissement à l'Etat.

Elle permet des rencontres au sein d'équipes constituées selon les affinités de chacun, pour le jeu, pour le sport, pour le simple plaisir de commenter l'événement du jour dans une salle enfumée, pour l'écrasante virilité de ces grands enfants du stade qui viennent de marquer un but. Elle s'attache à la promotion des amateurs et des créateurs dont la vocation s'éveille et qui ont besoin d'un encouragement, parfois d'un concours modeste, les aidant à réaliser les virtualités qu'ils portent en eux. Solidarité envers toutes les souffrances des malheureux, des handicapés, des exclus, non pas dans le cadre de catégories figées, mais dans un environnement vivant qui s'étend de nos voisins de quartier, aux affamés du Sahel, aux « boat-people », fuyant une terre plus hostile que la mer.

évidents qui leur seraient opposés plus tard. Elles peuvent combiner librement l'aide aux plus démunis pour rendre la société moins injuste et l'encouragement aux plus aptes pour lui conserver un aiguillon. Elles ont la vertu de démultiplier et de personnaliser les problèmes.

La vie associative a des racines lointaines dans l'histoire. Au cours du XIX^e et du XX^e siècle, les tragédies vécues par les hommes lui ont donné une impulsion décisive. De la Croix-Rouge, conçue sur le champ de bataille de Solferino, à Médecins sans frontières, issue des déchirements du tiers-monde, en passant par les Orphelins apprentis d'Australie, la chaîne est longue des hommes de bonne volonté qui ont consacré une part de leur vie au service du bien commun.

L'actualité, précisément, nous invite à honorer aujourd'hui l'un de ces hommes, Roger Seydoux, qui, après avoir représenté notre pays avec éclat dans de grandes capitales, a consacré huit ans de sa vie au développement de la Fondation de France dont il cède la présidence à Pierre Giraudet.

Bien qu'il soit très difficile de résumer en un seul chiffre des initiatives aussi diverses que l'action envers les handicapés, les personnes âgées et le tiers-monde, les prêts d'honneur aux jeunes, l'institution d'un prix de la télévision, le soutien de chaires scientifiques, la gestion de fondations personnalisées créées dans son sein, je me hasarderai à dire que, pendant ses huit ans de présidence, l'indice d'activité de la Fondation a été multiplié par un chiffre de l'ordre de cinq.

L'actualité, c'est aussi, dans un ordre d'idées tout autre, l'exposition des richesses de l'Institut de France ouverte, à l'initiative de son chancelier Edmond Bonnefou, au Conservatoire des arts et métiers. Certes, la grandeur de l'Institut, c'est d'abord tout ce que doivent l'art et la connaissance à ses cinq académies. Mais il y ajoute, par les dons et legs qu'il reçoit et distribue, et qui sont toujours une distinction, en dépit, parfois, de la modestie de leur montant, une participation précieuse à la vie associative.

(*) Ancien commissaire général au Plan.

Accroître la concertation avec les pouvoirs publics

par ANDRÉ JEANSON (*)

VOIR la possibilité concrète, par l'adhésion active à une association, d'intervenir personnellement dans des activités utiles à la société, voilà certainement un volet important, caractéristique de cette « nouvelle citoyenneté » dont le premier ministre répète qu'en doter les Français est un objectif fondamental du pouvoir socialiste.

Explorons deux pistes de réflexion. J'évoquerai d'abord le cas, relativement fréquent, où l'association se veut réalisatrice de prestations de services d'intérêt public par leur nature et rencontre sur ce même terrain d'autres organismes, de statut public eux, et prestataires de services de même contenu : éducation nationale, AFPA, DASS, etc., avec lesquels l'association va facilement se trouver en situation de concurrence. Cependant les uns et les autres, exerçant en fait une mission de service public et font appel, pour le financement de leur action, à des fonds d'origine publique. Historiquement, cela tient, la plupart du temps, à ce qu'il s'agit d'activités qui répondent à des besoins dont les militants associatifs ont été les premiers à déceler l'existence, invités par le suite par les pouvoirs publics : tel est, par exemple, le secteur de la formation des migrants.

L'important, ici, est que les bailleurs de fonds (ministères, administrations) et les réalisateurs de statut public reconnaissent sans arrière-pensée - et nous sommes loin d'en être là malgré le changement politique du 10 mai - que la coexistence sur le même terrain de prestataires de services dont les uns sont l'émancipation de la puissance publique et les autres de nature associative, loin d'être une anomalie à faire disparaître, constitue pour tout le monde une situation bénéfique qu'il convient d'organiser pour la rendre plus efficace encore.

Ce n'est diminuer en rien les responsabilités et les prérogatives qui reviennent naturellement à la puissance publique et à ses instruments d'intervention que d'affirmer que la présence des associations aux côtés d'organismes publics est riche de qualités : militantisme attentif aux attentes de l'usager, capacité d'innovation et d'expérimentation, ser-

ailabilité aux fluctuations des besoins et des demandes, soud d'insérer l'intervention dans une approche globale des problèmes de vie des gens, qualité dont le secteur public, par nature, est moins prodigue.

Cette reconnaissance par les pouvoirs publics de l'apport spécifique et bénéfique du secteur associatif signifierait que celui-ci cesserait d'être considéré et traité comme un sous-traitant provisoire et indéfinissable, qu'il conviendrait d'intégrer dans des cadres possibles et d'enfermer dans un cercle étouffant d'engagements administratifs chicanesques et injustifiés.

Participation et contrôle

S'il en était ainsi, alors on pourrait imaginer de créer entre les pouvoirs publics, les organismes publics et privés, prestataires de service, les usagers et partenaires sociaux, un tissu serré de relations de concertation permanente et franche : ce tissu de relations entre composantes respectueuses de leurs différences et de leurs vocations spécifiques mais se voulant complémentaires constituerait la substance d'un service public de conception assez neuve : un service public bâti et fonctionnant sur la convergence organisée, instituée, des trois « idéologies » : l'électorale, la technique et administrative, l'associative. Nombreuses sont les associations qui sont disposées à faire des propositions et à s'engager sur ces perspectives.

La seconde piste que je suggère d'explorer est celle des institutions à créer, ou à rénover, au sein desquelles les associations devraient trouver place pour engager un dialogue permanent et efficace avec les autres partenaires sociaux et avec la puissance publique. Il ne s'agit pas, en effet, d'assurer au mouvement associatif les moyens, financiers et autres,

(*) Président du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion des immigrés, ancien président de la C.F.D.T.

de vivre et de se développer. Il faut encore qu'adossés à des lieux où les associations puissent exprimer et faire entendre leur opinion, et participer à l'élaboration d'abord, au contrôle ensuite, des décisions d'ordre économique et social intéressant la collectivité.

Il conviendrait pour ce faire, à mon sens, de poser le principe de la présence, à côté de tout « pôle politique, ou administratif, de décision », d'un « pôle social » réunissant l'ensemble des partenaires sociaux, parmi lesquels les associations, concernés par les activités du « pôle politico-administratif » correspondant.

Aux niveaux du « pôle » pouvoir central et du « pôle » régional fonctionnent les conseils économiques et sociaux. Le problème, ici, est, d'une part, d'assurer une présence correcte des associations dans ces assemblées et, d'autre part, de doter ces conseils - ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et qui paraît négligé par les textes en cours de préparation sur la régionalisation - de pouvoirs réels pour qu'ils puissent effectivement passer sur les décisions du pouvoir politique et intervenir dans le contrôle des actes de ce même pouvoir : cela doit pouvoir se faire sans porter atteinte aux prérogatives de la « légitimité électorale ».

En revanche, rien n'existe au niveau du département ni de la commune, sauf en ce qui concerne le département - une multitude de commissions dont l'utilité n'est pas toujours évidente, - et en ce qui concerne la commune - quelques échoues du type commission extra-municipale. A ces deux niveaux, la création d'une institution consultative à compétence générale devrait donc être recherchée, au moins, pour le niveau communal, dans les agglomérations d'une certaine importance.

De même, cette construction à compétence générale devrait être complétée par des institutions analogues pour chacun des grands secteurs d'activité sociale dont la responsabilité suprême relève de la puissance publique. Pour illustrer ce propos, les associations qui travaillent pour la formation des migrants réclament depuis longtemps, en vain jusqu'à présent, la création auprès du secrétariat d'Etat chargé des immigrés - dont l'existence se justifie mais provisoirement, en attendant que les immigrés soient véritablement, et dans le respect de leurs spécificités, traités par la communauté nationale sur le même pied que les autochtones - d'un organisme consultatif réunissant les groupes sociaux concernés, son premier chef les immigrants eux-mêmes, les organismes de formation de statut privé comme de statut public, les mandataires des collectivités publiques. Ce conseil devrait être obligatoirement consulté, avant toute mesure concernant la formation des migrants, et chargé de suivre les résultats de ces mesures. L'accord de principe donné sur cette innovation dès septembre dernier par le gouvernement ne connaît, à ce jour, aucune suite.

La mise en place d'un tel ensemble d'institutions de concertation rencontrerait, j'en ai conscience, des difficultés complexes et délicates, en particulier les procédures à imaginer pour assurer la représentation des associations. Mais dans d'autres domaines de la vie publique, déjà, des difficultés analogues se sont présentées : par exemple, la désignation des membres des chambres d'agriculture ou des chambres de commerce. Si la volonté politique est présente, il n'y a pas de raison pour que les solutions nécessaires ne soient pas trouvées.

Les militants animateurs d'association espèrent surtout être reconnus comme des acteurs à part entière de la démocratie, appelés à faire entrer dans les institutions, instruments de cette démocratie, toutes les richesses du fait associatif.

Le défi de la décentralisation

par PAUL HARVOIS (*)

entre des gens « condamnés » à être des partenaires ?

L'association se révèle comme une alternative au déracinement et à la désresponsabilisation. Au début de cette époque, le monde était relativement simple. Les hommes multipliaient leur environnement social, leur itinéraire professionnel, leurs problèmes familiaux. On mourait généralement là où on avait vu le jour. Les amis de l'école demeuraient les amis de l'âge adulte. Les solidarités élémentaires jouaient à plein dans un univers reconnu, certifié, identifié de l'émancipation. La technique et la croissance intervenaient, apportant dans nos pays le confort et l'aisance certes, de meilleures conditions de vie, mais aussi la mobilité professionnelle, le déracinement, le changement de cadre de vie. Les problèmes se traitaient, désormais à l'échelle de Paris et du monde.

Les technocrates, dans la complexité grandissante de la société, devenaient apparemment les plus aptes à répondre aux questions, informés qu'ils étaient et estimant les plus qualifiés pour dire et décider ce qui convenait ou pas. Les petites cellules de vie perdurent de leur vitalité, de leur sens, dans le même temps qu'elles n'avaient plus voix au chapitre. Le village se vidait de sa substance, et la ville, en se développant sans mesure et sans réflexion, détruisait l'esprit de quartier. L'homme refaisait connaissance avec la solitude en n'étant plus armé pour y faire face ou s'y installer. La publicité et les médias voyaient grandir leur influence dans cet environnement propice et suscitaient de nouveaux besoins, non évidents mais qui jouaient leur fonction de succédané.

Face au déracinement, à l'instabilité, à la désinformation, à la perte progressive de la citoyenneté, au matraquage des médias, à une dégradation de pouvoirs aux élus qui sont, hélas, eux-mêmes souvent subordonnés à la techno-bureaucratie, certains se sont rebellés. Plus instruits en général, ayant élargi le champ de leurs compétences, pouvant accéder avec plus de facilité aux classes moyennes dotées de responsabilités, ces hommes et ces

femmes ont constitué des petits groupes, souvent informels, où on se soutient, où on se reconstruit, où on concevait des réalisations en commun, où on faisait front à un pouvoir anonyme et lointain qui imposait ses vues.

Certains de ces petits groupes qui avaient pris en charge un service non assuré par l'Etat, notamment dans le domaine du sanitaire et du social, s'affranchissaient, grandissent et deviennent ces grandes associations nationales de gestion reconnues par les pouvoirs publics qu'elles déchargent d'une responsabilité jamais prise en compte jusque-là. Dans notre système français, cette délégation de pouvoirs n'est que tacite, vu notre tendance ancestrale à tout codifier, nationaliser, et notre réticence envers tout ce qui n'entre pas dans la norme, alors que dans les pays anglo-saxons l'initiative du citoyen pour « faire » au lieu et place de l'Etat est encouragée. Sans doute les conventions devront être affinées, le contrôle du bon usage des fonds publics effectué a posteriori laissant à ces grandes associations la marge d'indépendance, d'initiative et d'action qui permet l'invention et le progrès permanents.

Des rôles distincts

D'autres petits groupes s'illustreront dans la défense des consommateurs, de l'environnement, du cadre de vie. Certains n'éprouveront même pas le besoin de se déclarer et resteront des associations de fait, pour un tracé d'autoroute, le maintien d'un square, l'amélioration des transports... D'autres encore se feront les avocats d'un renouveau éducatif, d'un projet de société. Chacun essayait d'inventer dans un désordre créateur, dans la diversité des attitudes, dans le non-institutionnel, certains diraient dans une anarchie dérangeante. Finalement par des sables de centralisme et de démocratie de délégation, nos élus, à quelques rares exceptions près, ne vivent pas toujours d'un bon œil ce grouillement d'irresponsables, ces actes inachevés, ces propositions murales de mai 1968 : « L'imagination ou pouvoir - Faites l'amour, pas la guerre - Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ». La société mutait, et ils ne s'en apercevaient pas. Ils refusaient de bouger, d'assumer le changement. Pourtant

et là, à Mors-en-Barrois, à Grenoble, à Chambéry, à Dreux, des municipalités se mettaient à l'écoute et pratiquaient la concertation. Ces municipalités admettent et font leur l'idée que l'époque exige la complémentarité démocratique de participation.

Les difficultés commencent ! Les associations sont-elles représentatives ? Témoinnent-elles toujours de la compétence ? Ne vont-elles pas s'ériger en équipe oppositionnelle ?

Une association est sectorielle, alors que la municipalité doit jurer d'après une approche globale. Mais dans son secteur, cette association est mieux informée, mieux préparée. L'association, c'est vrai, est constituée pour l'essentiel d'hommes et de femmes issus des classes moyennes, présidents de l'association, exerçant des responsabilités professionnelles. Mais est-ce une tare ? Les révolutions ne sont-elles pas toujours le fait, à l'origine, de ces classes moyennes ? Ne confondons donc pas les rôles.

L'État avec juste raison se réclame de sa représentativité officielle, de sa capacité de jugement global, de son pouvoir de décision. C'est lui qui doit rendre compte, qui porte le poids de la responsabilité vis-à-vis de ses concitoyens. Mais il est de moins en moins universel. Il peut alors se tourner soit vers le fonctionnaire, soit vers le citoyen, ou cheminer entre leurs points de vue.

Sa tentation peut être de court-circuiter les associations et de s'adresser directement au citoyen dans une vue autogestionnaire de la cité. Cela n'exclut pas de faire appel aux groupes ayant réfléchi, s'étant informés, et qui sont porteurs de propositions. Les associations, de leur côté, doivent accroître leurs compétences. Il ne va pas être facile, la décentralisation réalisée, de devenir des interlocuteurs informés, des partenaires compétents. Comme pour les élus, une information et une formation sérieuses des responsables d'association s'imposent dans les délais les plus rapprochés.

Contrepoids du pouvoir communal et non pas contre-pouvoir, l'association doit acquiescer la dimension qui lui permettra, dans les secteurs où elle œuvre, de plaider des dossiers ou de s'opposer à des mesures démagogiques, inopportunes ou nocives, en ayant toujours à l'esprit qu'il est plus facile de suggérer que de faire, de critiquer que de décider.

Le Monde DE L'EDUCATION

« Ne faites pas cette enquête... »
« C'est un sujet scandaleux... »
« Ça ne nous regarde pas. »

POURQUOI CES RÉACTIONS ?

L'AMOUR AU LYCÉE

Deux jeunes journalistes - Christine Garin et Yves-Marie Labé - ont mené l'enquête sur ce sujet difficile. Et racontent leurs surprises.

A LIRE ABSOLUMENT
En vente partout. Numéro de mai : 10,50 F

(*) Président du Groupe de recherche pour l'éducation permanente (GREP).

هنا من الوطن

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

M. Shultz se déclare prêt à discuter avec la Syrie

Dès son retour à Washington à l'issue d'un voyage de dix-sept jours au Proche-Orient et à Paris, M. Shultz a rendu compte au président Reagan de sa mission. Dans des déclarations à la presse à l'issue de son entretien, il a reconnu qu'il existait « des problèmes et des difficultés », mais s'est déclaré « confiant » de voir en fin de compte un retrait de toutes les forces étrangères du Liban.

Le président Reagan avait lui-même reconnu en accueillant le secrétaire d'Etat que « quelques obstacles » se dressaient au Proche-Orient, et M. Shultz a déclaré pour sa part que ses discussions avec les dirigeants syriens « n'avaient certainement pas été encourageantes ». Le secrétaire d'Etat a cependant souligné qu'il fallait « séparer » le problème de l'accord libano-israélien et celui du retrait des forces syriennes du Liban. Ces questions ne sont pas « sans relation », mais il y a « quelques différences » entre elles, a-t-il ajouté.

« On peut avoir des réserves sur l'accord, mais ce n'est pas vraiment le problème. Nous demandons aux Syriens de retirer leurs troupes, et ils ont toujours dit qu'ils étaient prêts à se retirer lorsque les autorités libanaises le leur demanderaient », a dit le secrétaire d'Etat. Il a ajouté qu'il n'y avait « aucun doute » que les Libanais demanderaient le retrait des forces syriennes dès que l'accord avec Israël aura été signé.

M. Shultz a reconnu que les Syriens avaient soulevé « certaines questions légitimes », notamment concernant la création de la zone de sécurité dans le Sud-Liban. « Nous sommes parfaitement prêts à discuter » avec eux, a ajouté M. Shultz, qui a indiqué qu'il n'envisageait pas de retourner au Proche-Orient.

Interrogé sur la réintroduction de forces syriennes et palestiniennes au Liban, le secrétaire d'Etat a souligné qu'il s'agissait d'un « développement regrettable » et que le retour de forces de l'O.L.P. constituait « une violation de l'accord » sur le retrait des forces palestiniennes de Beyrouth.

M. Shultz a, d'autre part, estimé qu'il n'avait « aucune raison » de mettre en doute les déclarations selon lesquelles le départ de ressortissants soviétiques de Beyrouth était un mouvement habituel survenant à la fin de l'année scolaire. Cela survenait « peut-être un peu plus tôt [que d'habitude], mais pas tellement », a-t-il dit.

Une mise en garde israélienne à la Syrie

A Jérusalem, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a indiqué mercredi que l'accord sur le retrait des troupes israéliennes du Liban serait signé « dans les prochains jours par Israël et le Liban avec la participation du gouvernement américain ». M. Shamir, qui présentait les grandes lignes de l'accord à la Knesset, a lancé un message de garde destinée à la Syrie et à l'O.L.P., affirmant que, si ces deux parties refusaient de retirer leurs forces du Liban, « l'accord sera considéré comme suspendu. Israël sera libre d'agir comme il le croit nécessaire et selon ses intérêts ».

M. Shamir avait décidé de présenter l'accord à la Knesset avant que l'opposition ne se saisisse du dossier et ne parvienne à réunir une majorité contre l'accord. Le leader de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, a accusé le gouvernement d'avoir glissé et la guerre et

les négociations de retrait des troupes, ajoutant que son parti ne soutiendrait pas un accord qui « perpétue des illusions et ignore la réalité ». Il a indiqué qu'à ses yeux le point central de l'accord concernait la fin de l'état de guerre avec le Liban et s'est demandé : « De quel état de guerre s'agit-il ? Le Liban n'a jamais été en guerre contre Israël. C'est Israël qui a déclenché une guerre au Liban ».

A Beyrouth, le président Gemayel a décidé mercredi soir, à l'issue d'un entretien téléphonique avec le président Hafez el-Assad de Syrie d'envoyer à Damas son ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem, pour tenter d'obtenir un retrait simultané des forces israéliennes, syriennes et palestiniennes. Le cabinet libanais devait se réunir ce jeudi en session extraordinaire pour discuter de l'accord, mais le document ne sera soumis à l'approbation du Parlement qu'après sa signature. Entre-temps, M. Philip Habib, l'ambassadeur du président Reagan, a informé les responsables libanais des derniers points relatifs aux éclaircissements demandés par Israël au Liban concernant le projet d'accord.

A Damas, M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste, a déclaré l'accord qui, selon lui, viole « la souveraineté et la liberté du Liban » et « conduit le pays à la partition ».

A Tripoli, le colonel Kadhafi a rejeté mercredi au cours d'une conférence de presse le projet d'accord israélo-libanais et a préconisé la création d'un front de « confrontation arabe » contre Israël. Le colonel Kadhafi, qui s'adressait à une vingtaine de journalistes étrangers convoqués en toute hâte à Tripoli, a menacé de rompre avec le Liban en cas de signature de l'accord. — (A.F.P., A.P.)

Jordanie

Le gouvernement entend enrayer l'exode des « Palestiniens de l'intérieur »

De notre correspondant

Amman. — Les autorités jordaniennes envisagent d'appliquer des restrictions au franchissement du Jourdain par les Palestiniens résidents dans les territoires occupés. Ainsi, selon le quotidien jordanien *Al Rai*, les visiteurs en provenance de Cisjordanie seraient la durée de leur séjour dans le royaume hachémite réduite à un mois. De même, toujours selon ce journal, Amman octroierait aux Cisjordanais se rendant par la Jordanie dans les pays du Golfe, en Europe ou en Amérique, des permis valables trois ans, mais leur imposerait de revenir sur la rive ouest du Jourdain tous les neuf mois. Cela, affirme encore *Al Rai*, afin de « contrôler les tentatives des autorités d'occupation libanaises de confier leurs biens ».

Un ministre jordanien des territoires occupés, on affirme cependant que rien n'a encore été officiellement décidé et que les mesures envisagées sont encore à l'étude. On se refuse également à confirmer ou démentir les informations publiées par *Al Rai*, tout en admettant néanmoins que le passage par les ponts du Jourdain fait désormais l'objet d'un contrôle beaucoup plus strict. Ainsi, depuis début mai, les Cisjordanais de seize à vingt-six ans autorisés par les Israéliens à se rendre en Jordanie, mais à ne revenir dans les territoires occupés qu'au bout d'une période de neuf mois (1), sont systématiquement retournés.

Officiellement, les Jordaniens justifient les mesures en cours d'examen ou déjà appliquées par la volonté de s'opposer, en limitant l'afflux des Palestiniens de Cisjordanie vers le royaume hachémite, « à la politique israélienne visant à vider les territoires occupés de leurs habitants ». L'exode des « Palestiniens de l'intérieur » a atteint, ces dernières années, le rythme de quinze à vingt mille personnes par an. Il est dû essentiellement aux difficultés rencontrées par les jeunes gens pour trouver du travail en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et aux conditions de vie de plus en plus précaires dans ces territoires, du fait de l'occupation israélienne.

D'autre part, les Jordaniens n'ont jamais fait mystère de leurs craintes quant aux risques que comporterait un nouvel apport massif de réfugiés palestiniens pour l'équilibre économique et politique du royaume. Mais les restrictions envisagées à Amman quelques semaines seulement après la rupture des pourparlers Hussein-Arafat ne manquent pas d'être interprétées de façon toute différente dans les milieux palestiniens.

Certains y voient en effet les signes avant-coureurs d'une séparation plus nette entre les deux rives du Jourdain. D'autres estiment qu'elles visent en fait à faire pression sur les habitants des territoires

et surtout, à travers ces derniers, ou directement, sur l'O.L.P. Une affaire qui s'ajoute, relèvent les tenants de cette interprétation, à la récente décision des autorités jordaniennes de ne pas accorder le chef du bureau de l'O.L.P. à Amman, M. Izat El Khattab, qui avait pris ses fonctions peu après le début des pourparlers jordanio-palestiniens il y a quelques mois.

Les réactions de l'O.L.P.

Les réactions des représentants de l'O.L.P. à Amman sont plus mitigées. « Nous ne voulons pas interpréter les décisions du gouvernement jordanien dans un sens qui serait préjudiciable à nos relations », nous a déclaré l'un de ses responsables. Rappelant que l'O.L.P. est en faveur d'un arrêt de l'émigration de la population de Cisjordanie et de la bande de Gaza, à condition que les moyens utilisés « ne rendent pas encore plus difficile la vie des habitants de ces territoires », notre interlocuteur a ajouté : « Nous attendons de pouvoir juger les effets qu'auront les mesures décidées par les Jordaniens ».

« C'est une affaire domestique », souligne de façon quelque peu sibylline M. Chawkat Mahmoud, le « numéro deux » du ministère jordanien des territoires occupés. Il fait valoir, pour sa part, que la Jordanie n'a pas attendu ces dernières semaines pour tenter de freiner l'immigration en provenance de la rive ouest du Jourdain. Dès 1968, rappelle-t-il, les lycéens de Cisjordanie n'ont plus eu l'autorisation de venir faire leurs études secondaires dans le royaume hachémite.

Plus récemment, il y a eu environ un an et demi, Amman a décidé d'appliquer strictement la loi sur la conscription obligatoire (qui date en fait de 1976) aux jeunes Palestiniens des territoires occupés désirant travailler en Jordanie ou dans le Golfe. Ceux-ci sont désormais sommés de choisir entre accomplir d'abord leur service militaire ou rejoindre la Cisjordanie.

Enfin, il y a quelques mois, les autorités d'Amman ont également renvoyé dans les territoires occupés, pour qu'ils y poursuivent leur scolarité, des étudiants cisjordanais inscrits en première année dans les établissements pour la formation professionnelle. Seuls sont admis en Jordanie ceux pour qui il n'existe pas sur la rive ouest du Jourdain d'établissement correspondant à la formation qu'ils ont choisie.

Selon M. Chawkat Mahmoud, les Palestiniens des territoires occupés pourraient cependant continuer à s'inscrire dans les universités jordaniennes comme par le passé.

EMMANUEL JARRY.

(1) Cette période était à l'origine de trois mois ; les Israéliens l'ont portée à six puis à neuf mois l'année dernière.

DIPLOMATIE

M. Reagan remporte un succès dans la « bataille » du MX

De notre correspondant

Washington. — Le président Reagan envisage d'apporter « certaines modifications » à son projet de réduction des armements nucléaires soviétiques et américains. Il l'a fait savoir par écrit, mercredi 11 mai, à des membres du Congrès qui posaient cette condition pour accepter la production et le déploiement du missile intercontinental M.X. Conséquence immédiate : une sous-commission de la Chambre des représentants — pourtant dominée par les démocrates — a approuvé, dans l'après-midi, le déblocage de 550 millions de dollars en faveur de cette arme contestée.

Ce sont donc de nouvelles propositions que les négociateurs américains mettront sur la table, le 8 juin, lorsqu'ils retrouveront leurs interlocuteurs soviétiques à Genève. On ignore exactement lesquelles. M. Reagan étudie « un certain nombre d'alternatives » à son projet START (Strategic Arms Reduction Talks) pour le rendre compatible avec les recommandations d'une commission spéciale, présidée par M. Brent Scowcroft. Recommandations qu'il déclare « approuver sans réserve ».

Le projet START prévoit de ramener à 5 000 le nombre des ogives déployées par chacun des Deux Grands (contre 7 500 actuellement) et à 850 le nombre des missiles intercontinentaux (au lieu de 1 600 pour les États-Unis et 2 350 pour l'Union soviétique). La commission Scowcroft — constituée par M. Reagan pour étudier le mode de déploiement du MX — juge ce programme insatisfaisant. Elle voudrait qu'on mette l'accent sur le nombre des ogives plutôt que sur celui des lanceurs. Si le MX lui paraît acceptable comme solution transitoire, elle plaide pour de futurs missiles de petite taille : moins vulnérables, ne possédant qu'une seule tête nucléaire, ils seraient moins « intéressants » à détruire. Ce qui diminuerait les incitations à une attaque préventive (première frappe) d'un des deux camps et assurerait davantage la sécurité de la planète.

Obtenir le feu vert du Congrès

Plusieurs membres du Congrès avaient écrit, le 29 avril, à M. Reagan pour défendre les mêmes principes, mais aussi pour demander qu'on incorpore au projet START une clause appelée *build-down*. Principe simple : pour chaque nouvelle ogive déployée, les États-Unis ou l'U.R.S.S. détruiraient deux ogives existantes. C'est le genre de proposition séduisante, rassurante et facile à « vendre » à l'opinion publique.

Le *build-down* est une proposition « intéressante et constructive », a déclaré mercredi le porte-parole de la Maison Blanche, mais elle réclame une réflexion. Chacun sait que la formule ne plaît pas au Pentagone.

LE « SS-40 » NOUVELLE FIGURE DE STYLE SOVIÉTIQUE

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique, par le biais de l'agence officielle Novosti, a menacé pour la première fois mercredi 11 mai les États-Unis de déployer une nouvelle génération de missiles nucléaires si Washington persiste à vouloir « combler le retard » qu'il affirme accuser sur Moscou en matière d'armements.

« Le président Ronald Reagan affirme que les États-Unis ont un retard à combler dans la course aux armements nucléaires, mais est-il certain qu'en emballant son cheval, il pourra dépasser celui de l'adversaire ? », écrit Novosti, sous la plume de son observateur politique Guennadi Guerassimov, qui poursuit : « Selon Reagan, le cheval de l'adversaire aurait une demi-longueur d'avance. Mais celui-ci peut accélérer lui aussi. Ainsi, aux fusées SS-20 et similaires peuvent s'ajouter des fusées SS-40 et similaires ».

Dans les milieux spécialisés occidentaux, on affirme que le SS-40 mentionné par Novosti « n'existe pas » et que l'agence soviétique a eu recours à une « figure de style » pour dire que si les États-Unis persistent à affirmer qu'ils doivent « rattraper » l'U.R.S.S. en matière d'armement, Moscou pourrait riposter en déployant un missile beaucoup plus puissant que le SS-20.

EUROPE

Allemagne fédérale

« STERN » A REMIS AU PARQUET LES FAUX CARNETS DE HITLER

Bonn (Reuter). — Le magazine *Stern* a remis, mercredi 11 mai, les faux carnets de Hitler au parquet de Hambourg. Le journaliste Gerd Heidemann, qui avait « découvert » les documents, a reconnu qu'ils étaient faux.

Il a affirmé qu'il avait été dupé par Konrad Fischer, le marchand de souvenirs nazis domicilié à Stuttgart (le Monde du 12 mai).

Un porte-parole des éditeurs de *Stern* a déclaré, mercredi, qu'il apparaît maintenant que ces carnets ont été fabriqués à partir d'un livre sur Hitler publié par l'historien Max Domarus en 1964.

Les carnets n'ont jamais été soumis à une expertise extérieure, le magazine s'est fié à deux de ses journalistes, spécialistes d'histoire contemporaine. Ils ont comparé les carnets avec plusieurs ouvrages sur Hitler, dont celui de M. Domarus, et ont été convaincus de leur authenticité.

Jamais l'idée que les carnets aient pu être copiés du livre de M. Domarus n'a effleuré leur esprit, a ajouté le porte-parole.

Les deux journalistes ont noté que les carnets portaient les initiales F. H. au lieu de A. H. Ils en ont tiré la conclusion que cela signifiait *Fuehrer hauptquartier* (quartier général du Fuehrer). Les deux journalistes ont été mutés, a précisé le porte-parole.

De son côté, M. Henri Nannen, directeur de *Stern*, estime que Heidemann s'est contredit en racontant comment les 9 millions de deutschemarks payés par le magazine ont été remis aux possesseurs des carnets. M. Heidemann a raconté qu'un des versements s'est fait de la façon suivante : circulant seul en auto, il a jeté par la fenêtre un sac plein d'argent dans une autre voiture qui venait en sens inverse.

D'autre part, Heidemann affirme qu'il a toujours été seul lors des règlements. Or, son épouse a dit qu'elle était présente à trois occasions, a ajouté M. Nannen.

Stern a d'autre part annoncé qu'une enquête avait été ouverte à l'intérieur du journal afin de déterminer « les circonstances de l'affaire des carnets de Hitler ».

● La justice espagnole a décidé d'expulser vers les Pays-Bas un Néerlandais M. Auke Patix. Celui-ci, accusé de nombreux assassinats de juifs lors de la seconde guerre mondiale, s'était engagé dans les SS. Le gouvernement espagnol devra décider encore si l'expulsion sera effectuée, indique un communiqué de la justice néerlandaise du mercredi 11 mai. — (corresp.).

L'ÉPIDÉMIE D'« INTOXICATIONS » EN CISJORDANIE

Les experts de l'O.M.S. n'ont « rien relevé d'anormal » dans les prélèvements faits sur des sujets affectés

De notre correspondant

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, qui siège au Palais des Nations depuis le 2 mai, a été saisie le 11 mai du rapport des experts de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), qui avait été chargée d'effectuer, à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies, une enquête concernant « un événement sanitaire revêtant un caractère d'urgence et de nature indéfinie », ayant affecté des élèves de certaines écoles de Cisjordanie. Ces experts indépendants ont tenu à préciser dans leur rapport qu'ils ont pu mener leur enquête en toute liberté, sans entrave d'aucune autorité.

Sans se prononcer de manière précise sur les conséquences du phénomène, ils estiment, après avoir effectué les analyses nécessaires de prélèvements opérés sur les sujets affectés et dans l'environnement, n'avoir « rien relevé d'anormal ».

L'équipe d'experts, composée d'un épidémiologiste, d'un toxicologue et de deux ingénieurs sanitaires,

a affirmé que, si la plupart des sujets souffraient de maux de tête, d'épisodes de nausées et de douleurs de la région thoracique et de faiblesse générale, aucun n'avait eu de fièvre. Un tiers d'entre eux étaient des garçons, bien qu'il ait été surtout question d'écolières. Le sujet le plus âgé avait quarante ans.

Dans leurs conclusions, les experts indiquent qu'ils n'ont relevé qu'un seul cas d'anémie, qu'« aucun décès n'a été signalé », que « tous ont maintenant quitté l'hôpital » et que les écoles « ont été rouvertes la première semaine de mai 1983 ».

L'O.M.S. n'a, par conséquent, pas été en mesure d'indiquer une ou plusieurs causes spécifiques de cet « événement » de nature indéfinie. Elle n'en estime pas moins qu'il « faut tout faire pour éviter à la population locale toute nouvelle intoxication ». — I. Y.

Maurice RHEIMS
de l'Académie française

Le Saint Office
roman

« Un véritable document d'époque sur ce qui resté des beaux quartiers parisiens »
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Ce livre est merveilleux de malice, de rebondissements, de vérités cruelles. Un regal sans pareil ! »
Aldin Bosquet / Le Figaro

« La confession de Maurice Rheims finit pour le lecteur, par des éclats de rire. Un des textes les plus gais de l'année »
Anne Pons / Le Point

GALLIMARD *nrf*

EUROPE

Grande-Bretagne

M^{re} Thatcher veut axer sa campagne sur la politique de détente

(Suite de la première page.)

De leur côté, les travaillistes ont cherché à se servir plus sur les intentions de la Thatcher. A la fin d'avril, ils leur ont demandé ce qu'ils seraient disposés à donner en échange d'une reconnaissance unilatérale de la Grande-Bretagne aux armements nucléaires : l'U.R.S.S. réduirait-elle d'autant son arsenal si les Britanniques renonçaient à leur force de frappe et refusaient l'installation de missiles de croisière sur leur territoire ? Renonceraient-ils à toute agression contre le territoire britannique ?

La réponse n'est pas encore arrivée à Londres, mais il n'est pas sûr qu'une attitude conciliante des Soviétiques - qui ne les engagerait d'ailleurs à rien - n'agace pas plus qu'elle ne convaincra les électeurs britanniques. Bien que l'agence Tass se risque à prédire une défaite de M^{re} Thatcher, le Kremlin ne doit pas croire beaucoup aux chances du Labour, mais il serait étonnant qu'il se prive de l'occasion de tenter une nouvelle fois de jeter le trouble dans l'alliance atlantique avant l'éclosion du déploiement.

Le Labour persiste et signe

Sans doute les demandes des travaillistes procédèrent-elles d'une intention louable ; elles tendaient à montrer que le désarmement unilatéral n'est pas synonyme d'une reconnaissance sans contrepartie à tous moyens de dissuasion, mais qu'en contrepartie il met à l'abri de toute attaque nucléaire les pays ne possédant pas ce type d'armes.

Mais la lettre est vite devenue pour les conservateurs le symbole de

la naïveté des travaillistes et de leur méconnaissance des réalités internationales. « C'est comme si vous demandiez à quelqu'un : si je vous lèche les bottes, me donnez-vous un coup de pied dans la figure ? », commente féroce un familier de M^{re} Thatcher. Le premier ministre veut faire de la politique de défense un des principaux thèmes de la campagne électorale ; pas seulement la politique militaire mais la défense entendue au sens large de défense du mode de vie libéral et des valeurs occidentales qu'elle juge menacées par les projets travaillistes, à la fois à l'intérieur par l'extrémisme et la bureaucratie, et à l'extérieur par le désarmement unilatéral.

Imperturbable, le Labour persiste et signe. Dans son programme électoral qui doit être publié dans les prochains jours, il se prononce pour l'abandon des fusées Polaris, la renonciation aux Trident, le refus du déploiement des missiles de croisière et la fermeture des bases américaines en Grande-Bretagne. Mais il affirme vouloir œuvrer au sein de l'OTAN « pour une plus grande coopération et une plus grande confiance en Europe et ailleurs ».

DANIEL VERNET.

● Un sondage publié ce jeudi 12 mai par le Daily Telegraph (conservateur) donne une avance de plus de dix-sept points au parti de M^{re} Thatcher. Selon ce sondage, réalisé juste avant l'annonce de la date des élections, 49 % des personnes interrogées se prononcent pour les conservateurs, contre 31,5 % pour les travaillistes et 17,5 % pour l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates.

La tension entre Varsovie et Moscou

(Suite de la première page.)

Conclusion : « Il se peut que nos journalistes se servent parfois maladroitement des guillemets, mais cela arrive également à Andrei Rykov », c'est-à-dire à l'auteur du réquisitoire soviétique.

L'agence PAP ayant annoncé mardi 10 mai que c'était M. Rakowski qui avait présenté le rapport sur la situation socio-économique devant le dernier conseil des ministres, l'article de Polityka, prêt dès dimanche, ayant largement ou le temps d'être approuvé en haut lieu, les critiques de Temps nouveaux sont purement et simplement repoussées par les autorités polonaises. Symboliquement d'ailleurs, ce n'est que ce jeudi que devait être mise en vente à Varsovie, avec six jours de retard et en même temps que Polityka, l'édition en polonais de l'hebdomadaire soviétique (1).

L'ambiguïté de la situation

Si spectaculaire qu'il soit, ce débat public et inhabituel entre deux capitales de la « communauté socialiste » ne signifie pas pour autant que le général Jaruzelski n'a plus la confiance de Moscou ou soit sur le point d'entrer en dissidence. Il traduit, en revanche, certainement à la fois la difficulté qu'il y a à normaliser la Pologne et l'impénitence devant la persévérance des « activités antisocialistes » ressorties avec plus ou moins de virulence dans l'ensemble du monde communiste.

Au risque de se faire l'avocat du diable, il faut, en effet, reconnaître que, aussi librement faites qu'elles

soient, les citations brandies par Temps nouveaux reflètent bien l'ambiguïté de la situation polonaise. Il est vrai qu'Andrei Rykov était fondé à s'indigner de ce que l'idée de pluralisme « ne soit pas passée à la clandestinité avec les extrémistes de Solidarité ».

Exprimée sous des vocables plus neutres, assortie, bien sûr, du nécessaire accord global avec les « principes du socialisme », cette idée traîne dans tous les discours officiels, pour la simple raison que, si le pouvoir ne voulait rallier que les communistes, cela ferait peu de monde, et qu'il doit bien, à défaut de le faire, chercher qu'il cherche ailleurs.

Mis très en sourdine depuis quelques mois dans les discours des dirigeants, un autre thème dénoncé par Temps nouveaux - celui de la faiblesse du parti - n'en est pas moins pris en considération, et à juste titre, dans tous les calculs stratégiques des autorités, qui peinent à rebâtir les fondements traditionnels du régime et n'ont pas fait appel à l'armée pour rien.

Quand le magazine soviétique dénonce les savants articles de Polityka sur la définition d'un modèle socialiste polonais, il peut, d'un certain point de vue, s'exclamer : « Comme si la Pologne se trouvait encore devant la perspective d'entretenir la conservation du socialisme ! Comme si celui qui est construit, avec toutes ses qualités et ses manques, n'était pas un socialisme polonais mais étranger, un modèle imposé de l'extérieur aux Polonais ! » L'ennui est que le « modèle » est bel et bien à

construire, et que des hommes comme M. Rakowski, cordialement détestés pour cela dans l'appareil, le savent parfaitement, même si leur ambition se limite à rétablir l'ordre.

Enfin, découvrir, comme le fait Temps nouveaux, que Polityka utilise le poids de Yalta comme argument pour défendre la politique du régime, c'est découvrir l'Amérique. Cet argument-là est l'un des plus utilisés par la propagande, qui martèle sous tous les euphémismes possibles que, la Pologne n'étant pas en Australie, la population doit en tenir compte.

Il y a évidemment dans tout cela quelque chose d'intriqué pour l'orthodoxie et d'inquiétant pour son avenir, mais c'est une réalité à laquelle le général Jaruzelski ne peut plus grand-chose malgré la puissance dont il dispose. Lui compris sur le temps, combiné à une répression sélective. On lui compte ce temps et, à défaut de le constater lui-même (il a, après tout, renoué la situation et n'a pas de vrai rival, on lui conteste des hommes soupçonnés de ne pas se résigner à la prudence mais de la souhaiter.

Les dernières rumeurs donnent le plein idéologique prévu pour le deuxième moitié de ce mois comme reporté à plus tard. On en résume un autre à la place, les 23 et 24 mai, uniquement consacré à la situation politique - ce qui, puisqu'elle est officiellement bonne, est moins décat.

En attendant, on annonce le départ, lundi prochain, pour le Vatican, du primate et des évêques des diocèses que visitera le pape ; un prêtre vient d'être condamné à deux mois de prison pour avoir organisé une collecte en faveur des détenus politiques ; l'abbé Jankowski, supérieur du chœur de Lévia, a été démis de la presse comme fils d'un officier de la Wehrmacht ; le quotidien de l'armée accuse Solidarité d'avoir, entre autres disséminations, financé des groupes politiques ; et des poursuites pour espionnage au profit des Etats-Unis ont été ouvertes par contumace contre M. Zdzislaw Najder, responsable des émissions polonaises de Radio-Europe libre. Enigme depuis deux ans, M. Najder est toujours membre de l'Union des écrivains, qui est, elle, « suspendue », entre autres parce qu'elle refuse de l'exclure de ses rangs.

BERNARD GUETTA.

(1) Disponibles mercredi, les éditions en russe et en anglais ont été rapidement épuisées dans les kiosques.

Autriche SOCIALISTES ET LIBÉRAUX ONT CONCLU UN ACCORD POUR LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Vienne (A.F.P.). - Le parti socialiste et le parti libéral autrichiens ont adopté, mercredi 11 mai à Vienne, un accord en vue de la constitution de la coalition gouvernementale.

Le Parlement, qui tiendra sa séance inaugurale le 19 mai, sera appelé à investir le nouveau chancelier, M. Fred Sinowatz (socialiste) après la Pentecôte, a déclaré M. Heinz Fischer, chef du groupe parlementaire socialiste, à l'issue de la réunion des représentants des deux partis.

M. Norbert Steger, président du parti libéral, qui doit lui-même devenir vice-chancelier, a affirmé que trois ministères reviendraient à son parti : industrie et métiers, défense et un troisième portefeuille, qu'il n'a pas nommé.

La coalition poursuivra la politique étrangère de « neutralité active », qui a été celle de l'Autriche jusqu'à présent, a affirmé M. Fischer. Sur le plan économique, la lutte pour l'emploi sera le premier impératif du nouveau gouvernement, a ajouté le dirigeant socialiste. Il a indiqué que des solutions de compromis avaient été trouvées sur les problèmes fiscaux.

83
CANADA
MONTRÉAL/QUÉBEC
à partir de 3 100 F A/R

AMÉRIQUES

Brésil

Le parti communiste pro-soviétique réclame sa légalisation

Brasilia (A.F.P.). - Le parti communiste brésilien (P.C.B.) - légal depuis 1947 - s'est lancé, mercredi 11 mai, dans sa bataille pour la légalisation.

Pour la première fois, les dirigeants du P.C.B. se sont rendus au Congrès pour présenter aux différents partis leurs projets de manifeste, de programme et de statuts. La demande de légalisation du P.C.B. sera présentée au Tribunal supérieur électoral (T.S.E.), compétent en la matière, dans un délai de deux mois.

Le P.C.B., dont l'actuel secrétaire général est M. Giacomio Dias, âgé de soixante-dix ans, estime que le moment est venu de revendiquer le droit à l'existence légale « pour renforcer les tendances à la démocratie qui s'affirment dans le pays ». Les dirigeants du parti estiment que le P.C.B. a le droit de reprendre sa place dans un pays où le multipartisme a été rétabli et où les exilés politiques ont pu revenir à partir de 1979.

Depuis sa création, il y a soixante ans, le P.C.B. n'a eu d'existence légale au Brésil que pendant deux ans, entre 1945 et 1947 (fin du gouvernement de Getulio Vargas et début du gouvernement Eurico Gaspar Dutra). Il a été toléré dans les années 60 sous le gouvernement de João Goulart.

Les militants communistes avaient été pourchassés pendant la période dite de l'« Estado Novo », qui s'inspirait du fascisme italien, et après le coup d'Etat de 1964 qui avait renversé le président Goulart et amené les militaires au pouvoir.

Aujourd'hui, à la faveur du processus d'ouverture démocratique, le P.C.B. veut sortir de la clandestinité, même si ses dirigeants admettent que l'obtention de la légalisation sera difficile. Pour pouvoir rester sur la scène politique, certains membres du P.C. brésilien étaient entrés au M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), seule formation d'opposition reconnue ces dernières années par le régime militaire.

Au mois de décembre 1982, quatre-vingt-dix dirigeants du P.C.B. réunis à São Paulo pour élaborer un programme d'action avaient été arrêtés puis relâchés. Soixante-sept d'entre eux devaient cependant répondre, devant les tribunaux, pour tentative de reconstitution d'un parti interdit.

Les dirigeants du P.C.B. indiquent que leur parti sera « un parti national autonome, qui assumera la défense des droits de l'homme, du pluralisme idéologique et politique, et l'autonomie des mouvements de masse ». En politique étrangère, les responsables du parti admettent un alignement sur les positions de l'Union soviétique.

Le programme du P.C.B.

Parmi les mesures politiques citées dans le programme du P.C.B. figurent l'abolition de toute législation antidémocratique, la liberté d'organisation des partis politiques, la liberté et l'autonomie syndicales, le droit de grève sans restriction, la suppression de toutes les formes de discrimination raciale et le respect des minorités.

En politique économique, l'idée principale du P.C.B. est la suppression du « pouvoir de l'impérialisme, spécialement nord-américain, des monopoles et des latifundia ». Les investissements prioritaires doivent servir à relancer les activités qui élargissent le marché interne et le marché du travail. Les subventions d'Etat doivent aller aux entreprises nationales et non plus aux multinationales. Le P.C.B. préconise également une réforme fiscale, une redistribution des revenus et une réforme agraire. Le P.C.B. demande aussi une nouvelle politique des salaires, une réforme de la politique de sécurité sociale, la lutte contre la corruption, une nouvelle politique de logement et la garantie d'un enseignement gratuit à tous les niveaux.

En politique étrangère, le programme communiste préconise un plus grand effort pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international, une forme politique anticolonialiste et antiraciste et l'adoption du « non-alignement permanent ». Le P.C.B. souhaite l'établissement de relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec tous les pays. Cette exigence vise tout particulièrement Cuba, seul pays du continent américain à ne pas entretenir de relations avec le Brésil.

Améliorations considérables en «business».

Les voyages d'affaires, c'est du travail. Et du travail pénible, surtout quand ils impliquent de longs trajets aériens.

C'est pourquoi, nous venons d'équiper notre Business Class de nouveaux sièges, dessinés spécialement pour vous. Ils sont plus spacieux et plus confortables. Et ils conviennent bien à votre sens des affaires, parce qu'ils sont sans supplément de prix.

Vous êtes un voyageur suffisamment expérimenté pour que nous n'ayons pas besoin de vous vanter ici la qualité du service Lufthansa. Pourtant nous aimerions vous rappeler un point important : à Francfort, nos avions vous attendent pour vous conduire dans le monde entier, toujours dans le confort de la Business Class.



 **Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa
21-23, rue Royale, 75008 Paris, tél. : 265-37-35. Lyon, Tour Crédit Lyonnais, 129, rue Servan, tél. : (7) 863-66-66.
Aéroport Nice Côte-d'Azur Codes 06056, tél. : (93) 83-02-80. Strasbourg, 48, rue du Vieux-Marché-aux-Vins,
tél. : (88) 22-20-20. Toulouse, 76, allée Jean-Jaurès, tél. : (61) 62-80-66.

مركز الامارات

مكتبة الانجل

UNIVERSELLE

romans

- Gabrielle LA HAUSSE DE LALOUVIERE
« LA MAISON SUR LA COLLINE »
J'ai aimé Madagascar
96 pages, 30 F.T.T.C.
- Albert MATHIEU
« AMEN A DIEU »
Amour et miséricorde
192 pages, 40,20 F.T.T.C.
- Guy FRANÇOIS
« VIE... VIENS »
La route sinueuse du village
56 pages, 28,50 F.T.T.C.
- Jean-Paul GALEAZZI
« BOUGREGA »
Les hommes du désert
48 pages, 26,80 F.T.T.C.
- Thierry TEYSSANDIE
« L'ARAIGNÉE DE REMORDS »
Au-dessus de la vie
130 pages, 41,30 F.T.T.C.
- Marianick KAUFFMANT
« DE L'ESCLAVAGE A LA ROYAUTE »
Le défilé de l'histoire
208 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Raoul CASTOR
« MAQUISARD EN CULOTTE COURTE »
Hommage au courage des résistants
256 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Frédéric HOCHART
« LE MYSTÈRE DU MARAIS »
Une enquête au village
224 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Jacky LOEBENT
« UN ENFANT POUR GUERIR »
L'homme comme thérapeute
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean-Louis CHARBONNIER
« UN CARGO CHARGÉ D'OR »
Des aventures marines
88 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Luce BALLAT
« LA PENSIONNAIRE ET L'AMOUR »
Le cœur féminin
192 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Kalonda MAJAMBO
« IBRAHIM »
suivie de
« LE TESTAMENT DE TSHASHALA »
Le symbole et le mythe
158 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Joseph SATGÉ
« TEMPÊTE DANS L'EGLISE DU VILLAGE »
Le drame d'un ordre
160 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Victoria DEODATO
« L'EVEIL »
L'éclosion d'une vie
144 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Ellette VIELLEMEYER
« LES OISEAUX DE PASSAGE »
Une petite fille heureuse
128 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Gérard NEUBOIS
« JACQUES, JUSTINE ET LES AUTRES
OU LE DIVORCE »
Un amour déçu
64 pages, 30,00 F.T.T.C.
- Stéphanie WEBERT
« LE VOILE DU CAMALDULE »
Renaissance du 19^{ème}
192 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Georges VINZEL
« LA CAGE AUX OISEAUX »
L'histoire d'un Français rayonné
256 pages, 64,20 F.T.T.C.
- BARTHAS
« TUEUR OU BIENFAITEUR ? »
L'histoire d'un homme
162 pages, 46,80 F.T.T.C.
- Georges BONNAMY
« LA PÉTAUDIERE »
Histoire d'un Français rayonné
176 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Bernadette LE GALL-LE ROY
« SAUVAGEONNE »
Le Cornouaille avoué
160 pages, 48,70 F.T.T.C.

- Marcelle PEPRETRÉ
« LA PURITAINE »
La présence de l'autre
192 pages, 58,30 F.T.T.C.
- Marc AIRBUS
« WESTERN A C.D.G. »
S.O.S. Aviation
68 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Daniel COTTEL
« BIOGRAPHIE ET DÉCADENCE
D'UN PÈRE CHOMEUR »
La triste quotidien
160 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jacques LEOMY
« LE NEVROSÉ »
Des mots rudes
178 pages, 58,30 F.T.T.C.
- Guy-Henry CARTON
« UN RETRAITÉ SOLITAIRE »
Une solitude agressive
256 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Henri PERENNES
« L'AMOUR PEUT NAÎTRE DE L'ENFER »
Pleurer sur les morts
272 pages, 76,80 F.T.T.C.
- Chantal BRETINIERE
« ELLE EST PARTICULIÈRE »
Un désir vain
224 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Claude COURANT
« TES VOILES ! »
Des nouvelles de l'île
208 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Jean-Frédéric BLANCHARD
« LA EST L'AU-DELA
OU LE VENT DES JOURS »
La connaissance de la vie
64 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean DELSUC
« LE CAHIER DE L'ONCLE PACÔME »
Vivre en chrétien authentique
128 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Suzanne VANIER
« SOLEIL D'AUTOMNE »
La guerre toujours présente
128 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Jacques DEFREYMONT
« L'HOMME DES MARAIS »
L'ennemi et l'amour
256 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Jean-Pierre PETIT
« LES DENTS DE LA FORÊT »
Des personnages hors du commun
160 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Marc DENANT
« UN CERTAIN RACISME »
L'assistance publique en cause
288 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Eric TESSIER
« LE DERNIER DES GLUCOSES
ELECTRIQUES »
Désagrégation d'un mythe
284 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Raymond RAMIER
« RÉCIT DE MA SAVANE »
Le cyclone des séries
142 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Jean-Bernard HOLSTEING
« ÊTRE APRÈS PARAÎTRE »
Contre Descartes
256 pages, 64,40 F.T.T.C.
- Alexandra STEFANOPOULOU
« AU-DELA DE LA CLOTURE »
La naissance et la mort
192 pages, 51,40 F.T.T.C.
- François MERCADER
« AU-DELA DE LA PEUR »
Les bombes atomiques ont disparu
256 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Julien BRU
« L'ANNÉE SABBATIQUE »
L'histoire du Périgord
112 pages, 38,50 F.T.T.C.
- François MARTIN
« LA FÊTE INFERNALE »
Les films sont fichés
128 pages, 38,60 F.T.T.C.
- Raoul MURIAND
« COULISSES POUR ATTENTAT »
Les nouvelles incertaines
224 pages, 57,80 F.T.T.C.

- Lucette SARTER
« QUAND SOUFFLE LA TEMPÊTE »
L'histoire des peuples
196 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Rachid LASNAMI
« UNE RUE UNE FEMME »
L'étudiant et la pute
160 pages, 41,80 F.T.T.C.
- MAITOUN
« LA LOCATAIRE DE CHOC »
La propriété perdue
160 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Poppa POLYDOROPoulos
« L'USURE »
Un écrivain cosmopolite
188 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Christian LE BART
« MORTE-SAISON »
Un hôtel de vacances
142 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Jacques GIACOMI
« ALEXANDRA ET LE DIEU DU TYROL »
La petite fille au chien
96 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Marie-Hélène MARTIN-LAMBERT
« VOX CLAMANTIS IN DESERTO »
La voix du prophète
256 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Martine GAUTHIER
« LE RIRE JAUNE »
L'amour, le racisme et le plaisir
96 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Jean COTREZ
« LA DÉGRINGOLADE »
Le sauvetage en vue
190 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Jacques BLAIS
« MARIAHMED »
Le couple décalé
242 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Abraham LEROY
« L'ASCENSEUR MACABRE »
Qui a tué ?
196 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Jeanine MONCHABLON
« FILLE DU VENT »
L'émotion pure
128 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Claudine MICHEL
« VIRGINIA FILLE DES TROPIQUES »
Tome I
Le beau malade
128 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Pierre NIKITIN
« BRISBANE RIVER »
Un continent étrange
224 pages, 61,00 F.T.T.C.
- Charley LUTUN
« JE VOUDRAIS MANGER DU NÈGRE OU
POURQUOI LEUR A-T-ON DONNÉ
LEUR INDÉPENDANCE OU
POURQUOI DEVRAIS-JE ABANDONNER
MON ENFANT ? »
L'histoire de l'homme
192 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Edouard LOICININ
« POUR TROIS SIÈCLES DE BONHEUR SUR
TERRE »
Tout est possible
336 pages, 101,70 F.T.T.C.
- Jacques DAMIOT
« LE RAMASSE-MIETTES »
Une proustienne galère de portraits
260 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Paul-Ange LAUMUNO
« UNE GLANE D'ÉPIS VERTS »
De beaux épis verts
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Noëlle CUNEO-BARTOLI
« MONSIEUR DE VILLEMORTE »
suivi de
« LE DRAME DE LA CHAUMIÈRE »
Un personnage inquiétant
288 pages, 82,40 F.T.T.C.
- Audrey MILLER
« LA DÉRROUTE »
Journal d'une jeune fille
96 pages, 38,60 F.T.T.C.

essais

- Lucien GOJJON
« HISTOIRE DE JÉSUS »
La messe retrouvée
64 pages, 28,90 F.T.T.C.
- Docteur Léon KEIMEUL
« LE CONTE DU GRAAL »
Le symbolisme maçonnique
196 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Julot SAPIENS
« FAITES L'HUMOUR PAS LA GUEULE ! »
Mode d'emploi pour réussir
158 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Bernard AUBE
« L'ÉDUCATION PAR L'ÉLARGISSEMENT
DE LA CONSCIENCE »
Nouvel plan de conscience
368 pages, 94,20 F.T.T.C.
- Léon-Lav ZAKOUTINE
« ÊTRE ET CONNAÎTRE »
La synthèse Occident-Orient
320 pages, 94,20 F.T.T.C.
- Louis ODET DENYS
« HUMANISME ET PRÉJUGÉS »
Race et intelligence
238 pages, 64,20 F.T.T.C.

- Philippe BRACHET
« DESCARTES N'EST PAS MAROCAIN »
Contre le Nouvelisme
208 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Fernand BLONDELLE
« L'EXTRAORDINAIRE DISCOURS
D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT »
La dispute politique
96 pages, 34,30 F.T.T.C.
- Salwa MISHRIKY
« LE COSTUME DE DÉGUISEMENT
ET LA THÉÂTRALITÉ DE L'APPARENCE
DANS LE BOURGEOIS GENTILHOMME »
Métaphore visuelle
224 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Basile Toussaint KOSSOU
« SE ET GBE »
Une vocation d'éternité
312 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Gabriel D'AMOR
« UNE NOUVELLE ESPÉRANCE »
Un idéal possible
82 pages, 34,30 F.T.T.C.
- Jean CALVET
« DANS LA LUMIÈRE DE PORT-ROYAL »
Rational et Raison
162 pages, 48,20 F.T.T.C.

- Claude BARATHON
« L'HOMME ESCLAVE DE SON NOM »
L'histoire de l'homme
96 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Marc HENROTTE
« LE MOUVEMENT PERPÉTUEL »
L'homme et l'animal
176 pages, 53,50 F.T.T.C.
- François LEVI
« L'ARBRE A NOUILLES »
Le Bien et le Mal
320 pages, 91,00 F.T.T.C.
- Raphaël HIDALGO-MONCHO
« ALERTE A L'HUMANITÉ »
Tome I
Le message est lancé
128 pages, 59,60 F.T.T.C.
- Hadrien BOUSQUET
« NOUS AVONS GAGNÉ... QUOI ? »
Un prêtre se confesse
144 pages, 45,00 F.T.T.C.
- CORENTINE
« LEGS »
Tome I
L'héritage des ancêtres
96 pages, 36,40 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TEL : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 887-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette

Elia Kazan : A nous deux, New-York !

- En vente partout 3 F et 35, rue de Meis, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

DÉFENSE

Sont promus officiers :
MM. Sylvain Besson, Mohammed
Belmami, Philippe Kocitz, Roger Nol-
let, Julien Rouzier, Laurent Valles,
Emile Allavena, Raphaël Barassi,
M. Salina Bartoli, v. G. Gonzalez,
MM. Louis Bataud, Emile Bataud, M.
Marcobelli Bataud, Jacqueline Bernier,
MM. Pierre Berroyer, Pierre Bernier,
M. Marie Boudault.

MM. Auguste Bion, René Boudet,
M. Marie Bouchereau, épouse Jacque-
mont, MM. Francis Boudaut, Bernard
Bouvier, Adolphe Brabant, Raoul Bré-
gère, MM. Marie-Antoinette Buchmann,
épouse Ducas-Pinel, M. Alphonse
Cazet, M. André Card, v. De la
Barre Sport-Salvator, M. Maurice
Carillon, M. René Carrat, v. Marie-
Madeleine.

M. François Castel, M. Blanche Co-
rrier, épouse Castel, François Cha-
plain, épouse Hervier, MM. Maurice
Charbonnier, Jean Civel, Luc Clavier,
M. Michel Colla-Delavand, épouse
McLennan, MM. Jean Dolomieu, Al-
fred Dellinger, Guy Delmas, Pierre
Desmout, Louis Devaux, Raymond
Ditzner, M. Lucette Dorange-Angot,
épouse Boudet.

MM. Jean Duchêne, André Duffas,
Edmond Dugue, M. Denis Dumas,
épouse Besson, MM. Adolphe Dupont,
épouse Dupont, M. Maurice Fer-
rière, épouse Noley, MM. Jules Ferry,
Pierre Fourmainet, M. Suzanne Fro-
din, MM. Charles Frelaut, Jean Geiger,
M. Amy Gougenheim, épouse Sa-
maha.

MM. Jean Grandperrier, Jacques
Guillevin, Lucien Haberer, Léonard Ha-
ranger, Denis Héminique, M. Made-
leine Laroche, MM. Henri Laroche, Al-
bert Lathier, Jean Lathier, André
Léon, M. Pauline Le Cam, épouse
Brunelot, MM. Yves Le Gall, Ga-
briel Lajard, Pierre Lemaire, Camille
Léonard, Abel Léonard.

MM. Arthur London, André Ma-
hamed, Pierre Maiz, Pierre Meunier,
Louis Meyer, M. Lydie Nadal,
MM. Albert Pann, Roger Pann, Ray-
mond Piquet, Emile Popelier,
M. Adrienne Pri, v. Roger, M. Ro-
bert Richer, M. Elise Richier, épouse
Baudouin, MM. Paul Rochet, Germain
Rodriguez, M. Françoise Sagnier,
épouse Costa.

MM. Eugène Saint, Jacob, dit Jac-
ques Stamboul, Edmond Stail, Pierre
Veyssière, François Vincent, Pierre
Besson, François Cochemec, Martial
Thiolet, Georges Babel, André Paschi-
on, Raymond Montaigne, Robert
Renard, Michel Baudouin, Bernard Je-
rôme, René Chiron, Georges Gerd, Jo-
han Gombault.

MM. André Henneart, Benjamin
Luz, Marcel Média, Marcia Patis,
Antoine Plateaux, Pierre Rouane,
M. Marie-Antoinette Abot, v. G.
Cany, René André, v. G. Gervais,
Jeanne Auloy, v. G. Lardy, Georges
Renard, épouse Martin, Cipora Bir-
baum, épouse Gervais.

M. Maurice Chertier, M. Elise De-
vergne, épouse Girardet, Raymond

Dumontier, v. G. Paul, Marie-Louise
Dumontier, v. G. Robert, Micheline
Jallibert, v. G. Montmarat, M. Ro-
ger Laroche, Jean-Pierre Roche, Roland
Vallier.

Sont nommés chevaliers :
MM. Joseph Alix, Lucette André,
Daniel Andouy, Jean-Marie Anfrat,
Albert Bertrand, Joseph Bédard, Gérard
Bry, Jacques Breton, Eugène Bros-
sard, Antoine Camille, André Capi,
Alain Carlier, Berthold Corjick, Carlos
Chastela, Mohammed Chouader.

MM. Robert Dautin, Charles Dela-
tre, Jacques Engler, Baptiste Eppherre,
Hubert Gavard, Denis Gomy, Albert
Gros, André Grotet, Victor Gros, Léon
Guibert, André Guy.

MM. Roger Hailé, Emile Labrousse,
Maxime Lachap, Albert Langlois, Jean
Legoux, Jules Lory, Gilbert Libère,
Henri Malherbe, René Marant, Julien
Maurice, Lucien Meunier, Dominique
Moulin, Charles Monist.

MM. Roger Naudin, Jean Poirier,
Pierre Poirier, Jean-Claude Pellat-
Frat, Constant Poirier, Louis Pout,
André Rolin, Georges Sabonadier, Ja-
ques Sagnier, Jérôme Salou, Samuel
Serge, René Seati, Charles Stal.

MM. Raymond Tarnaud, Antoine
Tarnaud, André Tonne, André Var-
dange, Jacques Vautou, William Ver-
gès, Eugène Leloux, Adonis Abras,
Louis Abras, M. Yvette Alenboren,
Marie-Jeanne Armada, Noëlle Am-
ard, épouse Delcin.

MM. Yves André, André Aubert,
Raymond Baccollini, Jean-Louis Ba-
qui, Raymond Baillou, Joseph Basse,
Bernard Bardot, Floréal Barrier, Louis
Baron, Jean Barron, Henri Basso, Louis
Bastard, André Baud, Jean Baur,
Georges Baurier.

MM. Jean Béchague, Marcel Belfort,
Jean Bess, André Bergeret, Joseph Ber-
natch, André Berthier, Paul Berthier,
Henri Bétrancourt, Elie Bégallana, Ro-
bert Bietry, Henri Biliotti, Jean Bir-
son, M. Marie-Louise Blais, épouse
Durand.

MM. Adrien Bland, Robert Blandin,
André Bataud, René Bataud, Antoine
Bonichot, M. Germaine Bonafon,
MM. André Bonnet, Pierre Bonnet,
Georges Bonnet, Michel Bonnet, Ed-
gard Bouillier, Claude Boudin, M. Ma-
rie-Eric Bion, v. G. Boudoux, Anne Bu-
cher, v. G. Boudoux.

M. Lucienne Capdeville, v. G. An-
drieu, Joséphine Casaro, v. G. Caili,
MM. Florio Casaro, Maurice Catoire,
Pierre Chamery, Gérard Charrier,
Emile Chary, Joseph Chary, Maurice
Chiquet, Jacques Chapin, M. Marie-
Claude, épouse Schwaiger, Odette Ca-
dio, épouse Grand, M. André Co-
chais, Henri Collet, René Condolf,
M. Madeleine Corbin, M. Riccetti
Corral.

MM. André Dagoullon, Pierre de-
Deyon, Marius Delton, Vincent
Deltour, René Delon, Raymond De-
mery, Théophile Dery, M. André De-
roin, épouse Cerne, MM. Pierre Deville,
Martin Diehlery, M. Anne Dietz-
mann, v. G. Werny, Irma Dillemeier-
der.

(A suivre.)

LA MAISON

Un tennis dans le jardin

La pratique du tennis est en
plein essor. Mais cet en-
gouement conduit à une saturation
des courts (municipaux ou de
clubs) en fin de semaine et pen-
dant les vacances.

Pour pouvoir jouer sans pro-
blèmes, les particuliers sont de
plus en plus nombreux à faire
construire un terrain chez eux,
partageant parfois les dépenses
entre voisins.

Outre cet investisse-
ment (de l'ordre de 140 000 à
180 000 F environ), un terrain de
dimensions normales requiert un
terrain d'au moins 600 mètres
carrés. Celui-ci sera aussi plat
que possible, afin de limiter les
travaux de terrassement, et bien
orienté pour que les joueurs ne
soient pas éblouis par le soleil.

On ne doit jamais construire un
terrain sur un terrain remblayé,
car il se déformera par suite des
inévitables tassements. Dans
tous les cas, il est bon de
s'adresser à un constructeur pro-
fessionnel qui déterminera l'em-
placement optimal et fera un
devis.

Les courts en terre battue
sont déconseillés en raison de leur
entretien et surtout parce qu'on
ne peut y jouer après la pluie au
profit des tennis « en dur », sur
lesquels on joue toute l'année.

Les courts en béton poreux, les
plus construits actuellement,
sont faits de dalles séparées par
des joints de dilatation, coulés
sur une couche de cailloux ou de
gros graviers au fond de laquelle
sont placés des drains, évacuant
l'eau vers un puits ou un
égout. Les dalles sont peintes en
surface ou teintées dans la
masse (« Clématis » et « Ten-
court », entre autres construc-
tions). Le revêtement de surface
du court proposé par G.I.P., à
base de résines synthétiques, est
fongicide, ce qui empêche la for-
mation de mousses risquant de
colmater le drainage. Un court en
béton poreux coûte aux environs
de 160 000 F.

Ne négligeant pas de drai-
nage, les courts préfabriqués
sont constitués de dalles en bé-
ton armé, nervurées et perforées,
reposant sur des longrines. La

surface de jeu du court Perfolor
est revêtue de peinture. Le tennis
préfabriqué Clématis est terminé
par une chape en briques pilées,
agglomérées à du ciment, qui lui
donne la coloration d'un terrain
en terre battue et une souplesse
assez semblable (environ
175 000 F).

Un autre type de revêtement
jouable par tous les temps pos-
sède les qualités de jeu de la
terre battue. Ce terrain Votari est
un revêtement naturel, à base de
roche volcanique poreuse, qui est
mis en œuvre sur une fondation
drainante ; un système d'arro-
sage automatique y est intégré
(G.I.P., à partir de 140 000 F).

La nouvelle technique des re-
vêtements synthétiques allie la
souplesse de jeu à la possibilité
de rénover un court existant,
puisque les dalles se posent sur une
surface plane et dure. La « Sport-
floor » est un tapis vert composé
de brins en polypropylène fixés
dans une structure en latex. Les
lames de 4 mètres de large étant
posées au sol, le tapis est stabilisé
par du sable qui résonne en outre
les sauts de jeu (G.I.P., 172 F le
mètre carré posé).

Le procédé
Biocort, proposé par Tennocourt,
est un revêtement souple fait de
plaques-grilles en matière syn-
thétique (175,50 F le mètre
carré posé). Ces dalles s'assem-
blent par des tenons qui assurent
la rigidité du revêtement, tout en
absorbant la dilatation due aux
variations de température aux-
quelles un court de tennis est ex-
posé.

JANY AUJAME.

* CLERMATCH ET CLER-
DAL : entreprises P.E. Clerc,
B.P. 16, 91370 Verrières-
le-Bas. Tél. (6) 920-85-08.

TENNOCOURT, 31, rue du Rén,
67100 Strasbourg. Tél. (88) 34-
40-34. - Régies parisiennes :
16, av. de Paris, 94060 Vincennes.
Tél. 365-01-49.

G.I.P., route de Marseille,
26200 Montélimar. Tél. (75) 61-
27-49.

PERFOLOR, Domestel-France,
Le Prélat, 20, rue Lemaire,
38000 Grenoble. Tél. (31) 88-
11-38.

CONNAÎTRE LE ROUERGUE.

Dans le cadre de ses week-ends
en ville, Connaissance du Rouer-
gue m'invite à proposer trois jours
autour de Rodez, les 13, 14 et
15 mai. La vieille ville de Rodez,
l'Aubert et la vallée du Lot de la

route de Compostelle, Conques,
sont au programme de ces circuits
animés par une historienne de
l'art.

* Connaissance du Rouergue
médieval, Vabres-l'Abbaye,
12 400 Sète-Affrique.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France
entre le jeudi 12 mai à 8 heures et le
vendredi 13 mai à midi.

La dépression située au large de
l'Irlande et associée en altitude à un
théâtre axé sur le proche-Atlantique,
continuera à diriger sur le pays des
masses d'air humides et instables. Ven-
dredi, un front froid descendant con-
cernera la moitié nord-ouest du pays,
marquant un ciel très nuageux à couvert
avec des pluies souvent orageuses et loca-
lement fortes, en particulier sur le relief.
En Méditerranée, le vent de sud-est se
renforcera. Sur la moitié nord-ouest du
pays, le ciel sera le plus souvent nuageux,
avec des vents de sud-est de pluie ou de
grêle et des orages. Le vent de sud-est
se renforcera et sera fort près des côtes,
avec de fortes rafales. Les températures
maximales seront de 10 à 12 degrés sur
les régions méditerranéennes, de 7 à 9 degrés

ailleurs. Les maximales atteindront 16 à
20 degrés sur la moitié sud-est, 13 à
15 degrés sur le Nord-Ouest.

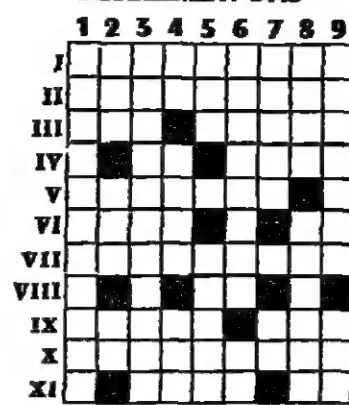
La pression atmosphérique réduite en
niveau de la mer sera à Paris, le 12 mai,
à 8 heures, de 992,3 millibars, soit
744,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 11 mai ; le second le
minimum de la nuit du 11 mai au
12 mai) :

Alger, 19 et 13 degrés ; Biarritz, 15
et 11 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 15
et 8 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 15 et 8 ;
Charbourg, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand,
15 et 9 ; Dijon, 15 et 4 ; Grenoble, 17
et 6 ; Lille, 12 et 5 ; Lyon, 17 et 9 ;
Marseille-Marguane, 19 et 12 ; Nancy,
14 et 4 ; Nantes, 15 et 9 ; Nice-Côte
d'Azur, 19 et 13 ; Paris-Le Bourget, 14
et 8 ; Pau, 15 et 10 ; Perpignan, 21

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3448



HORIZONTALEMENT

I. Père d'une invention révolution-
naire. - II. Dure ce que dure une ré-
volution. - III. Maigre ou aigre. De-
mande à être allongé lorsqu'il est
concentré. - IV. Se dit avec l'inten-
tion d'attirer l'attention. Demande
donc ou permet. - V. Remettre une
tournee de canons, histoire de faire
trinquier. - VI. Lettres qui s'en-
voient quand ce sont les paroles qui
restent. Adverbe. - VII. Favorise
l'expansion au détriment de l'exten-
sion. - VIII. Repassé à l'envers. -
IX. Sont assez courts sur patins,
malgré tout. La danse y prend le pas
sur la contredanse à certains mo-
ments. - X. « Dans la vie faut pas

s'en faire... ». - XI. Chasse hors de
certains domaines. Personnel.

VERTICALEMENT

I. Ouvre l'estomac mais ne met
pas en appétit. - 2. Tête de canard.
C'était une femme unique. Person-
nel. - 3. Il est donc impossible d'y
faire coller un timbre. - 4. Est donc
apprécié visuellement. Eau douce
voisine d'eau bruyante. Article. -
5. A qui il est donc difficile de de-
mander un bon mouvement. Sup-
porte la comparaison. - 6. Terre ri-
che en symbole de paix. Personnel.
- 7. Envoyer ou faire venir selon le
cas. Grecque. - 8. On en use pour
dire pareillement. N'apporte donc
aucun éclaircissement. - 9. Dans la
flotte, c'était le seul maître à bord.
Est donc libre.

Solution du problème n° 3447

Horizontalement

I. Ecarter. - II. Cuisinier. -
III. Liberté. - IV. Are. Enné. -
V. Rata. Un. - VI. Rial. INRI. -
VII. Eclat. Ce. - VIII. Usiniers. -
IX. Tenue. - X. Réa. Sème. -
XI. Ou. Sères.

Verticalement

1. Eclairer. - 2. Cuir. Jos. Ru. -
3. Liberté. - 4. Ass. Alléas. -
5. Tret. Eln. - 6. Entraîneuse. -
7. Rien. Réer. - 8. Euros. Ma. -
9. Arsenic. Dts.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 14 MAI

« Vie quotidienne à la Renaissance
reconnue aux jeunes », 14 h 30, 23, rue
de Sévigné, M^e Brossat.
« L'Idéal de Sully et Voltaire », 15 h,
62, rue Saint-Antoine, M^e Bonquet des

Chaux (Caisse nationale des monu-
ments historiques).

« La Mosquée », 14 h 30, place du
Fait-de-l'Érmitte (Approche de l'art).

« Musée », 15 h 30, Grand Palais
(Centre culturel français).

CONFÉRENCE

18 h 30 et 21 h, 28, avenue
Georges V. - Irlande, le pays des
Galla (film).

FORMATION PERMANENTE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE.

« L'Institut d'études politiques de Paris or-
ganise un cycle de formation conti-
nuée consacrée à la politique
économique de la France en
1983 », plusieurs journées sont
prévues : mardi 17 mai (la crois-
sance française) ; mercredi
18 mai (politique industrielle et
politique de l'énergie) ; jeudi
19 mai (politique fiscale puis po-
litique du crédit) ; mardi 21 juin
(épargne et marché financier) ;
mercredi 22 juin (politique de la
concurrence et des prix, puis po-
litique sociale et budget social de
la nation) ; jeudi 23 juin (politique
de l'emploi, échanges et pro-
blèmes monétaires extérieurs).
* M. Forestier, directeur du service
de formation continue, Institut
d'études politiques de Paris, 27, rue
Saint-Guilhem, Paris (6^e), 260-
30-60.

EXPOSITIONS

HISTOIRE DES POMPIERS.

Une démonstration, organisée par les
différentes formations de la Bri-
gade de sapeurs-pompiers de
Paris, aura lieu le samedi 14 mai,
à partir de 21 heures, au centre
régional Arcades de Marne-
la-Vallée. Au programme : pré-
sentation des matériels, des origines
à nos jours ; équipe spéciale de
gymnastique ; musique des pom-
piers de Paris ; exercice de désin-
cendement avec intervention des
membres de la Brigade.
* Tél. : 572-18-18.

CARNET

Décès

Le professeur et M^e Béatrice
MM. Frédéric et Daniel Bonniot,
ses fils, belle-fille et petits-fils,
font part du décès de

MR BISSAGNET,

né à Hagnon,

survenu le 27 avril 1983.

De la part des familles Deba, Strin,
Hagnon, Maréchal, Berlio, Rainat,
Fabre.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Route de Flacourt,
06370 Mousm-Sartoux.

M. Albert Bismuth,

M. et M^e Sylvain Bismuth et leurs
enfants,

M. et M^e Bernard Titeb et leurs
enfants,

M. et M^e André Lévy et leurs
enfants,

ont la grande peine de faire part
du décès de leur très cher et regretté époux,
père, grand-père,

M. André BISMUTH.

Les obsèques auront lieu le vendredi
13 mai.

On se réunira à la porte principale du
cimetière du Montparnasse, 5, bou-
levard Edgar-Quinet, Paris-14^e, à
14 heures précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.
11, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris.

Metz, Grenoble, Bordeaux, Paris.
Albiestoff.

Il a été décidé de rappeler à lui
le défunt.

Raymond BOLZINGER,
décédé à Metz, le 10 mai 1983, à l'âge
de quatre-vingt-deux ans, mari des
sacrements de l'Eglise.

Le service d'enterrement sera célébré
le vendredi 13 mai 1983, à 10 heures, en
l'église Sainte-Thérèse de Metz, sa
paroisse, où le corps sera déposé et où
l'on se réunira.

Condoléances et remerciements avant
l'office religieux.

L'inhumation se fera au cimetière de
Fleury, dans la plus stricte intimité.

De la part de

M. Raymond Bolzinger, née Margue-
rite Bardot, son épouse.

Le docteur et M^e André Bolzinger et
leurs enfants,

Jean-Paul Meyer et M^e, née Domini-
que Bolzinger.

Thomas Catherine, Simon, Béatrice,
M. Jean-Paul Richard et M^e, née
Michèle Bolzinger, et leurs enfants,
Olivier, Claire, Isabelle, Emmanuelle.

M. Jean-Paul Tarte et M^e, née
Marie-Françoise Bolzinger, et leurs

enfants : Ségolène, Arnaud, Frédéric,
Dominique.

ses enfants et petits-enfants,

M. Julien Kolopp, née Marcelle Bol-
zinger, et ses enfants et petits-enfants,

M. Alphonse Bolzinger et ses enfants
et petits-enfants.

M. Léon Calmes, née Marthe Bol-
zinger, et ses enfants et petits-enfants,

son neveu, belles-sœurs, neveux et
nieces.

Ainsi que toute la famille.

Metz, 53, avenue de Nancy.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Remerciements

Jeune CHARAZAC,
ingénieur au C.N.R.S.,

voici à quinzaine le 16 avril 1983.

Ses amis et sa famille vous re-
mercient d'avoir été présents ces derniers
mois.

Merci à tous ceux qui ont habité sa
vie.

Le docteur et M^e Henri Pouban,
M. Roger Le Toumeau,
M. et M^e André Adam,
M^e Lucie Legrand.

très sensible à l'attention de toutes les
personnes qui ont tenu à leur exprimer
leur sympathie à l'occasion du décès de

M^e la générale
Jeanne-Louise LAGARDE,
née Madeleine LAGARDE.

les prient de bien vouloir agréer
l'expression de leur profonde et amicale
reconnaissance.

Avis de messes

Une messe de requiem sera cé-
lébrée le mardi 17 mai, à 18 h 30, par le
R.P. Carré, O.P., en l'église Saint-Pierre
du Gros-Caillois, 92, rue Saint-
Dominique, Paris-7^e, à la mémoire de

M. Olivier

MOREAU-NÉRET,

rappelé à Dieu le 20 avril 1983.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

RECTIFICATIF. - Université de
Paris (Paris-Sorbonne), samedi
14 mai, 9 heures, salle Louis-Lard
(Sorbonne). M. Pierre Di Meglio :

« Tertiaire et espace : les mutations du
système commercial en France de 1963
à 1973 ».

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
Tous CUMULS COMPRIS - AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES COQUELICOTS

TIRAGE N° 30 DU 11 MAI 1983

TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	091 211 371 251 541	500 500 500 1 000 000	6	26 056 23 296	10 000 10 000
2	172 442 712 43 212	500 500 500 10 000	7	37 097 477 341 047	200 200 2 500 1 000 000
3	403 403 813 0 283 4 753	500 500 500 2 000 2 000	8	48 168 978 4 918 7 658 8 988 9 558 44 038	200 500 2 000 2 000 2 000 2 000 10 000
4	4 014 164 3 728 93 014	100 300 800 2 000 10 000	9	59 609 959 0 679 68 929	200 500 700 2 000 10 000
5	535 955	500 500	0	0 860 640 64 370 94 970	0 100 600 10 100 10 100
6	3 236 35 406	2 000 10 000			

PROCHAIN TIRAGE LE LUNDI 14 MAI 1983

TRANCHE DU VENDREDI 13 J. MALAKOFF (Nuits-de-Seine)

LOTO

12 22 40 41 44 48

TIRAGE N° 19

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 26

PROCHAIN TIRAGE LE 18 MAI 1983 VALIDATION JUSQU'AU 17 MAI APRES-MIDI



festival de Cannes

COMPÉTITION LES GRANDES AMBITIONS

Après des histoires de la vie
comme elle va, les hautes sphères,
la guerre, la religion,
Olm et Oshima ne reculent devant rien.
On sait déjà que le public ne reculera pas devant
Furyo, coproduction anglo-japonaise
avec David Bowie.

(Suite de la première page.)

Celliers a un passé à racheter : il a trahi son jeune frère. Un retour en arrière (levageant de luminosité et traité comme un tableau hyper-réaliste au contraire du reste) fait surgir l'univers gracieux et fragile de

leurs vu enchaîné pour un simulacre de mise à mort, tel le Christ les bras cloués sur sa croix. Le geste final que Celliers trouve lorsque la folie meurtrière de Yoroï atteint son paroxysme est extraordinaire. La séquence où on le voit (image concentrationnaire insoutenable)

s'embarrasse pas de notations psychologiques ou réalistes, anecdotiques, c'est-à-dire vulgaires. Si certaines scènes cèdent à la facilité du spectacle hollywoodien le plus traditionnel, la plupart des plans sortent d'une géométrie toute militaire. Oshima décrit l'horreur en estrope, opte pour les jeux de la symétrie, s'interdit le trouble, mais s'autorise une musique émotionnelle.

La présence de Bowie, sans stigmates, comme une perpétuelle aporrie, est peut-être plus insupportable que les hara-kiris à répétition. En tout état de cause, on sort de là avec l'impression d'avoir assisté non pas à un film mais à un rêve fantastique à partir d'un film.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Furyo, de Nagisa Oshima

l'enfance, avant qu'un bûcher de collège, sans que Celliers intervienne, l'annule. Le petit frère ne chante plus jamais. Celliers se jette dans la guerre et au camp de prisonniers il résiste, se sacrifiant constamment pour sauver les autres. Au début du film, avant qu'il bouleverse les rapports de force, on l'aure d'ail-

leur n'est pas moins inouï. Prix de la mise en scène à Cannes pour l'Empire de la passion, en 1978, Oshima ne peut sans doute l'avoir une deuxième fois, mais il est évident que sa façon de filmer et de raconter ne ressemble à aucune autre.

Hors excepté, Furyo est un affrontement d'aristocrates, et Oshima ne

HORS COMPÉTITION

« Utu », de Geoff Murphy

La France traverse un moment grave de son histoire, nous sommes en 1870. A l'autre bout du monde, - « Vous êtes le pays le plus éloigné de nous qui puisse se concevoir », précise Geoff Murphy, le réalisateur du film néo-zélandais *Utu*, - une

révolte éclate. Le rôle de Te Wheke, le premier au générique, est tenu par un acteur maori non professionnel, Anzac Wallace, qui a dû réapprendre à parler une langue qu'il avait oubliée. Les Maoris constituent 10 % de la population de la Nouvelle-Zélande ; ils sont environ 300 000 : 70 000 parlent leur langue ancestrale couramment, 150 000 la comprennent assez bien. Dans la vie, Anzac Wallace est un chef syndical très connu. - Le film, explique-t-il lui-même, nous a aidés extraordinairement à nous faire connaître.

Geoff Murphy, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, rend drôles des événements tragiques. *Utu*, qui prend par moments des allures de western avec une armée américaine en uniforme venue de chez John Ford, ne rit de l'absurde humain que pour mieux dénoncer une folie dont la responsabilité initiale incombe clairement au colonisateur anglais.

Film spectaculaire et intimiste à la fois, des êtres de couleur et de culture différente, s'y affrontent et se reconnaissent, se tuent parfois, comme sans par une force de la nature. A charge aux survivants de créer une autre société, d'établir enfin la justice. *Utu* a connu, en Nouvelle-Zélande, un triomphe dans les deux communautés : ce n'est pas un film à thème ni davantage une fiction débridée à la Peckinpah, autre amateur de violence. Geoff Murphy, outre une certaine façon de juxtaposer des individus avant d'opposer des ennemis, et cela sans préface, sans message, utilise parfaitement la reconstitution la plus minutieuse, la plus exacte, pour dire un récit insensé. Etrange, étonnant film !

LOUIS MARCORELLES.

« Camminacamina », d'Ermanno Olmi

Camminacamina (A la poursuite de l'étoile) est aussi tranquille que *Furyo* est démoniaque. Pourtant, l'ambition d'Olmi rejoint celle d'Oshima dans la volonté de dépolluer le récit filmique des contingences romanesques habituelles. Désertant les sujets contemporains pour retrouver l'histoire de l'humanité, Olmi, après *L'Arbre aux sabots*, s'attaque carrément à la Bible et propose une interprétation de la longue traversée qui conduisit les rois mages au chevet de l'Enfant-Roi.

Une caravane part d'un pauvre village, car une étoile filante est tombée du firmament. Un prêtre, accompagné d'un enfant, Lupo, qui ne s'en laisse pas conter quand on parle du Bon Dieu, prend la tête du convoi, avec deux soldats. Le roi du pays a donné des objets précieux, chacun emporte des présents pour la venue de ce que l'on pense être le sauveur du monde.

Les voyageurs ne sont pas moins terre à terre que les curieux qui se massent aujourd'hui pour un déplacement du pape. Ils constituent une assemblée disparate, au sein de laquelle Olmi retient quelques individus, en leur accordant un embryon de personnalité. La façon dont il ébauche des relations entre ces per-

sonnages est très belle, cela semble toujours fortuit dans l'image.

Les intempéries, la difficulté des paysages, les risques de la nuit, sont le lot des pèlerins, sans qu'Olmi y mette aucune emphase, sans qu'interviennent ni espérances ni maîtres. Même les visions étonnantes - le moment où les trois caravanes se rejoignent, les premières déceptions à la fin du trajet, en arrivant à la ville impériale - sont si calmes que l'on ne voit pas très bien où le cinéaste veut en venir. A moins qu'il s'agisse de traduire l'esprit des paraboles du Nouveau Testament.

Ils ont trouvé le roi. Mais ce n'est qu'un enfant, et pour être sûrs qu'il est bien le roi, ils sont obligés de vouloir le croire. Ils repartent comme des lâches, fuient devant la menace d'Hérode rêvée par les mages, enfoncent les misérables preuves de leur visite, en laissant derrière eux ce qu'ils n'auront pas su, les mères étonnées, les enfants tués.

Qu'est-ce que ça change, leur aventure ? Les larrons continuent leurs affaires, le prêtre a gardé en douce un sac de pièces d'or, et continue de poser à Lupo des questions trop difficiles pour son âge. Et ça s'enfonce, Lupo. Bien sûr, c'est lui le héros d'Olmi, le seul être responsable du film, qui, pour commencer, refuse qu'un agneau soit sacrifié pour le péché des autres. - C. D.

P.S. - Le conseil d'administration du Festival a décidé, jeudi, que les projections réservées à la presse seraient désormais lieu dans le grand auditorium. Les problèmes techniques sont en voie de solution. Plus personne ne songe à retirer de la compétition quelque film que ce soit.

BUICK
Skyark 9 cv.

Jean Charles s.a.
25, rue Claude-Terrance, Paris-16, 524.43.33

Bousculades

Il y a les séances, où on choisit tranquillement sa place bien au milieu sans gêner personne, celles où l'on se faufile, celle où les badauds massés aux barrières repèrent au flash des photographes des célébrités qui gravissent le grand escalier. Il y a les séances de bousculade, telles que les vedettes pour qui on se bouscule se noient dans la cohue et, redevenues n'importe qui, font demi-tour et puis s'échappent. Quand la séance a lieu à minuit, quand on a annoncé un film de vampire avec David Bowie et Catherine Deneuve, l'auditorium n'a pas assez de portes pour la foule qui s'agglomère en bouchon, les plaisanteries fusent, on se croirait presque au Rex dans le traditionnel chahut du festival fantastique et d'épouvante.

Les histoires de fantômes et autres démons suscitent toujours ce type de réaction. Mais là, elles ont été brèves, juste pour sacrifier au rite comme un signe de croix machinal. Elles n'ont pas dégénéré, le générique a été applaudi d'autant que les noms défient sur une chanson de David Bowie, beau et satanique, jouant les cheveux-souris en cage, disparaissant par saccades sous l'image d'un petit singe aux crocs terrifiants, le tout fondus dans des visions sophistiquées d'origines nocturnes, rien que des détails - un sourire blasé, une main, une jupe de cuir, un sein... - émettés en gros plans avec une froideur calculée, rien qui puisse provoquer des gloussements.

Le calme s'est installé, accompagnant la déception. Non seulement on voit peu David Bowie, mais le peu de temps qu'on le voit, il vieillit à vue d'œil sous la réquiescence progressif de la décapitation. Et puis, il ne chante plus, il fait de la musique de chambre avec une adolescente printanière et Catherine Deneuve qui, malgré son chignon à la Grace Kelly et ses robes collet monté, est une redoutable créature. Son drame est qu'elle demeure éternellement jeune, mais que ses partenaires ne vivent que quelques heures. Le film s'appelle *Hunger* (en français, *Mourir pour l'art*). Le metteur en scène Tony Scott est un spécialiste de la publicité. Apparemment, le long métrage ne lui convient pas, lui ôte toute fantaisie, le pousse à fabriquer des images de calendrier simili-érotiques...

Le lendemain mercredi, donc, des chadistes portant des statues de sorcières grandeur nature parcourent la Croisette, mais la bousculade était circonscrite devant le nouveau palais où manifestaient les étudiants en médecine. En face, massés sur le grand escalier, les C.R.S. Entre deux affrontements, ils souriaient, prenaient la pause pour les photographes amateurs et professionnels et pour les caméras de télévision. Quelle sur peut se vanter d'en attirer un tel nombre ? Mais le phénomène de « stasisation », c'est bien connu, dévie le sens des actes quand il ne les dégrade pas. Par exemple, l'exhibition pour la télé de la vedette du film néo-zélandais *Utu*, visage tatoué, costume européen, poussant le « cri maori », en dansant avec un autochtone qui l'emmenait ensuite jouer aux boules...

Il n'est pas certain que mercredi les étudiants aient sensibilisé les Cannes à leurs revendications. Les badauds regardaient comme on regarde quand on est badaud. Les festivités jouaient au jeu de piste pour trouver la porte encore ouverte dans le palais bouclé. Ensuite, on se trouvait tout bête dans les allées presque désertes où, sur les montours vidéo, jolissaient les images bariolées soudain défilées. Rétrosculptée pour servir, attente, affrontement, ainsi de suite jusqu'au soir à l'heure où le film d'Oshima remplissait l'écran. Les étudiants paraissent, les C.R.S. aussi. Restaient juste des plaques rouges étoilées sur le fronton rose : de la peinture, pas du sang. Le film de la nuit ne devait rien aux vampires ni à la violence, ni à l'inceste, ni au sado-masochisme, ni à aucune perversion, et c'est sans doute pourquoi il est présenté dans la section Un certain regard.

Can She Bake a Cherry Pie ? de Henry Jaglom, est une comédie de boulevard. Un divorce quadrangulaire, légèrement chaue, coïncide avec les angouilles en parlant beaucoup et en surveillant le fonctionnement de son corps. Il rencontre une ex-chanteuse qui fume trop et que son mari vient de quitter. Ils ne sont plus jeunes, ils ne sont ni beaux ni effreux. Ils ont droit au bonheur, c'est bien rassurant.

COLETTE GODOARD.

SEMAINE

Cauchemar japonais, tristesse hongroise

Carnaval de la nuit, premier long métrage de Masashi Yamamoto, cinéaste japonais marginal : un choc. Dans les bas-fonds de Shinjuku, quartier « chaud » de Tokyo, grouille un monde qu'on dirait télescopé par la prostitution des deux sexes, les plaisirs macabres, la violence et la mort. C'est le dépotier de la grande ville. Une chanteuse de bar menant une vie familiale décente va s'y perdre une nuit, à moins qu'elle ait seulement imaginé son aventure. Le début et la fin sont en couleurs, le cauchemar de Shinjuku est en noir et blanc. Pas d'histoire, simplement un fil conducteur pour des visions d'horreur, au milieu de terrains vagues, de tas d'ordures, de ruelles sordides.

Un homme se penche sur les plans de Shinjuku, qu'il veut faire sauter à la bombe. Mais le vrai terroriste est le réalisateur, qui, tournant en 16 mm avec des moyens matériels dérisoires, a provoqué une explosion d'images révélatrices. La nuit permet le sabbat des démons tagés au sein d'une société industrielle évoluée : drogue, marché du sexe, sado-masochisme, perversion, déshonneur, dévouement par l'agression.

La Princesse, film hongrois de Pal Erdos, est triste comme ces choses de la vie qui ne vont pas très bien, qu'on est obligé de supporter mais auxquelles on ne se résigne pas forcément. Formé au documentaire, le réalisateur a transposé, en fiction, des témoignages et événements réels. Une très jeune fille, Jutka, quitte la campagne pour aller travailler à Budapest, dans une usine de textile. Tandis qu'elle cherche, obstinément, un contact humain, sentimental, son amie Zsuzsa s'en-

durcit, mise sur les compromis et s'en tire bien mieux qu'elle.

Le film est tourné en noir et blanc, un peu comme un reportage qui suivrait, au plus près, les personnages (caresses, sabbat, gros plans, attention constante à l'environnement social). Il révèle les difficultés de la condition ouvrière féminine, l'agressivité sexuelle des hommes et nous apprend qu'en Hongrie les enfants non désirés sont fréquemment confiés à l'Assistance publique, sort quelquefois adouci par l'adoption. Plus bonté que Suzzsa, Jutka, encointe après un viol et une déception amoureuse, demande une autorisation d'interruption de grossesse. On voit fonctionner, à ce propos, un système efficace mais froidement administratif.

JACQUES SCHLIER.



FR3 la chaîne amoureuse du Cinéma.
FR3 la chaîne qui vous fait aimer le Cinéma.

CANNES 83

3 films dans la sélection officielle :

- "La mort de Mario Ricci" de Claude Goretta.
- "L'argent" de Robert Bresson.
- "L'homme blessé" de Patrice Chéreau.
- 4 films à "Perspectives du Cinéma Français" :
- "Un bruit qui court" de Jean-Pierre Sentier.
- "La Palombière" de Jean-Pierre Denis.
- "Le grain de sable" de Pomme Meffre.
- "Le montreur d'ours" de Jean Fléchet.

FR3 au cœur de la création.

FR3 au cœur du Cinéma TV.



contact Yvette Malliet sur le Nomade 5 - jetée Albert Edouard - poste 954 - tél. : 16 (93) 38.02.39.

VENDREDI

SÉLECTION

- *Affaire classée*, de Mrinal Sen (Inde).
- *Storia di Piers*, de Marco Ferreri (Italie, France).

UN CERTAIN REGARD

- *Zappa*, de Bille August (Danemark).

SEMAINE

- *Le Destin de Juliette*, d'Aline Isenmann (France).

QUINZAINE

- *Daniel prend le train*, de Pal Sandor (Hongrie).
- *Sans l'ombre d'un péché*, de José Fonseca e Costa (Portugal).

PERSPECTIVES

- *Liberty Belle*, de Pascal Kané.

هكرامن الاول

هكرامن الاصل

culture

THÉÂTRE

« LE COMBAT DE TANCREDE ET CLORINDE » A CHAILLOT

Monteverdi pour les enfants

Il n'est pas commun de proposer au public des enfants un opéra, et un opéra baroque de surcroît, le *Combat de Tancrede et Clorinde* de Monteverdi.

Comme pour la *Vierge juive*, les spectateurs sont enfermés dans un grand quadrilatère, mais ici ce pourrait aussi se croire transporté à la Cour de Mantoue : de grandes fresques parcourent les murs, de somptueux costumes, deux corps à peine vêtus, éclatants de beauté, d'un garçon blond et d'une fille brune, qui vont d'abord s'observer puis se parer réciproquement de leurs vêtements baroques. Il sera le chrétien Tancrede, elle sera la musulmane Clorinde, tous deux enchaînés à la double fatalité de l'amour et de la guerre, s'affrontant tendrement jusqu'à la mort de Clorinde.

La scénographie Dominique Borg les a opposés comme la lune au soleil. Tancrede (Malcolm Walker) et Clorinde (Catherine Drum) chantent avec beaucoup de grâce leur douloureuse histoire. L'adaptation française de Danièle Salleva n'est pas une trahison du Texte. Les musiciens, solistes de l'Opéra de Paris sous la direction de Gérard Parmentier, servent fort honorablement l'écriture monteverdienne, et la mise en scène de Lorenzo Mariani réactualise l'esprit d'une tradition raffinée mais avec la fraîcheur de l'enthousiasme.

Ce *Combat de Tancrede et Clorinde* réunira sans doute d'autres publics que celui des enfants : il est pour tous un spectacle magique et précieux.

BERNARD RAFFALLI
★ Jusqu'au 20 mai, à Chaillot (Grande Salle), de mardi au vendredi à 14 h 30, samedi 14 mai à 15 heures.

MUSIQUE

L'ordinateur à l'ordre du jour

Après le récent colloque de l'IRCAM portant sur le concept de recherche en musique et en attendant le prochain Festival de La Rochelle, fin juin, qui fera la part belle aux musiques synthétiques, l'université de Paris-Sud, dans le cadre des activités artistiques et culturelles du campus d'Orsay, a entrepris de réunir sous une bannière commune, « Musique et ordinateur », des représentants de tous les centres (une dizaine, de l'IRCAM au CEMAMU, du G.M.R.B. au G.R.M.) où se pratique l'informatique musicale en France.

La tâche n'était pas aisée car la bonne entente officielle entre ces groupes, ces instituts ou ces laboratoires cache parfois des antipathies tenaces, mais la ténacité de Pierre Bernard et de Gérard Charbonneau est encore plus forte, puisqu'ils ont réussi à donner la parole à tout le monde en deux journées de colloque, les 5 et 6 mai, qu'un concert a permis d'entendre des œuvres réalisées par les uns et les autres et, que avec le concours des éditions du Centre expérimental du spectacle du spectacle, un livre de 200 pages regroupant divers articles sous le titre *Musique et ordinateur* vient d'être publié en appendice à cette série de manifestations.

La machine à dessiner les axes de l'événement (l'Opéra du CEMAMU) se taille la part du lion : depuis le 3 mai, des étudiants, des chercheurs, des musiciens répartis en cinq groupes de cinq participants travaillent dessus à raison de deux heures par jour pour réaliser une composition qui sera présentée par le Centre expérimental du spectacle lors du concert de clôture, le 19 mai.

★ Renseignements : tél. : (6) 907-05-83.

AU PRINTEMPS MUSICAL DE POITIERS

De Rameau à Clicquot

Depuis neuf ans, le Printemps musical de Poitiers, fondé et dirigé par Jean Zlatkevitch, doyen de la faculté des sciences économiques, avec quelques amis, propose une formule originale de festival. Destinée avant tout à la population locale, en pleine année scolaire, il offre des manifestations très variées, avec des ensembles et solistes de haute qualité : cette année Pro Cantione Antiqua de Londres, L'Octave de chambre de Vienne, le Scottish Chamber Orchestra, dirigé par Raymond Leppard, avec Alicia Nafiz, etc.

Ce mois de mai est consacré au Concert des nations, illustrant tour à tour la musique de Venise, Vienne, Londres, Versailles, et à toutes les époques. Nul n'est exclu du Printemps musical : certains concerts, ces dernières années, ont eu lieu dans des usines, à la prison, sur le marché ou devant des personnes âgées. Cinq mille enfants ont fait la connaissance de Jean-Philippe Rameau, grâce à des séances d'initiation et à la projection pendant huit jours de l'excellent montage vidéo de Philippe Beaussant dans l'exposition remarquable de l'Institut de musique et de danse ancienne.

Troiscent cinquante oblige : Rameau a été l'unique objet d'un concert de cinq heures d'affilée durant le 8 mai dans les salles du musée de Sainte-Croix. La dose musicale était forte, même si le public s'est montré d'une

endurance exceptionnelle, ainsi que les musiciens de la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dirigés par Pierre Séché. Pièces de clavecin en concert, suites des Indes galantes et de Dardanus, cela tournait au monologue quelques peu monotone, en l'absence des décors fastueux et des machines, des voix et de la danse qui empoignent l'art de Rameau. Les deux jolies cantates d'Orphée et de Thétis venaient heureusement faire diversion, mais la musique semblait parfois un peu étouffée, asséchée, par les murs de béton et les moquettes. Peut-être aussi l'interprétation très musicologique, non dépourvue d'accent, aurait-elle mérité une mise au point plus parfaite et l'enthousiasme plus rayonnant auquel cet ensemble nous a habitués.

On ne saurait quitter Poitiers sans aller saluer, dans l'imposante cathédrale, l'une des vedettes annuelles du Festival, le chef-d'œuvre de François-Henri Clicquot, cet orgue du dix-huitième siècle miraculeusement préservé, aux timbres étincelants de lumière sous les doigts exaltés de Jean-Albert Villard (1).

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Son livre sur l'œuvre de Clicquot (Bardou, 1973), très technique, se lit cependant comme un roman policier ou un roman d'amour.

PETITES NOUVELLES

Le traducteur de Jean E. Whiting vient de rendre à son pays New York. Il était âgé de soixante et un ans. D'origine danoise, il n'était pas seulement l'auteur de *Mors* dont le succès demeure inné, il n'a pas seulement fait partie d'orchestre comme ceux de Henry Allen, Bobby Day ou Alvin Ray - entre autres - il a, surtout, été l'accompagnateur de la plus

part des « grands », jouant souvent aux côtés de Charlie Parker, de Miles Davis ou encore de Henry Goodman.

Un concert de gala, organisé au profit de la Fédération internationale des droits de l'homme, aura lieu le 16 mai au Théâtre des Champs-Élysées, à 20 h 30. Ce même jour, à 15 h 30, l'Association internationale de personnes de l'Union présente au palais de l'Union un concert donné par le Chœur d'Enfants de France.

Le mezzo-soprano argentine Alicia Nafiz, exilée, a été nommée la récipiendaire d'un diplôme d'honneur, le 16 mai à 21 heures, dans le cadre des Laudes musicales de l'Académie. Les places seront remises aux étudiants.

Un Festival international de théâtre, intitulé « Debout-débout », a lieu à Tours jusqu'au 19 mai, à la fois sur des scènes traditionnelles et dans les rues. Vingt et une compagnies sont invitées, dont cinq étrangères.

RÉSIDENTS - CLUS 3° AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (P.N.A.I.N.)

AVEC LE GOUVERNEMENT MAUROY N° 3
PLUS QUE JAMAIS LES 2 ANES sont à la pointe de l'actualité avec Pierre-Jean VAILLARD et les CHANSONNIERS dans la mordante revue **A VOS RONDS... FISC!**
200°

LES FILMS COSMOS PRÉSENTENT
Cinéma COSMOS - 76, rue de Rennes - 75006 Paris - M° St-Jacques - Tél. 544.28.88

LA VIE PRIVÉE
de Youli RAIZMAN
avec Mikhaïl OULIANOV
NOMMÉ AUX OSCARS HOLLYWOOD 1983
LION D'OR DE LA MEILLEURE COLLABORATION ARTISTIQUE POUR L'INTERPRÉTATION MASCULINE VENISE 82

nouveau drouot
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642280
Informations téléphoniques permanentes : 776-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

MARDI 17 MAI (exposition lundi 16)
S. 5 - Bx bij. arg., st. de bij. en or et pierres précieuses, crées par Ch. Dior, mont. bracelets, gourmettes et chaînes en or, M^{re} CHARBONNEAU, M. BOUTIER.

MERCREDI 18 MAI (exposition mardi 17 mai)
S. 2 - Bibliothèque Armand Trampitzsch, beaux-arts, archéologie, régionalisme jordan - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier.
S. 3 - Bx bij. objets vitrine, argenterie anc., M^{re} COUTURIER, NICOLAY.
S. 7 - Egyptologie, Extrême-Orient, M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 11 - Tabls. bij. arg., mob. de style et mod. Tapls - M^{re} BOISGRAND, DE HECKEREN.

MERCREDI 18, JEUDI 19 MAI (exposition mardi 17)
S. 7 le 18, S. 12 le 19, Expo S. 7 - Estampes japonaises - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.

JEUDI 19 MAI (exposition mercredi 18)
S. 4 - Estampes et tabls. mod. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{re} Galle.
S. 6 - Bibliothèque Jacques Benoist-Méchin. Livres anc. et mod. - M^{re} COUTURIER, NICOLAY.

VENDREDI 20 MAI (exposition jeudi 19)
S. 1 - Tissus des 18^e et 19^e s. Caricatures des 17^e, 18^e et 19^e s. - M^{re} BOISGRAND, DE HECKEREN, M^{re} de Heckeren.
S. 3 - Bx, argenterie - M^{re} GROS, DELETTREZ.
S. 7 - Tabls. mod., art nouveau, art déco. - M^{re} RENAUD.
S. 9 - Tabls. mod., argenterie. Bx. Tint. porcs - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 11 - Bons meub. et objets mod. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BOISGRAND, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75008), 770-81-36.
Catherine CHARBONNEAU, 134, Fbg Saint-Honoré (75008), 358-88-68.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, av. Georges-V (75008), 720-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 770-83-04.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS, LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 248-81-15.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75008), 770-00-46.
MERET-MINET, 31, rue La Pérolière (75008), 770-07-78.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batellière (75008), 770-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batellière (75008), 770-48-95.

L'ÉVÈNEMENT TOURNÉE ROD STEWART

12 JUIN - VERSAILLES
Stade Montebauron (15 mn de Paris)

15 JUIN - NANTES
(Labougeiro)

16 JUIN - LILLE
(Grand Hall)

8 JUILLET - LYON
(Stade)

9 JUILLET - FRÉJUS
(Arènes)

10 JUILLET - AVIGNON
(Palais des Congrès)

(Location ouverte)

EUROPE 1 en concert

Le Monde
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Retournez ce bon au SERVICE D'INFORMATIONS SPECTACLES DU JOURNAL Le Monde, 104, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS, accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 virements établis à l'ordre de CAMERAPRESS, Joindre 50 F + 5 F de droits de location (par place) et une enveloppe timbrée (ou recommandée) à votre adresse.

LOCATION AU GUCHET A LA MÊME ADRESSE et chez NUGGETS-FINAC-CLÉMENTINE

Nom Prénom Ville Département
Rue Code postal
Téléphone Nbre de places Prix
DATES DES CONCERTS CHOISIS
Date, le Signature


Agfa-Gevaert fait chanter les couleurs de l'image.

Prise de son magnétique, reproduction sonore optique, enregistrement synchrone du son et de l'image, avec Agfa-Gevaert, c'est à tous les stades une mise en relief de l'image, image aux couleurs d'une grande stabilité, reconnue comme telle depuis fort longtemps par les professionnels du monde entier, qui choisissent aussi Agfa-Gevaert pour leurs copies cinéma 35 et 16 mm. Et pour leurs copies vidéo.

AGFA-GEVAERT
Division des Communications Audiovisuelles
BP 301 92506 Rueil-Malmaison Cedex

des femmes du M.L.F. Edition

Phyllis Chesler



JOURNAL D'UNE MERE

essai

des femmes

6, rue de Mézières - 75006 Paris

Paul Milliez

Du bon usage de la vie et de la mort




170 pages 48F

Fayard

des femmes du M.L.F. Edition

Virginia Woolf



LES FRUITS ETRANGES ET BRILLANTS DE L'ART

essai

des femmes

6, rue de Mézières - 75006 Paris

Depuis 1977, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 35, rue de Mézières, 75011 PARIS - (1) 805-30-30

la vie littéraire

Une lettre inédite de Lantreumont

On ne possédait que six lettres d'Idore Du Lantreumont, la plus importante et la plus significative par son contenu même et par la personne du destinataire. Devint-elle à quel poète, évidemment non négligeable, ce débutant inconnu pouvait bien écrire, presque d'égal à égal ? En novembre 1888, Baudelaire était mort. La lettre annonce ou accompagne l'envoi de deux exemplaires dans lesquels l'auteur signale avec soin « trois fautes d'impression ». Il commence par dire qu'il fait le même envoi à vingt autres critiques. Pourtant, il s'agit surtout d'obtenir une lettre - « élogieuse » - propre à bien disposer l'éditeur en faveur du « Dernier chant » : « Vous ne sauriez croire combien vous rendriez un être humain heureux si vous m'écriviez quelques mots. » Mais, dans son contraste avec le reste, c'est la dernière phrase qui nous émeut : « Et maintenant, parvenu à la fin de ma lettre, je regarde mon audace avec plus de sang-froid, et je frémis de vous avoir écrit, moi qui ne suis encore rien à ce siècle, à vous y lire le Tout. »

Vous y êtes aussi. Hugo a tracé sur la lettre le « rymplien qui signifie « répondu ». Malheureusement, nous n'avons pas cette réponse. Est-ce elle qui a décidé l'éditeur Lacroix ?

Hugo, Lantreumont : étonnante rencontre, qu'on n'imaginait guère ! La lettre était glissée dans l'exemplaire demeuré à Hauteville-House, pourtant maintes fois inventorié. Le ton de considération déclinatoire, et le retour de modestie final, est, pour le moins, un indispensable repentir stratégique. Surtout, plus encore que le reste de la lettre, explicitement cette fois, il laisse paraître chez Du Lantreumont la certitude d'un avenir où Lantreumont serait, lui aussi, sinon « le Tout », du moins infiniment plus que rien. — Y. F.

Stendhal à la Sorbonne

L'Association des amis de Stendhal, l'université de Paris-IV, la Société d'histoire littéraire, se sont réunies à la Sorbonne dans la salle Louis-Liard, pour célébrer le bicentenaire de la naissance d'Henri Beyle. Pendant trois jours et demi, avec près d'une quarantaine de communications et les importantes discussions qui suivirent, les stendhalistes chevronnés et les chercheurs plus jeunes ont apporté de nouvelles lumières sur un sujet immense : « La création romanesque chez Stendhal. » Finalement, Stendhal romancier révèle tout.

viens du paraître

Roman

REMY DE KROMBOLTZ : *Les Trois Quartes*. Qui est Louise, au pluriel qui sont toutes les femmes qui ont successivement porté son nom, de la jeune fille complaisante à la femme soudaine « libérée » dans le Paris de l'après-guerre, de l'amoureuse dont la passion fut tragiquement interrompue à la jeune épouse d'un séducteur ? Est-elle enfin elle-même au moment où elle découvre une nouvelle vie serene. (Grasset, 382 p., 12 F.)

JEAN HAMBURGER : *Le Journal d'Harvey*. A partir d'une importante documentation, le professeur Jean Hamburger a imaginé un journal d'Harvey, le plus grand médecin du dix-septième siècle, qui découvre la circulation sanguine. (Flammarion, 340 p., 85 F.)

Anthologie

COLLECTIF : *Femmes*. Autour d'un objet, la femme, des textes de nombreux écrivains dont Apollinaire, Rimbaud, Robert Muzil. Le premier livre de la collection « Collages » des Editions des Femmes (1, rue des Cendriers, 75020 Paris, 153 p., 85 F.).

Critique littéraire

MICHEL CROUZET : *La politique de Stendhal*. — A partir du cas de Stendhal, étudié dans ses débuts littéraires, l'auteur reconstruit la genèse du romanisme (Flammarion, « Nouvelle bibliothèque scientifique », 327 pages, 100 francs). Signalement : une édition de poche présentée, double, par Minuit.

Essai

RENE DUMONT : *Finis les lendemains qui chantent*. Une enquête sur trois pays, l'Albanie, le Pérou, le Nicaragua, représentant chacun une variante ou une phase historique du « modèle » socialiste. (Le Seuil, 110 p., 75 F.)

Société

THEODORE ZELDIN : *France*. Un essai sur l'existence de Monsieur Dupont par l'auteur des *Pensées françaises*. Traduction d'Eric Lefebvre. (Fayard, 110 p., 89 F.) Voir aussi l'article sur l'édition anglaise dans le Monde daté 11-12 février.

Aide à la création et à l'édition pour la jeunesse

Le Centre national des lettres vient de créer une commission consacrée à la création et à l'édition pour la jeunesse. Celle-ci regroupe un certain nombre de personnes qui, dans leurs professions respectives, sont en contact direct avec des enfants et des créateurs pour la jeunesse : professionnels du livre et de la lecture des enfants tels que bibliothécaires, enseignants, libraires, éditeurs, directeurs littéraires, créateurs, illustrateurs, etc. Leur connaissance de l'édition pour la jeunesse, leurs contacts avec les enfants, leur permettent d'apprécier les projets soumis par les éditeurs et d'essayer de définir les secteurs à encourager plus particulièrement.

Cette commission étudie les bourses déposées par des auteurs, des illustrateurs, des traducteurs désireux d'approfondir leurs connaissances (par exemple d'ouvrages scientifiques pour la jeunesse). Elle accorde aussi à des éditeurs différents types de soutien financier pour ses projets d'édition. Il serait prématuré et contraire à l'esprit même du travail de cette commission, qui doit rester ouverte à toute proposition, de dresser une liste trop précise et donc contraignante des secteurs à soutenir.

Ainsi, elle favorisera l'édition à petits tirages afin de permettre de dépasser une image uniforme et stéréotypée de l'enfant lecteur, pour tenir compte de l'extrême variété des questions, des attitudes, des possibilités de compréhension des enfants. Car, même si le marché semble plus limité, il y a la place et la nécessité en France par exemple pour des monographies scientifiques sur des sujets aussi variés que possible, répondant avec précision et efficacité à des interrogations, des curiosités des jeunes, à leur culture d'aujourd'hui, scientifique ou non.

* Toute information peut être obtenue auprès de M^{me} Detell, au Centre national des lettres (6, rue Dutreuil, 75016 Paris, tél. 904-66-00).

Les aléas de la diffusion du livre régional

La diffusion régionale était l'un des thèmes de réflexion du Congrès national des bibliothécaires réuni à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les 7 et 8 mai. Cette manifestation avait lieu en même temps que le troisième Salon du livre breton.

« Quel peut être le sort d'un ouvrage régional ? », se sont demandé les congressistes. L'expérience bretonne a clairement démontré qu'un ouvrage régional ne peut pas faire de « carrière » nationale. Les « grands » éditeurs ont une diffusion hexagonale. Le Centre national des lettres (qui fournit les aides à l'édition) ne finance pas d'ouvrages en langue bretonne. Les livres « estampillés » par une émission de télévision ou les critiques littéraires des journaux nationaux ont une diffusion qu'un ouvrage régional ne peut pas atteindre en province. La coopérative Breizh, née il y a dix ans pour diffuser les ouvrages bretons et qui propose plus de mille titres, n'a pas réussi à inverser le cours des choses.

Les étapes de la diffusion sont soumises à de nombreux aléas. Les libraires ont, eux aussi, des pouvoirs limités. « Je maintiens une série d'essais grâce à des ouvrages qu'on pourrait qualifier de « démocratiques », affirme M. Martin, directeur de deux librairies à Saint-Brieuc. « Sur un titre que je vends 25 F, nous avons une marge de 25 %. Nous ne pouvons pas le « manger » en démarches pour le faire connaître », remarque un autre. Pour un petit éditeur, la diffusion est égale à la moitié du prix de l'ouvrage, constatant l'un d'entre eux. Enfin, l'avis des élus chargés de la culture lors des achats d'une bibliothèque compte beaucoup.

Quel rôle peuvent avoir, dans cette « chaîne » classique, les bibliothécaires, alors que le gouvernement multiplie les efforts en faveur de la lecture publique, et les circuits parallèles tels que les comités d'entreprise ? La question est restée sans réponse. — MARIE-CHRISTINE ROBERT.

L'école de Francfort et l'Université française

Parmi les collections mentionnées dans notre supplément « Au carrefour des sciences humaines » (Le Monde, daté 17-18 avril), une omission doit être réparée : celle de la remarquable collection dirigée au Seuil par Jean-Marie Lévy-Leblond, « Science ouverte », qui a fait paraître notamment le désormais classique *Contre la méthode* de Paul Feyerabend, les ouvrages d'Albert Jacquard, et le récent *Penser la technique* de Philippe Rogues.

D'autre part, Olivier Revault d'Allonnes, professeur à l'université de Paris-I, nous fait remarquer que, dans l'article de Michel Contat, « En philosophie, le retour des professeurs », publié dans le même supplément, l'affirmation selon laquelle « la philosophie universitaire (...) n'a guère laissé pénétrer l'école de Francfort » est quelque peu le travail accompli, depuis 1975, par le Centre de documentation et de recherche sur la théorie sociale de la société. Olivier Revault d'Allonnes, qui dirige ce Centre, souligne que des enseignements importants ont été introduits au sein de l'université de Paris-VII (J.-M. Vincent, E. Kaufholz), Paris-X - Nanterre (J.-R. Ladmiral), (M. Abersour), Strasbourg-II (J.-L. Nancy, Ph. Lacoue-Labarthe) et à l'E.H.E.S.S. (H. Wismann).

en bref

● **LA MAISON DE LA POÉSIE DE PARIS** (terrace du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris, tél. : 236-27-53) aura lieu le mardi 17 mai, à 20 h 30, une lecture de textes du poète Claude Vigée. Claude Vigée, qui fut secrétaire du prix international Jacob-Bachmann en 1977 et du prix Fédora Vaccaro en 1979 est actuellement professeur à l'université littéraire de Marne-la-Vallée.

● **LE PRIX LAMARTINE**, dont le jury est présidé par le duc de Castries, a été attribué à Jean-Philippe Locat pour son livre *Quand Rimbaud à Tutoie* (Fayard).

● **UN PRIX LITTÉRAIRE FRANCOPHONE BÉNÉVOLENT**. — Au cours d'un dîner, à l'invitation de l'ambassadeur de France à La Haye, M. de Kemmich, quarante-huit ambassadeurs aux Pays-Bas, tous francophones, ont décidé la création d'un prix littéraire, le Prix des ambassadeurs, pour récompenser un ouvrage en langue française, destiné au grand public, écrit par un auteur néerlandais de moins de quarante ans. Le prix, d'un montant de 60 000 florins (160 000 F) soit six fois plus que le prix littéraire le mieux doté aux Pays-Bas, est financé par trois banques françaises (Paribas, B.N.P. et Société générale). Il sera attribué pour la première fois le 1^{er} mai 1985. Le comité de lecture, présidé par l'ambassadeur de France, comprend les ambassadeurs du Canada, du Congo, de la Grèce, de l'Italie, de la Roumanie et de la Tunisie.

● **LES BIBLIOTHÉCAIRES DE « CULTURE ET BIBLIOTHÈQUES POUR TOUS »** du Var, des Alpes-Maritimes, de Corse-Nord et Corse-Sud, réunis à Cagnes-sur-Mer à l'occasion des manifestations « 83, année du Var », ont rendu le prix Méditerranée à Marcel Schipon pour l'œuvre de Marcel Schipon (Ed. Seghers) et le prix du Var à Jean Rimeux pour son roman *Estampes* (Ed. Bujouss).

● **LA JOURNÉE DU LIVRE ET DES ÉCRIVAINS BOURBONNAIS** aura lieu au Sénat (salle René-Coty, palais de Luxembourg) le mercredi 18 mai. Y seront notamment présentés des ouvrages de Christian de Bartholin, Jacques de Bourbon-Busset, Jeanne Crennec, René Paillet et Jean-Charles Vireaux.

مكتبة النهر

Les errances de Claude Vigée

Éloge de l'illisible

● Un colloque international sur René Char se tiendra du 20 au 22 juin à l'université de Tours. Les séances du colloque dirigé par Daniel Leuwers se dérouleront à la bibliothèque universitaire 13, rue des Tanneurs, 37000 Tours, tél. : (47) 20-47-62).

★ **PAQUE DE LA PAROLE**,  Flammarion, 166 pages, 65 F.



Veuillez m'envoyer gratuitement
 et ☐ engagement ☐ ma part votre catalogue

Mme. M. _____
 Adresse _____
 Code postal _____ localite _____

☐ Editions BERGER-LEVRULT 229. ☐ St-Germain 75007 P

LA PENSÉE

poètes du temps présent

- Serge CAMPAGNA
« D'UN CHATEAU LE VOTRE »
192 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jeanne MONNIN
« BALADE DANS LA VIE »
32 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Richard BRUN
« L'ŒIL DE LA NUIT »
32 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Lucien Roland MERCIER
« POÈMES DE L'AMOUR A LA MORT »
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Célestine BERGER
« CRIS ET MURMURES »
176 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Pascal CORDA
« ESQUISSE SUR LA VIE »
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Annick LE BIAVANT
« LES PENSÉES VAGABONDES »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Alfred ABBOD
« PSYCHÉ DESAMORCÉE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Michel
« LE DIABLE, PEUT-ÊTRE... »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Thierry PELEGRI
« LE CHAUDRON DES FÉES »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Daniel GENCE
« LE CONVALESCENT ET LE VOYAGEUR »
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Maurice GUERY
« LANGUES DE CHATS »
56 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Danielle DOURTALE
« QUI VIT SANS ESPOIR N'A RIEN »
104 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Maxime BESSET-SINAIS
« LES HESPERIDES »
96 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Marie MOREAU-TIREL
« ABYSSALES »
272 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Richard MOCH
« L'ÉCOPERCHÉ DE LA NUIT »
96 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Yannis STRINGOS
« PAROLES D'HIVER »
50 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Mariye SAUTHIER
« AMOUR SANS MAJUSCULE »
96 pages, 31,00 F.T.T.C.
- « DANS MON MONDE DE LA RÉALITÉ »
128 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Rudolph FIGADIÈRE
« COCKTAIL DE POÉSIES »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Ahmed MAHROUCH
« DES VERS EN L'AIR »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.

- Olivier BRIEN
« L'OMBRE EN SOULIERS VERNIS »
128 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Mario-Noëlle ROBERT
« PORT SANS BATEAU »
32 pages, 28,90 F.T.T.C.
- Silviane HAMADACHE
« LES YEUX VERS LE CIEL »
64 pages, 37,50 F.T.T.C.
- BONURA
« DE BLEU... DE GRIS... DE SABLE... »
80 pages, 32,10 F.T.T.C.
- MARIE ÉLIANE
« LA PLUME D'OR »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Christine de MAISONNEUVE
« POÈMES DE LA BOUE ET DU SOLEIL »
80 pages, 35,40 F.T.T.C.
- René HENRI-MÈRE
« AU FIL DES JOURS »
240 pages, 51,40 F.T.T.C.
- MICHAELA
« MUTATIONS ET RITOURNELLES »
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Véronique HEUTE
« GAIS SANGLOTS »
80 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Danielle DEMAY
« CHANTIERS DE FEMMES »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Sylvie CLAIRET
« TRISTE SAISON »
48 pages, 27,90 F.T.T.C.
- Pierre MIRRI
« VIE ET MISÈRES HUMAINES »
48 pages, 31,00 F.T.T.C.
- VINCENT
« LES FRUITS DE MON IMAGINATION »
Tome 2
96 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Poppa FOL-DORVILLE
« PAROLES D'AUTREFOIS »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- RAJA
« CHEMINS CRÉPUSCULAIRES »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Maryse
« PALETTE »
96 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Pierre VAYSSE
« AMOUR ET FANTAISIE »
112 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Aimée GUICHARET
« TEMPO »
112 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Thierry BELTAN
« JAZZ »
96 pages, 28,90 F.T.T.C.
- « ÉCLAIRS »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.

- BOUKARI
« POÉSIE NOUVELLE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jimmy GRANDSIRE
« MÉLANCOLIE »
72 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Gabriel HOFFMANN
« NOUS EN MOI »
128 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Charles ROLAND
« ÉTRANGER »
80 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Marc JOSEPH
« AM'HAINE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Philippe D'ORSAY
« CE QU'IL EN RESTE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Stéphane LORNE
« PAPILLON DE NUIT »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Richard COLIN
« LES PENSÉES DE L'OBSCUR »
128 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Megell FILOSA
« POÈMES DE DENTELLE »
48 pages, 28,90 F.T.T.C.
- Jacques ANDREWS
« ANTI-NOTES »
Livres XLVX - Tome VIII
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Raphaël TASSOTTI
« CONCERTO POUR VIOLE D'AMOUR »
160 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Sylvie CARTIER
« DEDICACES »
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Yannis AITOS
« POÈMES D'OUTRE L'OMBRE »
80 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Dominique ENJALBERT
« FLAMMES ET TOURMENTS »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Jean-Jacques BOISJOUX
« MIGRAINES DE VIOLENCE »
144 pages, 43,90 F.T.T.C.
- MARIE-FLORE
« ENTRE DEUX NUAGES »
56 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Louise RAOUL
« LE FRONT DANS LES MAINS »
48 pages, 31,00 F.T.T.C.
- Edmé MIGNARD
« MON PETIT OASIS »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean-Yves ZEROUROU
« LA VIE DE TOUS LES JOURS »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.

récits, souvenirs, mémoires, histoires

- Micheline LEFEBVRE
« ENFANTS DU TEMPS »
Les gosses handicapés
192 pages, 53,50 F.T.T.C.
- François PEYROT
« LE PUSH-PULL A ROULETTES »
Une façon de courir
224 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Suzanne LABRY-BOURTHOMIEU
« L'ABSENT OU CHRONIQUE DES TEMPS DIFFICILES »
Le goût de la vie
160 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Louis BACA
« VICTIME DU JEU »
L'espérance du pari gagné
64 pages, 27,90 F.T.T.C.
- Jean GIGON
« L'ÉTÉ DE LA SAINT-MARTIN »
Le bonheur existe
224 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Thierry TZIGANKOFF
« LES TRIBULATIONS DE L'EXIL »
Le goût de la vie
160 pages, 41,80 F.T.T.C.
- « TRENTE ANS PARMI LES HOMMES EN BLEU »
Une existence mouvementée
440 pages, 74,90 F.T.T.C.
- GIOVANI
« MA VIE AVEC L'AU-DELA »
Le goût de la vie
160 pages, 41,80 F.T.T.C.

- Jean-Hubert PETIT
« IMAGES DE LA VIE »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Maurice MICHEL
« LE FOU AUX OISEAUX OU L'AMOUR ÉTERNEL »
Un bonheur mortel
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Jean-Victor
« CAMPAGNES D'ORIENT »
Le soleil sur les dunes
160 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Marcèle DELONCLE CORRÈZE
« HISTOIRE SANS ÉGOÏSME »
304 pages, 71,70 F.T.T.C.
- JACOTTE
« ACCEPTER N'EST PAS RENONCER »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Georges VALLIER
« LES AVENTURES DE L'ADJUDANT GÈVÈ »
Volontaire pour et contre
288 pages, 75,20 F.T.T.C.
- GRÉGOIRE
« LE SOLEIL SUR VOS RIDES »
112 pages, 37,50 F.T.T.C.

- Clothilde DIDIER
« CE QUE J'AI VÉCU »
Le goût de la vie
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Stojan CIRK
« GOULAG EN YUGOSLAVIE AUSSI »
Mémoires contre l'oubli
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Ingénieur
« LE RAIL FRANCO-ÉTHIOPIEN EN DÉTRESSE »
Mémoires d'un chemin
320 pages, 75,20 F.T.T.C.
- CHATELLE
« LA ROUTE DES COUPS D'ÉTAT »
Strasbourg 1836 - Boulogne 1840
260 pages, 67,40 F.T.T.C.
- REBIERRE
« PARIS-TAXIS »
Un taxi à Paris
192 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Marise BRUANT
« MARISE BEAUTY SHOP »
Un art d'amour
160 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Joseph BECOUART
« LA ROBE EXIGÉE »
Des robes à Paris
96 pages, 37,50 F.T.T.C.

nouvelles, contes, voyages

- Maria-Hélène PAYET
« AILLEURS »
Des rêves par milliers
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Guy ABELA
« CARAVANES »
Le rythme du caravanier
112 pages, 37,50 F.T.T.C.

- Jean-Paul SCHNECK
« POINTILLÉS »
Liberté d'abord
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Lazare ARAMOV
« ÉPAVES EN SURSIS »
Des chefs-d'œuvre
192 pages, 48,20 F.T.T.C.

- Charles-Louis TERNAY
« NAIVEMENT VOTRE...! »
OU
« L'AIMABLE DIVERTISSEMENT »
Le roman en 28 heures
192 pages, 51,40 F.T.T.C.

théâtre, humour

- André ORSINI
« ATTALE ET PALMYRE »
80 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Joseph NTRUSHWA
« LÉGITIME VENGEANCE »
L'appel à la pitié
80 pages, 33,20 F.T.T.C.

- Lazare ARAMOV
« THÉÂTRE »
En 100 et l'angoisse
384 pages, 75 F.T.T.C.
- Lucien PICARD
« MÉDÉE »
Une traduction géniale
96 pages, 37,50 F.T.T.C.

- Paul QUIRINY
« EMMANUEL, OU LA PAQUE DU PAUMÉ »
Un roman en 28 heures
112 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Ahmed CHAMI
« PINCURES »
Pincures et pas mortelles
128 pages, 33,20 F.T.T.C.

هكذا من العمل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Contradictions américaines

III - Les chômeurs entre le cognac et la soupe populaire

De notre envoyé spécial Dominique Dhombres

Le redémarrage de l'économie, enfin sorti d'une récession qui a duré plus d'un an et demi, permet à M. Reagan d'envisager de se représenter en 1984. De leur côté, les syndicats, dont l'influence a diminué, sont déçus à l'intervalle plus achèvement et surtout plus tôt dans le processus de sélection du candidat démocrate à la Maison Blanche. L'A.F.L.-C.I.O., la confédération qui regroupe environ quinze millions de syndiqués, devrait, avant la fin de l'année, faire connaître son choix, vraisemblablement M. Walter Mondale, l'ancien vice-président de M. Carter.

Detroit (M.I.W.). - La capitale de l'automobile, où régnent les « grands » (Ford, General Motors et Chrysler), est devenue la capitale américaine du chômage. Avant 1980, on fabriquait ici, dans un rayon de 20 kilomètres autour du centre, la plus grande partie des dix à douze millions de voitures sorties chaque année des chaînes de montage aux Etats-Unis. La production nationale stagne désormais, malgré la récente tendance à la reprise, autour de six millions de véhicules. Le Michigan, qui vit essentiellement de l'automobile, a la triste privation d'être l'Etat le plus endetté auprès de la caisse fédérale de chômage. Il lui doit la bagatelle de 1,5 milliard de dollars.

Ford employait 202 000 salariés en 1978. Il n'en a plus que 155 000. Le taux de chômage (15 %) est ici supérieur d'un point à la moyenne nationale. Il a atteint 21 % pour la classe d'âge des dix-huit-vingt-quatre ans pour les seuls jeunes Noirs.

Ces chiffres, et surtout le dernier, n'affectent pas outre mesure Benjamin Hemingway (« Ce s'écrit comme l'écrivain », dit-il en relevant un casquette de tweed), un jeune travailleur noir licencié par Ford en 1981. Après avoir reçu pendant un an des allocations de l'Etat, du gouvernement fédéral et de son syndicat, Ben ne dispose plus, depuis plusieurs mois, d'aucune ressource. Contrairement aux idées reçues sur le chômage-type américain, Ben n'est pourtant niement esclave à s'apitoyer sur lui-même et aurait plutôt tendance à ordiner. « Je vis dans une grande maison que j'ai héritée de ma mère. J'ai une voiture épouvantable, une Ford Thunderbird qui n'a que deux ans. Et - c'est une question de principe - je ne bois que du cognac ».

Ben n'a plus un seul dollar à son compte en banque. Mais il n'a pas non plus de grands besoins. Divorcé, sans enfant, il n'a aucune charge de famille. Ses huit frères et sœurs (« ils ont tous de bons jobs, affirme-t-il) lui donnent à tour de rôle quelques billets de 20 dollars. Il était le benjamin (d'un septième). Il est donc resté dans la maison familiale, une bâtisse à un étage, sans charme mais confortable, comme il en existe tant dans les banlieues américaines. La plupart des pièces sont maintenant inoccupées. Ben est noir, dans un quartier majoritairement noir, mais il craint pour sa chaîne radio, voire pour sa sécurité personnelle. Dans un tiroir, il a un revolver P 38. Les règlements municipaux ne lui imposent aucune obligation : le déclarer, dès lors que l'arme ne quitte pas la maison.

Un son vaillant, mais nullement démoralisé, Ben a entrepris, à

treize ans passés, de se refaire une éducation. Il a visiblement tiré un trait sur sa vie antérieure et sur le salaire (environ 17 000 F par mois) que lui versait Ford en tant qu'ouvrier qualifié. Il sait qu'il ne retrouvera jamais l'équivalent dans l'industrie automobile à Detroit.

Grâce à une bourse de l'Etat du Michigan, partiellement financée par le syndicat de l'automobile mais qui ne paye que des droits d'inscription et de scolarité (les études supérieures ne sont jamais gratifiées aux Etats-Unis), Ben a depuis un semestre des cours d'économie et de sociologie à l'université Wayne de Detroit. Il espère obtenir ainsi un diplôme de social worker qui lui permettra peut-être de trouver du travail dans l'administration municipale ou dans celle de l'Etat.

Son avenir, si tout marche bien, est de s'occuper un jour d'un des multiples programmes locaux destinés à venir en aide aux minorités et aux chômeurs.

La fuite vers le Sud

Ben reconnaît qu'il a eu de la chance. Plus instruit que ses camarades de travail, plus débrouillard aussi, il a trouvé une porte de sortie. D'autres, au contraire, sont totalement pris au piège. Ils ont les traits de leur maison à payer, parfois celles de la deuxième voiture (pour l'épouse et les enfants), voire celles du bateau, acquis au temps de la prospérité et destinés aux promesses du dimanche en l'honneur, sur les lacs Erie ou Saint-Clair. Pendant un an environ (la durée moyenne des allocations de chômage pour les travailleurs de l'automobile), la famille arrive à survivre. Après, tout est possible, y compris la vente aux enchères de la maison, par décision de justice, pour non-paiement des traites. Et, pour certains, c'est le départ vers un hypothétique job dans les Etats de la « ceinture du soleil » (Texas, Nouveau Mexique, Arizona, etc.). La famille s'entasse un beau matin dans la « station wagon » (la grosse voiture qui servait jadis pour les vacances ou les pique-niques) et l'aventure commence.

Elle se termine parfois bien, à Santa-Fé (Nouveau Mexique) ou Amarillo (Texas), par une nouvelle vie. Une autre vie commence alors, avec un nouvel emploi, le plus souvent dans une autre branche d'activité que la précédente. Mais l'aventure aboutit souvent à un décalage de fortune inattendu : la liste des grandes villes, et dont celle de Houston (Texas) est probablement la plus longue. Des dizaines de milliers de chômeurs venus du Nord y dorment dans leur voiture, femme et enfants. Trop démunis pour faire le voyage de retour, ils vivent d'expédients et des maigres ressources accordées par les autorités locales. Environ 20 % des travailleurs licenciés de la région de Detroit sont ainsi partis vers le Sud, sans qu'on sache au juste ce qu'ils sont devenus. Quelques-uns, d'après - sont revenus dans le Michigan, où l'aide sociale est mieux organisée.

La plupart des chômeurs préfèrent rester sur place. La mobilité légendaire des Américains, héritée de l'époque des pionniers, tend à diminuer. Les récits horribles du sort réservé à ceux qui ont tenté leur chance dans le Sud jouent un rôle dissuasif. « Qu'est-ce que j'irais

faire là-bas, ne fabriquer que des fusées ou ordinateurs ? La seule chose que je sache construire c'est une voiture. Et je ne suis pas encore prêt à faire la plongée dans un Mexicain pour ça », explique Ted Pudowski, un Polonais de la seconde génération, licencié par Chrysler il y a deux ans.

Ted a sa fierté, mais il ne sait plus très bien où il en est. Contrairement à Ben, il a quitté très tôt l'école pour entrer à l'usine. Il n'est pas question pour lui de postuler à une quelconque bourse d'enseignement supérieur. Le seul recyclage qu'on lui ait proposé, après quelques semaines d'indignation, a été de retourner à l'école de son quartier, où vont ses enfants pour y réapprendre à lire et à écrire. Il a refusé en frappant du poing sur la table et en insultant la jeune femme noire qui s'occupait de son cas. Depuis, il n'a plus entendu parler d'elle.

Ted se moquait, il n'y a pas si longtemps encore, de ceux qui faisaient la queue pour percevoir leur chèque de chômage. Les premières semaines, il se cachait pour y aller. Maintenant, il se rendrait content d'y avoir encore droit. Il y a six mois, toute honte bue, il est allé avec sa femme et ses trois enfants à la soupe populaire de l'Armée du salut. On n'y trouve pas de soupe d'ailleurs, mais du jambon et du macaroni. Ses enfants avaient faim. Depuis, il y retourne régulièrement, en attendant, car il croit dur comme fer être réembauché par Chrysler. En quinze ans d'ancienneté (et un salaire d'environ 11 000 F par mois) il devait être un des premiers ouvriers qualifiés repris par Chrysler, qui - après avoir frôlé la faillite en 1980 - a amorcé une spectaculaire remontée ces derniers mois.

Les jeunes

sont en queue de liste

Les règles qui président au licenciement et au réembauchage sont détestées pour un Français. L'employeur a théoriquement libre choix de licenciement, avec un préavis très court, sans aucune explication. En pratique, les trois « grands » de l'automobile appliquent la règle de la priorité des derniers arrivés et on ne touche pas à ceux qui sont là depuis vingt ans et plus. Nombreux sont ceux qui ont été mis à la porte du jour au lendemain, au bout de dix-neuf services, précisément parce que la direction ne voulait pas se les laisser pour l'avenir. Au Michigan, le général Motors et General Motors à Flint (Michigan), toutes les personnes engagées après 1965 ont été licenciées. A l'usine de Chevrolet, dans la même ville, tous ceux qui avaient moins de quinze ans d'ancienneté ont subi le même sort.

Les jeunes chômeurs n'ont pratiquement aucune chance d'être réembauchés dans l'avenir. Ils sont en queue de liste. Les licenciements de la famille n'ont en jeu : un ouvrier licencié, père de cinq enfants, sera licencié, mais on gardera un homme de cinquante-cinq ans, les enfants sont élevés et ont quitté la maison depuis longtemps.

L'indemnisation du chômage, en revanche, obéit à des règles flexibles et varie pratiquement d'une usine à l'autre, d'une ville à l'autre, et même d'un Etat à l'autre. Le résultat est un maquis réglementaire absolument inextricable (1).

Cinquante-cinq semaines au maximum

En moyenne, les chômeurs reçoivent pendant une période qui ne peut excéder un an et une semaine (la durée du chômage) leur ancien salaire. Pour certains privilégiés (il s'agit d'employés de mot ou des intéressés...) - les ouvriers de l'automobile de Detroit - les programmes spéciaux gérés par le patronat permettent d'aller jusqu'à 80 %. Mais au bout de cinquante-cinq semaines, très brutalement, tout s'arrête.

De nombreux chômeurs ne bénéficient même pas, en pratique, de ces avantages. Tous ont droit, sur l'ensemble du territoire, à l'Union, à un minimum de vingt-six semaines. Pour prétendre à davantage, il faut résider dans un Etat où le taux de chômage est particulièrement élevé (tel le Michigan). Pour atteindre les cinquante-cinq semaines, il est nécessaire que l'Etat réponde à de nombreux critères par le gouvernement central, en particulier qu'il verse, en temps utile, les provisions nécessaires au-dessus de la caisse fédérale de chômage. Les bureaucrates locaux qui administrent, conjointement avec ceux de Washington, ce système administratif reconnaissent honnêtement qu'on s'y perd. Les ayants droit mal servis pour accomplir le parcours administratif, l'obtention de l'intégralité des prestations disponibles dans leur région. Une proportion inquiétante (près de la moitié, disent certains) d'Américains, par ignorance ou par indifférence, ne perçoivent pas les diverses aides prévues en faveur des chômeurs par leur municipalité, leur Etat ou le gouvernement fédéral.

En outre, nombreux sont ceux qui, arrivés en fin de droits, perdent de fait leur droit à l'aide sociale des bons de ravitaillement (food stamps) et des allocations d'aide sociale (welfare) qui leur assurent tout. Hélas, ces chômeurs sont souvent propriétaires de biens personnels trop importants (maison, voiture, etc.) pour y avoir droit. Ils se sentent alors trahis par le système. Les bureaucrates locaux, pour subvenir à leur besoin, leur dernier recours, conformément d'ailleurs à une idée fixe de l'administration Reagan, inlassablement rejetée par ses porte-voix idéologiques, est de faire appel à la charité privée. Ce sont les Eglises, les associations locales ou l'Armée du salut qui, ces temps-ci, prennent en charge des milliers de familles américaines de ne pas sombrer.

FIN

(1) L'assurance chômage, administrée conjointement depuis près d'un demi-siècle par le gouvernement fédéral et les Etats, est financée par une taxe prélevée sur la première tranche de 7 000 dollars du salaire annuel de chaque Américain. Cette contribution incombait exclusivement à l'employeur, sauf dans l'Alabama, l'Alaska et le New-Jersey, où une partie est retenue directement sur le salaire. Le taux de cette taxe varie selon les Etats.

Colombie

■ VINGT-TROIS GUÉRILLEROS ET SEPT MILITAIRES ont été tués depuis le lundi 9 mai au cours d'acrochages dans la province amazonienne de Caquetá, au sud-est de Bogotá, a-t-il indiqué, le mercredi 11 mai, de source autorisée.

Pérou

■ DEUX MEMBRES PRÉSIDENTS DU SÉNAT LUMINEUX ont été tués au cours d'un incident avec des gardiens dans l'île-prison d'El Fronton, a-t-il été annoncé le 11 mai à Lima le ministre péruvien de la justice, M. Armando Buendía. L'incident aurait été provoqué par des prisonniers lors de la distribution des repas dans la prison. Les trois cents personnes sont détenues pour leur appartenance supposée au mouvement lumineux et cinquante autres pour des motifs de droit commun. De son côté, la commission permanente des droits de l'homme du Pérou a indiqué que la police militaire avait tué deux prisonniers lors d'une intervention des détenus qui réclamaient leur repas. (A.F.P.)

Un nouveau service de renseignements dépendant du Pentagone

organise des actions clandestines en Amérique centrale

Washington (A.F.P.). - Le département de la Défense dispose d'un service d'espionnage ultra-secret, créé lors de la tentative de libération des pays d'Amérique centrale, a-t-on appris de sources proches du Congrès et du Pentagone.

Ce service, baptisé Intelligence Support Activity (ISA), a pour mission la recherche de renseignements et la réalisation d'opérations clandestines dans le monde entier, parallèlement aux activités de la C.I.A.

Les premières opérations de l'ISA ont été faites ces derniers jours à l'occasion du débat au Congrès sur la légalité des opérations clandestines de soutien aux forces anti-sandinistes au Nicaragua. Bien que le Pentagone se refuse à tout commentaire, de hauts responsables du département de la Défense ont requis l'anonymat, se contentant d'une existence. C'est l'ISA le plus secret des services de renseignements, a-t-il été dit.

Les agents de l'ISA, militaires et civils, contribuent actuellement au soutien apporté par les Etats-Unis aux forces armées de guérillas opposées au régime sandiniste au Nicaragua, mais aussi d'opérations dans le territoire nicaraguayen, selon des sources proches du Congrès.

Selon le New York Times de mercredi 11 mai, l'ISA serait également engagée dans la recherche de renseignements au Salvador, où elle a commencé à opérer lors des élections législatives de mars 1982. Tous jours selon le New York Times, les hommes de l'ISA ont joué un rôle dans la libération, le 28 janvier 1982, du général américain James Lee Dozier, enlevé en Italie par les terroristes des Brigades rouges. Enfin, la nouvelle unité fournit en outre du matériel militaire à des forces étrangères, dont aucun n'a pu être identifié.

Le quartier général de l'ISA, situé à Fort Bragg, en Caroline du Nord, où sont basés les « forces spéciales » de l'armée du pays, les fameux « commandos », lorsque les militaires de l'ISA opèrent en pays étranger, ils font partie de l'unité d'identification par la C.I.A. Mais une collaboration avec la C.I.A. est relativement récente.

A l'origine, en effet, l'ISA était une unité qui travaillait à l'insu des services rivaux, les commandos du Congrès chargés de la supervision des activités de renseignement des Etats-Unis n'en avaient pas été informés, comme l'exige la législation américaine.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

Vente au Palais du Justice de Paris le MERCREDI 25 MAI 1983 à 14 heures - En un lot
TERRAIN à VAUREAL (95)
lieux - les Pavotiers - Cote 6 à 47 m
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS
Consignation pour enchérir 11.000 F.
Rens. M. BISSON, avoc., T. 032-31-62, 27, rue P. BOUTIN à PONTAISE (95).

Vente au Palais du Justice de Paris le MERCREDI 25 MAI 1983 à 14 heures - En un lot
2 STUDIOS à SAINT-CLOUD (92)
1 de 2 pces et dep., 1 de 1 pce et dep., UN LOCAL
dit lingerie - dep. au 1er
2 CAVES au 1er et 2ème étages et quatrième étage
Avec 100 m² de terrain et 20
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Rens. à M. JEANNE DEVOS-CAMPY, av., 12, square de la République à PARIS 19.
Tél. : 01-47-11-11 et à tous avocats près les Tribunaux de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Vente au Palais du Justice de Paris le JEUDI 19 MAI 1983 à 14 heures - En un lot
UN IMMEUBLE à PARIS 11^e
33, bd du Temple et 151 bis, rue Amelot
Comp. de 2 pces de bâtiment. Un 1er, 1er du Temple, 1er d'un r.-d.-ch. et de 6 étages. Un 1er, s/rue Amelot, 1er d'un r.-d.-ch. et de 11 étages. Cour sur cour. OCCUPÉ.
MISE A PRIX : 275 000 FRANCS
Rens. à M. G. VANCHET, av., Paris, 63, bd des Batignolles. Tél. : 294-28-14.
ou Greffe du T.O.I. de Paris, où le cahier des charges a été déposé et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais du Justice de Paris le JEUDI 26 MAI 1983 à 14 heures
DIVERS LOCAUX à PARIS (20^e)
sur rue de Choisy et au premier étage d'un immeuble
RUE DE RIGOLLES n° 2, RUE DU JOURDAIN
MISE A PRIX : 770.011 FRANCS
pour renseignements à M. Emmanuel INBONA, av., 3, rue Danton, 75006 Paris. Tél. : 325-55-12.

Vente au Palais du Justice de Paris le JEUDI 26 MAI 1983 à 14 heures
IMMEUBLE à PARIS 17^e
comprisant trois corps de bâtiment, l'un à quatre étages et les deux autres de deux étages
Rue Bayen numéro 7 (anciennement n° 5)
MISE A PRIX : 600 000 FRANCS
S'adresser à M. Serge QUELIN, av., 12, rue de l'Université, 75007 Paris, 7, rue de l'Université, tél. : 261-12-45 ; M. LEOPOLD-COUTURIER, av., 14, rue d'Anjou, tél. : 265-92-75 ; M. P. BOZZA, av., Paris (8^e), 3, rue de Poéthière, tél. : 265-41-09 ; à tous avocats près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE - ou sur les lieux pour visiter.

après liquidation de l'Etat au PALAIS DE JUSTICE d'AUXERRE, le vendredi 20 mai 1983 - En trois lots
Commune d'AUXERRE (Yonne)
1^{er} lot : ENSEMBLE IMMOBILIER
En limite du centre ville - Surface cad. 9.540 mètres carrés
24 bis, 26 et 28, boulevard de la République
MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS
2^e lot : ENSEMBLE IMMOBILIER
sur 4.538 mètres carrés - En limite du centre ville
30, boulevard Vaulabelle, 2, rue de Preuille, 1, rue de la République
MISE A PRIX : 900.000 FRANCS
3^e lot : TERRAIN A BATIR
sur 4 hectares 11 ares 11 centiares
rue Montardois - A proximité du centre ville
MISE A PRIX : 5.000.000 DE FRANCS
pour renseignements à la S.C.P. MAUROIS, REVEST et LEQUIN, av., Auxerre, 5, rue Marcelin-Berthelot, tél. (86) 52-53-00.

LES TENSIONS EN AMERIQUE CENTRALE

Les pays du groupe de Contadora réunissent d'urgence à Panama

Panama (Reuter). - Les quatre ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora se sont réunis d'urgence, mercredi 11 mai à Panama, afin de reprendre leurs efforts en faveur de la paix en Amérique centrale, alors qu'un regain de tension se manifestait à la frontière du Nicaragua et du Honduras.

Les ministres mexicain, colombien, nicaraguayen et panaméen des affaires étrangères n'étaient pas parvenus le mois dernier à surmonter les divergences sur la façon d'aborder les problèmes de l'Amérique centrale. Le Nicaragua est favorable à des discussions bilatérales, alors que les Etats-Unis et le Honduras sont favorables à des entretiens multilatéraux.

Les quatre ministres devaient se réunir le 27 mai, mais leur réunion a été avancée en raison de l'intensification des combats à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, et de la demande du Costa-Rica qui réclame qu'une force régionale maintienne la paix patrouille le long de la frontière avec le Nicaragua afin de préserver sa neutralité.

Le Honduras a signalé mercredi des mouvements de troupes nicaraguayennes le long de la frontière. Tegucigalpa a réagi en déployant des unités de troupes, dans la mesure où cela risquait d'entraîner un regain de tensions. Le colonel Lunatti, responsable de la sécurité à la frontière. Le Honduras a également signalé que des appareils militaires nicaraguayens avaient ouvert le feu mardi sur la ville frontalière hondurienne, mais sans faire de victimes.

Les accusations du Honduras font l'objet d'une protestation dans laquelle les autorités nicaraguayennes ont répondu mardi que des guérilleros de droite du village d'El Suico, tuant un soldat et en blessant un autre.

Au Salvador, les militaires pour le village de Cinquera, occupé la semaine dernière par les guérilleros et repris lundi 9 mai par l'armée, ont tué dix-cinq civils, quatre-vingt soldats, quarante de la garde civile et une dizaine de guérilleros, a-t-on appris de sources proches de l'armée.

■ MORT DE M^{me} ANNA ROSENBERG, secrétaire adjointe à la mairie de New York, elle est morte lundi 9 mai à l'âge de quatre-vingt-un ans à New-York. Elle a été la première femme à avoir servi sous le Pentagone. Active militante démocrate, elle avait été conseillère de Franklin Roosevelt quand celui-ci fut élu gouverneur de l'Etat de New-York. Devenu président, Roosevelt l'avait nommée à la tête du bureau pour le redressement économique national, une des principales institutions créées par le New Deal.

■ LE F.B.I. A OUVERT UNE ENQUÊTE sur le commerce, M. Guy Fiske, qui a donné sa démission après les accusations de pouvoir portées contre lui par des parlementaires, a-t-il appris mercredi 11 mai de sources gouvernementales. M. Fiske avait été parvenu d'une proposition très controversée visant à vendre les satellites météorologiques du gouvernement fédéral à l'industrie privée. M. Reagan avait donné son accord à la vente de cinq satellites météo, mais le Congrès des représentants a, depuis, voté une loi bloquant cette vente, et un projet de loi similaire a été déposé devant le Sénat. (A.F.P.)

هكذا من الأول

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

M. Delfau : réfléchir à un nouveau contrat de gouvernement

Dans le cadre de la préparation du congrès du parti socialiste, et à la suite de la réunion des responsables du courant « A » (miterrandiste), qui s'est tenue samedi 7 mai (le Monde du 10 mai), plusieurs membres du P.S. ont préparé des contributions sur des sujets spécifiques. Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte sur le rôle du parti socialiste, qui émane de M. Gérard Delfau, sénateur de l'Hérault, membre du bureau exécutif du P.S.

M. Delfau s'interroge sur la fonction du P.S. : « Partir au pouvoir ? Partir du pouvoir ? Ou même, part de pouvoir ? » Il écrit notamment : « On ne peut, en effet, définir le parti socialiste actuel, ni comme un « parti godillot », ni comme un « parti autonome », ni comme un « parti au pouvoir ». Si l'on retient, comme beaucoup, au moins implicitement, la conception « parti au pouvoir », cela signifie que l'inspiration suprême du gouvernement de la République est le bureau exécutif du parti socialiste, relayé par la groupe parlementaire. C'est là une manière parfaitement correcte, théoriquement irréprochable, intellectuellement satisfaisante, de voir les choses. A ce détail près qu'elle est totalement erronée.

« Le P.S. ne saurait être, en effet, le lieu où se prennent les grandes décisions gouvernementales. Telle est la réalité politique et institutionnelle. D'une part, le gouvernement de la gauche est un gouvernement de coalition, car il ne faut pas tomber dans l'illusion juridique, qui confond majorité parlementaire et réalité politique. C'est la gauche réunie qui a été majoritaire en France en 1981, non pas le parti socialiste et ses apparentés, en dépit

de ses deux cent quatre-vingt-cinq députés. D'autre part, le gouvernement, lieu géométrique des contradictions de la société, doit intégrer à sa démarche des éléments que le P.S., lui, n'a pas à intégrer. Quand il définit un projet politique, le P.S. n'a pas à se demander ce qu'en pensent, par exemple, le C.N.P.F. ; le gouvernement, si. Et ce qui est vrai du C.N.P.F. l'est tout autant de la C.G.T., de F.O. ou de l'Union des fruitiers détaillants.

« Enfin, la mécanique institutionnelle de la V^e République est telle que le pouvoir exécutif peut toujours, notamment du fait de l'article 49-3 de la Constitution, contraindre le législatif en le mettant au pied du mur. On l'a bien vu à propos de l'affaire de la réhabilitation complète des généraux O.A.S. Quel rôle, dans ce jeu, doit jouer le P.S. ? Pour finalement s'incliner, après avoir exercé le sentiment de conviction éprouvé par l'opinion publique ? Qui a gagné quoi dans une pareille affaire ? Autant vaut donc se le dire franchement, quelques regrets qu'on en éprouve : la réalité, c'est qu'aujourd'hui le P.S. est subordonné au gouvernement. Il possède, certes, un pouvoir de discussion et d'amendement dont tout indique qu'il doit s'exercer dans la discrétion et la sérénité ; il ne possède pas le droit de veto auquel se reconnaît le vrai pouvoir, sauf à voler une censure suicidaire.

« (...) En fait, le parti a oscillé depuis deux ans entre l'affirmation suprême - et décevante du réel - de la formation politique qui se croit dotée du pouvoir, et la mauvaise conscience des militants qui, devant les difficultés du temps, se résignent à n'être que le « parti du pouvoir », héritier des décisions qui le dépassent. »

M. Delfau ajoute : « Sa mission spécifique serait justement d'articuler un va-et-vient entre le quotidien et le moyen terme ; il devrait être un outil puissant de transformation sociale, parce qu'il s'obligerait pas que, à chaque étape, il doit réajuster la perspective, le sens et le prochain objectif... Pour bien saisir cette nouvelle fonction, il faut que les militants du P.S. procèdent à une analyse fine de ce qu'est la mécanique gouvernementale. Après, seulement, ils en déduiront le rôle spécifique que peut jouer le parti. (...) Le parti ne pourrait-il pas prendre, par exemple, l'initiative d'un débat sur la place de l'héritage dans la société française, ou celle d'une confrontation publique sur le financement et les limites de la protection sociale ? »

M. Delfau indique d'autre part : « Nous ne pouvons pas, de toute façon, aborder les élections législatives de 1983 avec le seul reliquat de 110 propositions de François Mitterrand. Il n'est que temps d'entamer la discussion et de mettre en place les procédures qui, largement ouvertes sur l'opinion publique, permettront au P.S. de définir son nouveau contrat de gouvernement à la population. N'est-ce pas d'ailleurs le véritable moyen d'éclairer nos choix actuels que de discuter les lignes du futur ? (...) Une mission spécifique du parti dans le domaine des idées ambiantes ou contre les idées ambiantes gouvernementales, c'est de contrepartir d'urgence la capacité du P.S. de passer sur le pouvoir, et donc sa facilité d'orientation. Nous devons faire un travail de fond qui nous permette de nous situer dans le débat politique, et de nous inscrire dans le débat politique. C'est là une mission essentielle et indispensable que le parti agit. Donc, il doit agir. »

AU SÉNAT

L'égalité entre les hommes et les femmes doit tenir compte de leurs différences

L'égalité entre les hommes et les femmes passe aussi - et surtout - par la suppression des inégalités dont sont victimes les femmes dans le monde du travail. Tel est l'objet du projet de loi adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde des 7 et 8 décembre 1982), portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, qu'a examiné le Sénat mercredi 11 mai.

Plutôt que de parler « égalité », ce qui pourrait laisser croire qu'on vise la similitude, les auteurs ont mis l'accent sur la « complémentarité »... ce qui suppose évidemment qu'il y a des différences entre les deux sexes. Ainsi M^{me} Roudy a-t-elle expliqué que tout droit nouveau sera désormais applicable aux travailleurs des deux sexes, à l'exception des dispositions relatives à la grossesse et à l'allaitement. Pour M^{me} Beaudou, porte-parole du groupe communiste, dont la plupart des amendements ont été repoussés tant par le ministre chargé des droits de la femme que par les sénateurs socialistes et ceux de l'opposition, les femmes doivent se voir appliquer « des mesures spécifiques » en complément de celles applicables à tous les travailleurs.

L'égalité professionnelle inscrite dans la loi ne peut pas dans les comportements, a reconnu le rap-

porteur de la commission des affaires sociales, M. Louvet (R.L., Haute-Saône). Il n'empêche, a-t-il expliqué, que les femmes ont des vocations - professionnelles et de maternité - « difficiles à concilier ». Le souci de la commission est double : ne pas occulter la vocation maternelle des femmes et ne pas créer de nouvelles difficultés aux entreprises. Sur ce point, le Sénat a modifié le projet pour rendre plus souples les obligations des employeurs. Même si « certaines femmes franchissent tous les obstacles de la vie professionnelle, elles se heurtent finalement au mur de leur féminité », a constaté M. Chervy (P.S., Creuse), qui a souligné qu'une action « socioculturelle profonde » soit menée pour « effacer toutes les inégalités ». Quant à M^{me} Gros (gauche dém.), elle considère que l'égalité professionnelle dépend aussi de l'état d'esprit des maris. Elle a donc demandé que M^{me} Roudy dépose un projet de loi qui « devrait porter » - « Je ne plaisante pas », précise-t-elle - sur l'interrogation suivante : « Comment une femme peut-elle transformer un mari misogynne en mari féministe ? ». A défaut d'une hypothétique législation sur les maris, les sénateurs ont voulu « faire progresser l'égalité » sans pour autant « ouvrir une guerre des sexes », selon l'expression de M. Louvet.

dans les entreprises de cents salariés et plus et au cours de l'année pour comprendre entre cinquante et trois salariés.

Malgré l'opposition de M^{me} Roudy, le Sénat supprime l'article 15 qui prévoyait une aide financière à l'Etat pour les entreprises qui mettraient en œuvre des plans d'égalité professionnelle entre hommes et les femmes.

Le projet modifié est adopté (M. Dagonia, P.S., précisant que ses collègues s'abstiennent).

ANNE CHAUSSEBOURG.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Au conseil des ministres du 11 mai, le ministre des affaires étrangères a présenté le projet de loi européen de 1969 concernant les personnes participant aux procédures de la Cour européenne des droits de l'homme. L'approbation de cet accord est la conséquence de la décision de la Cour d'accepter les recours individuels de ces deux institutions.

En outre, le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi visant à proroger jusqu'au 31 décembre 1984 les mandats des mandataires des mutualités d'administration de la mutualité sociale agricole (lire page 22).

Transformer nos mœurs et nos méthodes

(Suite de la première page.)

Nous payons cher le fait d'avoir attendu le pouvoir pour découvrir qu'il ne suffit pas de conquérir l'Etat pour disposer dans ce pays de la capacité de susciter l'esprit d'entreprise ou de réguler la vie sociale.

La parti socialiste a aujourd'hui la chance de se doter de ce que les communistes italiens ont appelé avec bonheur, il y a quelques années, une « culture de gouvernement ». Mais, pour jouer pleinement son rôle de médiation entre l'Etat et la société, pour être le lieu politique privilégié de l'élaboration d'une stratégie de transformation sociale dans la crise - et non malgré la crise, - il doit se doter de moyens de travail.

Or on ne travaille pas sérieusement lorsqu'on offre à ses militants le choix exclusif entre des motions floues - du type congrès de Metz - ou des textes uniques fourre-tout, du type congrès de Valence. On ne travaille pas sérieusement lorsqu'un congrès se borne à la mise en scène de vedettes ou que la règle du jeu d'un bon discours suppose qu'on préfère quelques bon mots démagogiques à la lucidité et au courage politiques.

Un militantisme différent

L'expérience du pouvoir doit nous conduire à transformer nos mœurs et nos méthodes. S'agissant des secondes, cela suppose l'adoption de quelques règles simples, qui n'engendreraient que des aménagements mineurs de nos statuts. La plus urgente consisterait à prévoir que, après la phrase riche, mais non décisive, des contributions, le parti socialiste puisse débattre de textes de résolutions qui porteraient sur des dossiers précis et s'engageraient, au contraire des motions, ni la politique

d'ensemble du parti ni la désignation de sa direction.

Autant il est normal, en effet, que, sur des questions globales fondamentales, qui touchent à l'identité ou à la stratégie, la proposition d'une orientation vaille candidature à la mettre en œuvre, autant il est absurde que cette procédure soit la seule qui permette des expressions pluralistes. Le parti socialiste est ainsi condamné à osciller entre des « congrès explosions », comme à Metz, et des « congrès-implosions », comme à Valence.

Nous n'avons pour l'heure besoin ni de l'un ni de l'autre. La question du pouvoir au sein du parti socialiste n'a pas de sens aujourd'hui. La problématique n'est pas de savoir si l'on doit changer de premier secrétaire ou établir un nouveau dosage des postes entre les courants. Le problème est de faire exister ce parti politiquement et socialement et, pour ce faire, de le

remettre au travail en inventant en son sein une démocratie et un militantisme différents.

Pourquoi ne pas commencer dès ce congrès en fixant à son ordre du jour, outre l'adoption d'une motion générale, dont on voit mal comment elle pourrait être autre chose qu'un texte d'éclairage et de soutien de la politique gouvernementale, le débat et l'adoption de résolutions sur quelques dossiers qui exigent une réflexion à moyen terme. Une telle méthode supposerait, certes, un travail d'information et de préparation des militants socialistes plus exigeant que la traditionnelle attente des décisions prises par les dirigeants de courant. Mais le temps n'est-il pas venu de nous attaquer, en matière de changement, à des pratiques et à des mœurs politiques qui sont restées singulièrement conservatrices ?

PATRICK VIVIERET.

Sur TF 1

QUATRE JOURS EN DIRECT AVEC M. MAX GALLO

Pendant quatre jours, de lundi 16 au vendredi 20 mai compris (sauf le mercredi 18), M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, répondra en direct sur TF 1 aux questions des téléspectateurs dans l'émission « C'est à vous », de Jacques Poux à 18 heures. La proposition vient de la direction de la chaîne, et les discussions ont permis de préciser cette formule du direct, qui conviendrait au style que M. Max Gallo entend donner à son action.

Les différents thèmes abordés au cours de la semaine seront : lundi 16, réformes et démocratie, bilan des deux premières années ; mardi 17, la rigueur, pour quoi faire ? ; jeudi 19, l'emploi, comment préparer l'avenir ? ; vendredi 20, sécurité, affaire de tous. Les téléspectateurs pourront appeler M. Max Gallo en composant le numéro 787-33-33, à Paris.

[M. Max Gallo met les bouchées doubles dans la mise en œuvre de cette nouvelle « politique de communication » dont il nous parle après son entrée en fonctions (le Monde du 30 mars). On l'a déjà beaucoup vu, seul ou avec un ou plusieurs ministres, notamment pour ses accueils « points presse » de l'hôtel Marigny. Il tente ainsi d'appliquer les deux principaux objectifs qui lui ont été fixés : harmoniser les informations en provenance du gouvernement ; mieux expliquer les positions et les décisions du pouvoir. La tâche est ingrate à partir du moment où la majorité socialiste a opté pour une télévision indépendante : l'omniprésence du porte-parole du gouvernement sera-t-elle mieux ressentie que les traditionnels défilés de ministres ?]

■ M^{me} Michèle Puybasset, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommée par le conseil des ministres, mercredi 11 mai, directeur du secrétariat général du gouvernement.

LA TUNISIE A LES VACANCES ET LES PRIX QUE VOUS CHERCHEZ.

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous la Méditerranée, le désert, 1 300 km de sable fin, des palmeraies immenses et 3 000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Tout cela en respectant scrupuleusement la nouvelle réglementation du contrôle des changes.

Jugez plutôt : 8 jours en pension complète

- dans un hôtel 2 étoiles à partir de 600 F. (520 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 3 étoiles à partir de 790 F. (590 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 4 étoiles à partir de 1100 F. (1000 F. prélevés en devises)

Et surtout conserver suffisamment d'argent de poche pour bien profiter de vos vacances.

TUNISIE : LE COEUR DE LA MEDITERRANEE.
TUNISIE : LA MEDITERRANEE DU COEUR.

Pour renseignements : adressez-vous à l'agence de voyage ou à l'Office National du Tourisme Tunisien : 32, rue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 742.72.67 - 12, rue de Séze 69001 Lyon - Tél. : (7) 852.35.86

Moullard - Moullard

A Mon Seul Désir



Le charme de Venise au cœur de Paris

lustres, lanternes, verres, Maures

à un beau choix de céramique contemporaine

26 place Dauphine, Paris 75001 - 326.61.27

Textes divers

$$\overline{LU}$$

comme définitivement adopté.

« Les sénateurs de l'opposition (R.P.R. et U.D.F.) », dit-il, « ont déposé, après cette adoption, un recours au Conseil constitutionnel. Ils estiment non conformes à la Constitution les mesures prévues par l'article 7 de la loi, relatif au cumul emploi-retraite. Sont prévues de telles limitations, les activités exercées par les fonctionnaires interprètes interpellant. Pour la loi, la saisine, sans dispositions violent le principe de la liberté professionnelle, les limitent la possibilité d'exercer un emploi, et sont en principe constitutionnelles d'égalité, en pénalisant, sans justification, sans catégories professionnelles ».

**« LE RETOUR DE DE GAULLE »
ET « LA FRANCE DE LA IV^e RÉPUBLIQUE »**

Si René Rémond est plus rapide - trop rapide - sur ce qui s'est passé entre l'installation de

ANDRÉ PASSEBON

★ **La France et la IV^e République**, par Jean-Pierre Rieux. Le Seuil, « Points »; 382 pages, 31 F.

Anger ■■■ noms propres
capitales d'imprimerie.

Exemplaires gratuits sur demande

L'Assemblée a ainsi voulu faire fi de l'esprit du projet qui tend à supprimer les communes créées par la loi du 20 juillet 1970, dite loi Defferre, du nom de l'ancien député U.N.R. de l'Essonne, qui régit jusqu'à maintenant les communes nouvelles. Les parties anciennes et les parties nouvelles d'une même commune. En revanche, les députés, revenant au texte initial (le décret du 14 avril 1983) ont rétabli la parité — supprimée par le sénat — entre les communes nouvelles et les communes existantes. Ce dernier dans une communauté d'agglomération nouvelle et les députés ont rétabli dans chaque commune un suffrage universel direct. L'Assemblée a aussi annulé la disposition introduite par la loi de 1970, par laquelle une commune nouvelle pouvait être créée par la loi, sur proposition de l'agglomération nouvelle ou sur sa propre initiative.

■ **M. Paul Legatte**, nommé membre du Conseil constitutionnel par le président de la République, a remplacé le président d'Achille Perotti, décédé le 14 avril, a prêté serment devant M. Mitterrand, mercredi 1 mai, au palais de l'Élysée, en présence du premier ministre, de président de l'Assemblée nationale, de M. Maatzie Schumann, vice-président du Sénat, et des membres du Conseil constitutionnel (M. Girard d'Estaing, membre de droit, absent).

● **M. Pierre-Yves Digard**, contrôleur général des armées, est nommé président de la commission spécialisée des marchés d'aéronautique et d'engins spatiaux, aux termes d'un arrêté du premier ministre publié en *Journal officiel* du mercredi 11 mai. Il remplace M. André Jouffret, ingénieur général de l'armement, qui, sur proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, a été nommé président du conseil d'administration de la Société de gestion de participations aéronautiques (Sogepa).

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

**LES ÉLECTIONS
MUNICIPALES
DE MARS 1983**

L'avertissement à la gauche

Les résultats et les commentaires
La campagne et les enjeux
Les portraits des nouveaux maires
La mise en place de la réforme communale

140 PAGES - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكزاين الاول

Le Monde

société

JUSTICE

La famille de Robert Boulin met en cause la thèse de son suicide

M^{me} Colette Boulin, veuve de l'ancien ministre du travail dont le corps avait été retrouvé le 29 octobre 1979 dans un état de la forêt de Rambouillet, a affirmé, mercredi 11 mai, dans une interview à TF 1 qu'un ancien collaborateur de son mari, M. Guy Aubert, lui avait déclaré, quinze heures avant la découverte du corps, que son mari avait été assassiné.

Tout d'abord, M^{me} Boulin a indiqué : « Je n'ai jamais cru à la thèse officielle du suicide. Mon mari était catholique. Il était contre le suicide. Quand on m'a ramené le corps de mon mari après l'autopsie et que je l'ai vu blêmi, on a commencé par me dire : « Taisez-vous ». Quand on m'a interrogée, on m'a dit : « Ça ne s'est pas tout à fait passé comme ça, mais

vous n'avez pas le choix. Dans votre intérêt » et dans l'intérêt de vos enfants, vous allez dire que votre mari a pris ses médicaments. Ça m'a paru un peu suspect, un peu bizarre », a précisé M^{me} Boulin.

M^{me} Boulin a ensuite expliqué comment elle avait appris la mort de son mari : « Je reçois la visite de l'un de mes anciens collaborateurs, qui arrive blême, très mal à l'aise, et me dit que mon mari était déshabillé. Je lui ai demandé si c'était une crise cardiaque, où est-ce, etc. Il m'a dit : « Non. Il a été assassiné. » Quand j'ai voulu en savoir plus, il n'a rien voulu me dire de plus et je ne l'ai plus revu. »

Cet ancien collaborateur, M. Aubert, dans une lettre adressée à TF 1, a démenti cette version des faits, en soulignant qu'il avait appris la mort de l'ancien ministre le lendemain de sa disparition, par l'intermédiaire de son fils qui l'avait appelé vers 6 h 30.

Le fils de Robert Boulin, M. Bertrand Boulin, avait déjà, la semaine dernière, dans un article publié par Paris-Match (le Monde du 7 mai), remis en cause la thèse du suicide de son père.

Ces interventions de proches de la victime « pour rétablir la vérité » surviennent alors que l'affaire Boulin a été de nouveau évoquée devant le tribunal de Paris, mercredi 11 mai.

Des juges pour juger la justice

En rédigeant l'arrêt par lequel il renvoyait Henri Tournet, l'homme-œuf de ce qu'on a appelé l'affaire Boulin, devant la cour d'assises de la Manche (1), les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Caen ont commis cette « faute lourde » : généraliser d'un dommage causé par un fonctionnement défectueux de la justice, telle qu'elle est prévue par l'article 781-1 du code de l'administration judiciaire. C'est en tout cas ce qu'estime la famille de Robert Boulin, l'ancien ministre qui s'est donné la mort, le 30 octobre 1979, dans la forêt de Rambouillet. Près de quatre ans après ce suicide, la question était donc posée, mercredi 11 mai, devant la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Pierre Drai, laquelle M^{me} Boulin, pour M^{me} Stasi, pour M^{me} Boulin, ses enfants, et M^{me} Jean Gallot, avocat de l'agent judiciaire du Trésor représentant l'Etat, ont demandé la réparation de ce dommage.

Au cours de ce débat, il y a une phrase. Dans cet arrêt du 9 juillet 1980, les magistrats de la chambre d'accusation ont écrit que l'acte du 18 juillet 1974, c'est-à-dire celui par lequel M. Tournet vendait à M. Boulin une parcelle des terres de Rambouillet que le même Tournet avait précédemment vendues à d'autres acquéreurs, « constituait donc à la charge de Boulin et de Tournet une imposture commune qui sera de

la simple simulation un faux en écriture publique ».

Jusqu'à présent, dans cette affaire des terres de Rambouillet, n'avait mis en cause la bonne foi et l'honnêteté du ministre, cette incrimination dans un long arrêt ne passait pas de la relevée, de la commentée, et l'on glosait la perte de vue. Cela ne signifiait-il pas que si Robert Boulin avait été encore en vie il aurait été renvoyé, lui aussi, devant la cour d'assises aux côtés d'Henri Tournet ? Autant dire que les magistrats de Caen, en quelques mots, estimaient non seulement que cette vente avait été en réalité une donation déguisée - M. Boulin ayant payé les 40 000 F qui en faisaient le prix, mais ayant vu verser le lendemain à son compte, dans une banque de Libourne, une somme d'un montant identique - mais encore ils signifiaient que ce comportement, qualifié de simulation et d'imposture communes, était constitutif d'un faux en écriture publique, ce qui ne pouvait laisser sans réaction la famille du ministre.

Abus grave, plaident donc M^{me} Stasi, car la chambre d'accusation saisi du seul cas d'Henri Tournet, a jugé que le ministre impliqué lui, M^{me} Groult, inculpé l'un de l'autre d'un faux en écriture publique, n'avait pas à mentir en cause Robert Boulin qui, lui, n'avait jamais été inculpé et n'avait

jamais été non plus entendu comme témoin. En d'autres termes, elle ne devait pas chercher à faire le procès Tournet celui de Robert Boulin, en consacrant à ce dernier cinq pages de son arrêt pour en tirer les conclusions qu'elle devait en tirer. De surcroît, n'était-ce pas condamner un mort - et il fallait le noter deux fois - et qui n'avait jamais eu la possibilité de présenter la moindre défense ?

Une rédaction maladroite

Pour M^{me} Stasi, même dans l'éventualité où l'ancien ministre aurait été bénéficiaire d'une donation, il ne savait pas, lui, que sa parcelle avait déjà été vendue par Tournet et qu'ainsi, en signant l'acte, il légitimait des tiers. Et ce, dans la chambre d'accusation de Caen en l'absence de M^{me} Boulin, qui avait écrit qu'il contractait dans le cadre d'une situation juridique confuse, si même de cette information n'est pas déterminée avec une parfaite précision.

C'est bien ce détail qui constituait le fondement de la réplique de M^{me} Gallot au nom de l'Etat. « Dis-lui, dit-il, qu'il était reconnu que Robert Boulin n'avait pas eu l'intention de léser des tiers, il est bien évident que la phrase aujourd'hui incriminée par sa famille n'a pas la portée que celle-ci entend lui donner. » Assurément, M^{me} Gallot reconnaît que la rédaction fut maladroite, que pour sa part il en aurait préféré

une autre, mais, dit-il, en l'absence qu'il y eut « imposture commune qui sera de la simple simulation un faux en écriture publique », les magistrats ont voulu dire que ce faux concernait uniquement Henri Tournet puisqu'il était établi contre lui seul qu'il avait eu l'intention de léser des tiers en agissant comme il le faisait. La chambre d'accusation, pour qualifier les agissements de Tournet, avait bel et bien le devoir de les apprécier dans tous les aspects et détails, y compris ceux pouvant faire apparaître en tant qu'acquiescement Robert Boulin.

M^{me} Gallot ne voulait en aucune façon, et il l'a répété à plusieurs reprises, apparaître en accusateur de Robert Boulin, bien au contraire : « Je suis le premier à dire et à croire profondément que l'ancien ministre ignorait tout des agissements de Tournet et je pense, pour ma part, qu'il fut d'abord la principale victime. » Voilà qui a pu mettre un peu de baume au cœur de M^{me} Boulin et de ses enfants. Le 15 juin, on entendra les conclusions du ministère public qui, dans une telle affaire, a assurément son mot à dire, lui aussi.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) Henri Tournet, qui est réfugié sur l'île d'Olbia (Baléares) depuis 1980 et ne s'est pas présenté à son procès, a été condamné le 15 octobre 1980, à quinze ans de réclusion criminelle pour faux en écriture publique et usage de faux.

MÉDECINE

LES MÉDIATEURS FONT D'ULTIMES PROPOSITIONS AUX ÉTUDIANTS

Au terme de plusieurs heures de discussion avec les représentants des étudiants en médecine grévistes, les médiateurs nommés par M. Pierre Mauroy ont présenté, le mercredi 11 mai - après consultation des ministères intéressés, - une série de nouvelles propositions complétant le texte du 6 mai (le Monde daté 8-9 mai). L'ensemble de ces propositions représente les concessions maximales que le gouvernement accepte de faire pour tenter de régler un conflit qui dure depuis deux semaines. Les étudiants grévistes se prononceront dans les prochains jours sur les suites qu'ils entendent donner à leur mouvement.

La liste des propositions complémentaires comporte plusieurs points qui sont favorables par les étudiants en grève. Il est notamment indiqué que le programme de synthèse clinique et thérapeutique sera révisé par les étudiants et les enseignants. Cette précision permet - aux étudiants - d'empêcher dans l'avenir une possible intervention de deux épreuves qui seraient soumises à un contrôle rigide par les pouvoirs publics. Les décisions de révision des programmes de synthèse clinique et thérapeutique seront prises avant le 15 mai.

Autre point important : l'assurance d'aucun examen terminal ne sera mis en place pour valider le cycle des études. Il est aussi indiqué que les représentants des étudiants seront consultés sur l'organisation - qu'ils estiment mal équilibrée - de certaines interventions.

Une commission sera mise en place pour définir à quel moment les étudiants des facultés de spécialités pourront bénéficier d'une spécialité future (les étudiants devraient pouvoir le faire au cours de cursus ; le gouvernement voudrait que le choix se fasse dès l'origine). Des commissions seront aussi constituées pour organiser une réforme des deux cycles des études, où devrait pouvoir être mise en place un début d'enseignement de médecine générale.

Il reste que les représentants du gouvernement n'ont pas voulu céder sur un point capital : le mode d'accès aux concours uniques des six filières et options (spécialités médicales, chirurgie, psychiatrie, biologie médicale, santé publique, recherche). Une commission a été apportée en partie une proposition étudiante : la note obtenue au concours unique porterait pour 80 % sur un tronc commun d'épreuves, les 20 % restants étant attribués sur six « cahiers » établis par les étudiants et correspondant aux six filières et options. Les médiateurs ont remarqué que sur ce point ils n'ont pas encore obtenu l'aval du gouvernement. Si des internes seraient ouverts.

La recherche ne concernant que l'interne.

D'autres précisions sont données sur la période transitoire, les étudiants d'internat étant autorisés à ceux qui seront reçus de disposer du titre d'interne de C.H.U.

Les étudiants ont fait savoir qu'ils effectuaient la « leur dernière intervention », « non par manque de volonté », a expliqué le professeur Jean Dausset, pour des raisons juridiques, des décisions devaient être prises avant le 15 mai. Les associations générales des étudiants grévistes se prononceront dans les jours qui viennent sur ce complément de propositions et sur l'arrêt ou la continuation du mouvement de grève.

JEAN-YVES NAU.

LES DOYENS DES FACULTÉS DE PHARMACIE DÉCIDENT DE SURSEoir MOMENTANÉMENT À LEUR DÉMISSION COLLECTIVE.

Après leur réunion de mercredi collective (le Monde du 10 mai), les doyens des facultés de pharmacie viennent de décider de « surseoir momentanément » à cette décision, compte tenu des assurances et précisions obtenues de la part de M. Savary, ministre de l'éducation nationale, et (...) de l'important entretien du 10 mai avec M. Blondel, conseiller auprès du premier ministre.

Cette menace de démission visait l'absence de rémunération des fonctionnaires hospitaliers des études de cinq années que prévoit la proposition de réforme. Pour les doyens, « aucune décision n'a été prise au fait des résidences du ministère des finances » un arbitrage avait été promis successivement en décembre 1982, janvier 1983 puis avril 1983. Cet arbitrage pourrait être rendu dans les jours qui viennent.

M. Edmond Hervé se déclare prêt à faciliter l'exercice de la médecine de groupe

De notre correspondant

Rennes. - « Enfin, il nous est répondu avec précision aux questions posées par nous », a déclaré M. Edmond Hervé, ministre de la Santé, à l'occasion de la visite du docteur William Junod, président du Syndicat national des médecins de groupe (S.N.M.G.), à traduire ainsi, en fin de journée, le sentiment d'un quelconque congrès national du syndicat, qui vient de se réunir à Dinard. « La médecine de groupe, pluridisciplinaire, ne peut pas favoriser le développement de la médecine de groupe », a-t-il déclaré. « La médecine de groupe », avait déclaré le ministre d'Etat à la Santé, qui en a appelé à toutes les initiatives locales, qu'elles viennent de professionnels ou de la santé », pour aussitôt affirmer que « la réponse repose, à titre principal, sur le médecin et plus particulièrement sur le médecin généraliste ».

Répondant aux revendications précises des médecins de groupe, le secrétaire d'Etat - M. Hervé - a répondu au S.N.M.G. (une revendication datant de 1972). Accord aussi du secrétaire d'Etat pour des conventions d'hospitalisation de jour, dans le problème de la prise en charge par la réalisation dans les mois à venir de la prise en charge par les services M. Hervé attend les propositions du S.N.M.G. qui ont été la ré-

du temps médico-social, « dans le devoir de la médecine », a-t-il déclaré. M. Hervé, ministre de la Santé, a déclaré que la médecine de groupe n'a été prise en compte que dans le cadre de la médecine de groupe. Le secrétaire d'Etat a déclaré que la médecine de groupe n'a été prise en compte que dans le cadre de la médecine de groupe. Le secrétaire d'Etat a déclaré que la médecine de groupe n'a été prise en compte que dans le cadre de la médecine de groupe.

CHRISTIAN TUAL.

AU TRIBUNAL DE MARSEILLE

Un contrôle de police au pistolet mitrailleur

De notre correspondant

Marseille. - Au centre du prétoire, un jeune homme âgé de vingt-six ans, porteur d'une veste de cuir, d'une cravate et d'une moustache - représentant d'une marque de véhicules, - un pistolet mitrailleur suspendu à l'épaule, a mimé devant les juges de la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille, mercredi 11 mai, les gestes de son meurtrier au soir du 18 octobre 1980.

Un voir s'écouler, inaudible, il explique : « J'ai renoncé à la P.M. par la voie avant. Quand j'ai voulu le ressortir il m'a fait un moulinet de rotation et, à ce moment-là, il m'a dit que l'un des jeunes faisait un mouvement menaçant. J'ai dit que j'étais prêt à aller au combat et j'ai dit que j'étais prêt à aller au combat et j'ai dit que j'étais prêt à aller au combat ».

A cette époque, Paul Tailfefer ne vendait pas de voitures, il les contrôlait. Avec un pistolet mitrailleur que personne ne lui avait demandé de prendre. Il C.R.S. Cela lui valait de patrouiller, avec trois autres de ses collègues, dans la cité de la Bussière, où, un soir, il avait été volé d'une voiture superavante. Une autre voiture avait été volée d'un barage établi par des policiers. Paul Tailfefer avait peur. Parce qu'il savait se trouver dans une cité « dure » des quartiers nord de Marseille, où les forces de l'ordre étaient quotidiennes. C'est à ce moment-là qu'une R-12, à l'intérieur de laquelle se trouvaient quatre jeunes gens, était arrivée. Les occupants de la R-12, tous d'origine maghrébine, étaient parfaitement en règle. La voiture venait d'être volée, les papiers d'identité contrôlés. Ils étaient même autorisés à reprendre leur route. Mais cela n'avait pas suffi au C.R.S. qui, à 16 heures, avaient entendu dire supe-

riant : « Attention, j'ai le gachette facile de soir... ».

« Ce n'est pas moi »

La suite on la connaît : Houari Ben Mohamed, dix-sept ans, d'origine marocaine mais naturalisé français, meurt quelques instants plus tard de deux balles dans la tête, parce que, selon les propos mêmes de son meurtrier, « il avait les mains qui descendaient » et « s'était un peu penché en avant ». Affilié après les déclarations, le défenseur de l'ordre se précipite vers le fourgon en criant : « Ce n'est pas moi, les coups sont partis tous seuls. »

Au fait, que faisait-il devant un tribunal correctionnel, l'ex-C.R.S. Tailfefer, révoqué immédiatement après les faits ? Ils étaient une cinquantaine, devant le tribunal, venus des quartiers nord, à poser silencieusement la question à l'issue de banderoles où l'on pouvait lire : « La cour d'assises pour le C.R.S. assassin ». M. Gilbert Collard, pour la partie civile, a soulevé la question de la compétence du tribunal.

La défense, par la voix du bâtonnier Marc Greco, plaidera la maladresse, l'imprudence et « l'ambiance particulière de ce soir-là ». M. Grosso, autre défenseur, invoquera « la mauvaise formation des C.R.S. au maniement d'armes ».

Le substitut du procureur, M. Jacques Cruciani, s'en est tenu à la thèse de l'imprudence et a estimé qu'un an de prison était suffisant, laissant au tribunal le soin de l'assortir à ses guises de jurisprudence. « Un an, c'est pas cher », a remarqué un jeune loupard de la Bussière : « Si on avait fait ça, nous, on s'en plongeait ».

Jugement le 18 mai.

JEAN CONTRUCCI.

A LA COUR D'ASSISES DU VAL-DE-MARNE

Le viol contesté

Un viol, trois accusés. Premier procès : deux d'entre eux se présentent. Ils sont acquittés (le Monde du 25 septembre 1982). Deuxième procès, mercredi 11 mai : le troisième homme se présente, M. Bernard Galliana, quarante-cinq ans, patron de café. La cour d'assises du Val-de-Marne, présidée par M. Pierre Servat, à Créteil, l'a lui aussi acquitté.

M. Galliana avait refusé de se présenter à l'audience du 25 septembre. Il avait expliqué son geste dans une lettre : « Cette décision est une ultime protestation de mon innocence. Pendant quatre ans, j'ai gardé l'espoir d'un supplément d'information qui m'aurait permis de ne pas passer par devant cette cour. Les juges ont été une véritable calvaire. J'ai des dettes, mon nom a été sali, ma femme a subi des pressions. C'est un combat pour moi, pour mon honneur, pour cette réputation que j'ai construite et que j'ai maintenant à protéger. Je tiens à protester contre l'absence de motivation des décisions rendues. »

Frère, frère, Marie-Andrée Marion vit, aussi, son calvaire. Ce procès représentait pour elle le dernier espoir de sa fille entérée. Elle avait vu sa fille violée par les trois hommes dans un café parisien.

Maria-Andrée Marion à l'époque en traitement à l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif pour troubles psychosomatiques. « J'avais voulu en parler à quelqu'un, a-t-elle expliqué. J'ai entré dans un café pour téléphoner, et puis j'ai vu que je n'étais pas seule. Ils m'ont proposé de me accompagner à Paul-Brousse, mais j'ai refusé. En fait, au café de Galliana, ils ont vu que j'étais obligée de me débarrasser. Ils m'ont frappée, m'ont une table et m'ont mis ma bouche et mon sexe. »

MM. Alain Chapalain, Henri Lengua et M. Hervé ont été acquittés. Certes, ce soir-là, ils

ont bu. Mais c'est elle qui a voulu venir avec eux. « Excitée et hystérique », ont expliqué à leur tour MM. Lengua et Chapalain lors du premier procès, elle a commencé à hurler. Elle a soulevé son pull, nous a montré ses seins. On l'a frappée pour qu'elle se calme. Le reste, elle a tout inventé. »

Un goût de cendre était resté dans la bouche de ceux qui ont assisté au procès de septembre 1982. La victime, au moins supposée, avait trop été la cible du feu croisé des questions. Et celles-ci avaient été posées de telle façon que l'on avait eu l'impression que c'était elle l'accusée.

Il y avait d'un côté cette femme, actrice, homosexuelle, revendiquant son statut de lesbienne, et refusant l'expertise psychiatrique. Une expertise qui consiste à analyser les paroles de la victime et non les faits. L'examen du corps de la jeune femme constatait une déchirure vaginale et des lésions de la vulve. Mais le médecin n'avait pas fait le poids.

De l'autre côté, se tenaient deux hommes, certes un peu portés sur la bouteille et aimant la rigolade, mais bons pères de famille. La cour d'assises, le 24 septembre, leur a donné raison, rejetant l'accusation de violence sur le seul fait qu'ils avaient bu.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Publicité mensongère. - La 31^e chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 10 mai, le fondateur, M. Dominique Mézard, le gérant, M. Serge Donnio, l'animatrice, M^{me} Agnès Bonnamy, et deux secrétaires, M^{me} Monique Piffret et M^{me} Monique Bouanani, d'une société, la Publicité parisienne, à des peines allant de dix-huit mois d'emprisonnement à 2 000 francs d'amende.

Entre les mois de juillet et de septembre 1982, la société avait fait paraître, dans un quotidien parisien, des petites annonces concernant des logements à louer. Aux clients intéressés, on faisait verser une somme de 300 francs, signer un document intitulé « ordre de publicité », et on leur donnait le numéro de téléphone ne correspondant pas à des offres de location.

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
DEPUIS 1875



5 RUE DE CASTIGLIONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS - LONDRES - NEW YORK

RADIO-TÉLÉVISION

LE FINANCEMENT DES RADIOS PRIVÉES LOCALES

Le gouvernement va faire la chasse à la publicité clandestine

Tous ceux qui spéculent sur une ouverture prochaine de la législation concernant les radios libres à la publicité sont désormais prévenus : le gouvernement n'a pas l'intention de proposer à l'Assemblée nationale la moindre modification du régime actuel. M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, venu soutenir mercredi 11 mai devant les députés le projet d'extension de la loi sur l'audiovisuel aux territoires d'outre-mer

(voir page 8), en a profité pour dénoncer ce qu'il qualifie de « véritable campagne » menée par certains en faveur de la publicité. Selon lui, la loi sur l'audiovisuel « s'appliquera dans toutes ses conséquences au fur et à mesure que la Haute Autorité délivrera les autorisations d'émettre », les auteurs d'infractions risquant non seulement le retrait de l'autorisation, mais aussi des poursuites pénales.

« Campagne » ? Le mot paraît bien fort pour décrire cet état d'esprit général né d'un simple constat sur le terrain et de l'expérience difficile de gestion quotidienne d'une radio. « Campagne » signifierait mouvement organisé, canalisé, orchestré. Or rien de plus désuet, d'éclaté, que le mouvement des radios libres au sein duquel se côtoient désormais les forces et les intérêts les plus divers. Et quoi de plus constant dans l'his-

toire des radios libres que cette revendication concernant la publicité ? Souvent entendue lourdement, les radios ont dû s'organiser elles-mêmes, le plus souvent de façon individuelle, parfois collectivement. Une fois épuisées les ressources traditionnelles, fait le tour des sources mêmes de subventions, le recours aux pratiques publicitaires s'est peu à peu imposé. Malgré la répugnance initiale de nombreuses stations. Malgré la loi.

Malgré l'annonce, aussi, par MM. Mauroy et Filloud d'une subvention qui a pris des allures d'Ariane et dont le montant annoncé paraît aujourd'hui incertain. Participant, le week-end dernier, au colloque organisé par la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) sur le thème du financement, M. Jean-Michel Galabert, président de la commission chargée de répartir ce fonds de soutien, annonçait en effet que seule la moitié de la somme initialement promise, soit 50 000 F seulement, pourrait être octroyée aux stations retenues dans la publication de leur autorisation au Journal officiel. Les autres versements devant être répartis dans le temps.

La raison tenait en fait à deux points : d'une part le dépassement probable du nombre d'autorisations initialement prévu pour la fin de l'année (le chiffre serait plus proche de 900 que de 700) ; d'autre part, l'incertitude portant sur les recettes fluctuantes des régies publicitaires dont dépend directement le fonds.

Un avertissement

De quoi inciter cependant fédérations et groupements de radios à faire connaître leurs propres propositions de financement. Comme cet accord passé entre la F.N.R.L. et la Banque française de crédit coopératif qui permet aux radios autorisées de recevoir rapidement une avance de la

subvention du fonds de soutien, éventuellement doublée d'un prêt équivalent.

De quoi aussi relancer le débat sur la publicité... ou sur les façons de s'accommoder des maintenaient de son interdiction. L'absence de définitions précises dans un texte juridique n'en donne-t-elle pas les moyens ? Sans doute, même si le secrétariat d'Etat a décidé de reprendre désormais à son compte l'approche déterminée, au début de l'année, par un groupe de travail de la commission Galabert. Ainsi serait considéré comme un message publicitaire « tout ce qui présente ou cite de façon répétitive un produit, un homme, une marque, une société, un service, dans le but de créer, de maintenir ou d'augmenter une clientèle en procurant des avantages financiers ou en nature à celui qui les diffuse ».

La rédaction est habile et permet d'englober à la fois les formes traditionnelles de la publicité (généralement les spots), le parrainage (sponsoring) ou toute autre forme d'activité promotionnelle. Le contrôle ? Nul besoin de créer de nouveaux services, dit-on au cabinet de M. Georges Filloud. L'instrument existe, c'est le Service d'observation des programmes (SOP), créé tout spécialement pour traquer dans les programmes du service public toute forme de publicité clandestine. C'est donc à lui qu'incomberait la charge de veiller désormais au respect de l'interdiction de la publicité sur les radios locales privées.

Plus qu'un rappel, l'intervention de M. Filloud est donc aussi un avertissement. Gare aux radios dont l'autorisation est désormais officielle !

Prenons garde simplement que, à trop guetter les petites entorses, on en oublie les grosses manœuvres. Certaines radios périphériques en savent quelque chose... ANNICK COJEAN.

PRESSE

LE DOSSIER HERSANT

M. André Audinot (« le Figaro ») réclame un non-lieu pour de « pseudo-infractions »

M. André Audinot, P.-D.G. du Figaro et député (non inscrit) de la Somme, vient de déposer auprès de M. Claude Grelhier, juge d'instruction à Paris, une demande de non-lieu pour l'inculpation dont il est l'objet, avec dix-sept autres personnes - dont

M. Robert Hersant, patron de la Socpresse, - pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse. Son dossier est, d'autre part, en instance à la Cour de cassation.

An cours d'une conférence de presse réunie mercredi 11 mai à Paris, le directeur de la publication du Figaro a déclaré « avoir le sentiment de servir de cobaye ». Les fonctions qu'il a occupées et occupe dans le groupe de presse de M. Hersant le sont, a-t-il estimé, « en parfaite légalité », après avis des responsables gouvernementaux consultés avant le changement de majorité.

M. Audinot a repris la thèse qu'il avait déjà exposée (le Monde du 22 septembre 1982). Jusqu'en mai 1981, l'interprétation de l'ordonnance de 1944 était « restrictive » et ne concernait pas les « personnes morales ». Ce point de vue est corroboré par l'avis d'une vingtaine de spécialistes interrogés par ses soins. Le dernier en date, sollicité par M. Roger Gruss, P.-D.G. de Nord-Matin (lui aussi inculpé), n'est autre que M. Georges Léauté, profes-

seur de droit, choisi par l'actuel garde des sceaux pour présider la commission de réforme de la procédure pénale. M. Léauté fut aussi l'un des responsables du service juridique et technique de la presse, de la Libération à 1953. Dès lors, l'argumentation des syndicats de journalistes - qui ont déposé plainte en 1977 - ne tient pas. Elle est, de plus, sélective, puisque d'autres groupes de presse, qui sont dans une situation analogue à celle du groupe Hersant, ne sont pas inquiétés. Il s'agit donc, aux yeux du député de la Somme, de « pseudo-infractions » à l'ordonnance de 1944 et d'une application « sélective » de la législation. En un mot, le procès qui lui est fait est politique : « Depuis 1981, on tente de faire dire au texte ce qu'il ne dit pas ».

« Liberté d'information »

« Rien ni personne ne me fera taire », a encore déclaré M. Audinot. Ni lui ni le journal qu'il dirige. Celui-ci a entrepris une campagne systématique auprès de la presse étrangère pour que celle-ci répercute ses préoccupations sur « la liberté de l'information en France ». Ainsi le quotidien allemand Die Welt a publié le 24 mars un article que le Figaro a reproduit dans son édition du 12 avril sous le titre « La presse libérale en danger » (1). Le Washington Post a fait de même le 28 mars (reproduit dans le Figaro du 26 avril). M. Audinot a indiqué qu'il avait rencontré des journalistes italiens, suisses, hollandais... « J'irai partout, inlassablement, expliquer ce qui se passe en France, le mauvais coup qu'on m'a fait ».

S'agissant des redressements fiscaux que subit depuis peu le groupe Hersant, et qui dépasseraient les 190 millions de francs (le Monde du

5 mai). M. Audinot a déclaré que « les quelques redressements reçus ne permettent pas de savoir si les chiffres annoncés sont exacts ». Il a indiqué que son groupe de presse « n'était pas organisé pour frauder », que « la comptabilité était bien tenue » et qu'il était « surpris d'apprendre que des fonctionnaires de la direction générale des impôts font bénéficier d'autres journaux (en l'occurrence le Canard enchaîné) d'informations ». « Si tout cela se vérifie, a ajouté M. Audinot, nous en tirerons les conclusions juridiques ». Le conseil de surveillance du Figaro a d'autre part protesté contre « les manœuvres intéressées, en haut lieu, contre un organe de presse qui n'a cessé (...) de défendre la liberté d'expression ».

Le P.-D.G. du Figaro a en outre présenté un opuscule de cent trois pages qu'il vient de publier, intitulé La gangrène des libertés. Pour lui, son inculpation est symptomatique d'une « maladie qui accompagne, plus ou moins rapidement, plus ou moins ouvertement, mais toujours, les régimes dont le fondement est le marxisme ». Le député de la Somme estime que « les libertés essentielles sont menacées », notamment dans les domaines de la justice, de l'économie, de l'agriculture, du travail, de la médecine, de l'enseignement, des échanges extérieurs. Sa « certitude angoissée » : « Il est possible que la France ressemble à la fin du septennat à une démocratie populaire appauvrie et enchaînée ».

(1) Le correspondant à Paris de Die Welt a, au cours de cette conférence de presse, émis des réserves sur l'origine de cet article, qui aurait été en fait fourni par le Figaro lui-même, son auteur ne faisant pas partie des journalistes du quotidien allemand.

Jeudi 12 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Téléfilm : Bel Ami. D'après Maupassant, réal. P. Cardinal. Bel Ami continue son ascension sociale jalonnée de victimes féminines...
- 22 h 15 Leçon de cinéma de François Truffaut. Réal. J.-M. Serron. Le metteur en scène des 400 Coups, à travers des extraits de ses films, parle de la construction d'un scénario, du choix des acteurs, des enfants. Passionnant.
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Magazine : L'heure de vérité. De F.-H. de Virieu. Avec M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité.



- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock : Bob Marley. Héros de la communauté noire, porte-parole des ghettos, Bob Marley a envahi le monde entier de ses rythmes à la fois élastiques, lancinants et torrides. Une belle émission, un hommage composé d'extraits de

concerts, d'interviews inédites, de séquences dans les studios d'enregistrement.

- 22 h 55 Sport : jado. Championnat d'Europe masculin.
- 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Parole donnée : Les malheurs de Cathy. Les adolescents de la Guadeloupe. Réal. J. Prat. Une comédie-fiction un peu maladroite, mais fraîche, vivante, inventée par des adolescents de Basse-Terre et qui dit avec humour pas mal de choses sur le mal de vivre d'une certaine jeunesse urbaine guadeloupéenne.
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 50 Ciné-passion de M.-C. Barrault.
- 21 h 55 Film : L'Adoption. Film français de M. Grunbaum (1978), avec G. Chaplin, J. Perrin, P. Norbert, G. Lorin, M. Charvettes. Un couple appartenant à un milieu intellectuel évolue « adopté » un adolescent malade et déboussolé, le mène à ses jeux sans tabous, puis le délaisse. Un premier long métrage plein de qualités dans la mise en scène, l'aide de certaines situations, la critique féroce d'une certaine malhonnêteté bourgeoise.
- 23 h 25 Une minute pour une image, d'Agost Varda.
- 23 h 30 Prélude à la nuit. « Capriccio », de F. Poulenc, interprété à deux pianos par E. Eszterjan et P. Corra.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Le jérôme aux betteraves, de R. Dubillard. Avec M. Bouquet, R. Bouzille, M. Machado, C. Piéplu et le Quatuor Bernède.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné le 23 février 1983 à la Maison de la Mutualité à l'occasion de l'inauguration de l'Institut kurde de Paris) : danses populaires par les groupes Komkar, sol. Ziffo et Mahabad, sol. Temo (tembur et voix).
- 22 h Fréquence de nuit : œuvres de Charpentier, Vivaldi, Mozart, Honegger, Prokofiev...

Vendredi 13 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h H.F. 12 (info).
- 12 h 30 Absout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes : La folie, vous connaissez ?
- 14 h 5 L'Antiquité dans notre environnement : Arles lésion du C.N.D.P.
- 14 h C'est à vous.
- 14 h 25 Le village dans les musées.
- 15 h 50 Histoire d'en rire.
- 15 h 5 Météorologie.
- 15 h 15 Émissions régionales.
- 15 h 40 S'il vous plaît.
- 16 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Coco-boy. Émission de S. Collaro et M.-F. Ricini. Avec G. Montagné, J. Roucas, M.-P. Casay et A. Scoff.
- 21 h 40 Série : Lucien Levaux. Lucien, chargé d'organiser des élections, reçoit une lettre anonyme dénonçant le D. Du Portier comme responsable de sa séparation avec Bathilde. Un entretien avec elle dissipe le malentendu. Un feuilleton classique.
- 22 h 56 La forêt Notre-Dame. Émission de J.-M. Soyex. La chorégraphie de la cathédrale de Paris commentée par M. Sylvestre, ingénieur des Eaux et Forêts.
- 23 h 25 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOIPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : La vie des autres.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Série : Le cœur au ventre.
- 16 h 5 Reprise : Les jours de notre vie. Le portrait (diff. le 11 mai).
- 16 h 55 Indésirables. de S. Richard. Musique-mémoire de la Révolution.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : Secret diplomatique. De D. de la Patellière. Un gendre-chasse et un ambassadeur de France retrouvés morts : le commissaire Varant est sur les traces d'un nazi.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : histoire de couples, sous invités : Cevennes (les Yeux plus grands que le ventre), D. Desautel (Les Cils d'Élie), B. Groult (Les Trois Quarts du temps), J. Perry (Folle raison), M. Tournier (Gilles et Jeanne).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle Michel Simon) : Boudu sauvé des eaux. Film français de J. Renoir (1932), avec M. Simon, C. Granval, M. Haima, S. Lerezniska, J. Dasté (N. Rodifussion). Un clochard qui s'était jeté dans la Seine au pont des Arts est sauvé et recueilli par un libraire. Le recapté ayant repris goût à la vie sème le désordre chez son « bienfaiteur ». Truculent et génial numéro de Michel Simon, faisant avec la complexité du réalisme, la nique à la morale bourgeoise. La mise en scène capte la vie, suit l'élan des acteurs. Un des grands « classiques » de Jean Renoir.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 25 A.N.P.E. : Séquence emploi.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre. Mouvement pour l'autogestion distributive.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Deesin animé : Tintin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord (L.N.C.) : Locutions saisonnières.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Vendredi : 68, connaissez pas ! Magazine d'information d'A. Campana. Un petit film de montage, trente-trois minutes de documents sur les prises de parole dans la rue, les universités, les salons ont un débat où seront confrontés des jeunes lycéens ou apprentis d'aujourd'hui, et trois invités dont Daniel Cohn-Bendit, ancien leader de la révolution, et M. François Cayras, ancien président du C.N.F.P.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardin, E. Dizon et J. Egner. Revue de presse : Exposez la semaine : Douleurs : comment faire développer et tirer vos photographies ? Flash pratique : la photo panoramique.
- 22 h 38 Une minute pour une image. D'Agost Varda.
- 22 h 40 Prélude à la nuit. « Sonnets pour violon » de C. Franck par E. Friedman, au violon, et L. Petitjean, au piano.
- 23 h 10 Journal et spécial foot.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : l'Office de la recherche scientifique et technique des DOM-TOM.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 8 h 50, Echec au hasard.
- 9 h 7, Matinales des arts du spectacle.
- 10 h 45, Le texte et la marge : « Eugénie de Guérin » de Wanda Bannour.
- 11 h 2, Musique : Méphisto (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Agora.
- 12 h 45, Panorama.
- 14 h, Sons.
- 14 h 5, Un livre, des voix : œuvres de W. Blake, tome IV.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire, Mira Kudik Khas.
- 15 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
- 16 h, Actualité magazine.
- 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : hasard ou ignorance en physique.
- 20 h, Émission hebdomadaire : les enfants et la maladie (en liaison avec l'émission de TF1 diffusée le 9 mai).
- 21 h 30, Black and blue : Spécial Festival d'Angoulême.
- 22 h 30, Nuits magiques, en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Schoenberg, Schubert, Boccherini...
- 7 h 5, Concert : « Concerto n° 20 », de Mozart par l'Orchestre national de France, dir. : J. Loughran.
- 7 h 45, Le Journal de musique.
- 8 h 10, Concert : « 9 Symphonie », de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. : S. Ozawa.
- 9 h 5, D'une oreille l'autre.
- 12 h, Actualité lyrique.
- 12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
- 13 h, Avis de recherche : œuvres de Vitali, Rametta.
- 13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Villa-Lobos, Satie, Berrios, sol. F. Kleydjens, guitare.
- 14 h, Équivalences : œuvres de Buxtehude, Bach, Schumann, Gigout.
- 14 h 30, Les enfants d'Orphée : les animaux du fantastique.
- 15 h, La société nationale de musique.
- 17 h 5, Les Intégrales : la musique religieuse de Mozart.
- 18 h, Jazz : le clavier bien rythmé.
- 18 h 30, Studio-concert (donné le 18 février 1983 au Théâtre du Rond-Point) : Œuvres de Bononcini, Fraccolini, Uccellini... avec E. Gatti, violon baroque...
- 19 h 35, L'imprévu.
- 20 h 20, Concert « Variations pour orchestre sur un thème de Haydn », de Brahms, « Variations sans fugue », de Kagel, « Concerto pour violon, violoncelle et orchestre », de Brahms, par l'Orchestre symphonique du Sud-Ouest, dir. : M. Barnet, sol. D. Sikorovski, violon, et M. Matsky, violoncelle.
- 22 h 15, Fréquence de nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 12 MAI

- M. Turkmen, ministre des affaires étrangères de Turquie, est invité à l'émission « Le temps de dire » à 19 heures sur Radio-Service-Tour-Eiffel, 101,5 MHz, Paris.

Vendredi 13 mai
à 20 heures

COURSES

à

VINCENNES

Pari jumelé dans toutes les courses

Pari trio à chaque réunion

Retenez votre table au « Privé »
989-67-11

Prochaines soirées :
17-20-25 MAI

AGRICULTURE

L'agitation paysanne

Les manifestations agricoles se poursuivent en attendant la reprise des négociations sur les prix agricoles, lundi 16 mai à Bruxelles. Elles devraient même s'intensifier pendant les deux jours prévus pour ce conseil des ministres, où les Dix espèrent parvenir à un compromis. La « chasse » aux camions étrangers a donc continué, dans le Pas-de-Calais, où les agriculteurs ont obtenu du

préfet que deux poids lourds soient reconduits à la frontière belge, le Nord, la Mayenne. Ce sont les importations de porcs ou de salaisons qui sont visées, mais aussi celles de moutons ou de légumes néerlandais.

En Bretagne, région la plus touchée par la crise des productions animales (porc, aviculture et lait), les dirigeants syndicaux, divisés en tendance selon les départements, aimeraient

privilégier les campagnes d'« explication » et effacer les images de violence laïques dans l'opinion publique par les manifestations de Quimper et de Saint-Brieuc. D'autre part, si la crise du porc est réelle, en France mais aussi dans la Communauté, où la production est en augmentation, on s'interroge sur la fiabilité des cours enregistrés aux marchés au cadran de Bretagne.

En Bretagne : les syndicalistes veulent privilégier les campagnes d'explication

De notre envoyée spéciale

Brest. - Quelques jours avant les nouvelles négociations sur les prix agricoles, la Bretagne a décliné une mobilisation générale. Après les manifestations violentes des producteurs de porc à Quimper, et des aviculteurs à Saint-Brieuc, les syndicalistes paysans de la région, affirmant leur volonté de mener des actions plus « rigoureuses » et plus larges, il leur faut désormais faire appel à l'opinion publique. Si les camions routiers venant à intercepter les camions étrangers continuent, ainsi que les démarches auprès des élus locaux, si de nouvelles formes de manifestations sont prévues, les syndicalistes ont décidé, semble-t-il, de mettre fin, pour un temps, à des formes d'action qui pourraient les opposer entre eux.

meurs. On oublie encore les trains bloqués, les manifestations calmes.

Dans les autres départements bretons, la situation est moins tendue et les agriculteurs préfèrent aujourd'hui les campagnes d'explication et l'appel à l'opinion publique : à la sortie de l'autoroute Paris-Rennes, à La Gravelle, les vacanciers ont été ainsi invités à passer gratuitement le péage. Un tract leur a été distribué, qui dénonce les méfaits des montants compensatoires. Des œufs leur ont été proposés à prix réduit. De semblables manifestations sont prévues dans les autres départements pour les jours à venir.

Une manifestation d'agriculteurs

Une manifestation d'agriculteurs - « Elles sont toutes aussi concernées que les hommes » - est prévue pour lundi prochain. « L'agriculture », affirme-t-on au Centre régional des jeunes agriculteurs (C.R.J.A.), est la « pierre angulaire de la Bretagne ». C'est notre principale activité économique. Regardez le nombre d'emplois qui sont concernés dans la production et la sous-traitance. Or, aujourd'hui, toute l'agriculture est en crise. Il faut que les Français comprennent que les montants compensatoires mettent en péril notre économie et que le retard dans la fixation des prix agricoles est pour nous une véritable catastrophe : depuis le 1^{er} avril, les producteurs de lait ont déjà perdu 10 millions de francs. Or, l'illégalité est le premier département laitier de France et 70 % des jeunes qui s'installent se spécialisent dans ce domaine.

Les actions vont donc se multiplier avant les négociations de Bruxelles lundi prochain. L'agriculture bretonne tout entière est mobilisée aujourd'hui. Mais l'action des producteurs se heurte à une double difficulté : la volonté de manifester dans le calme n'empêche pas les jeunes, dont la situation est plus difficile (ils sont très endettés), d'avoir des réactions plus « musclées » que leurs aînés. D'autre part, l'hyper-décentralisation du monde agricole ne facilite pas les actions unitaires. « C'est à chaque fois trois cent cinquante personnes à prévenir de nos décisions », note un responsable du C.R.J.A. Reste la réalité de la terre : « Nous ne savons pas combien d'agriculteurs viendront au rendez-vous que nous leur avons fixé. Tous les travaux des champs sont aujourd'hui en retard. L'ensilage n'est pas fait. La moisson n'est même pas encore semée ».

Les actions vont donc se multiplier avant les négociations de Bruxelles lundi prochain. L'agriculture bretonne tout entière est mobilisée aujourd'hui. Mais l'action des producteurs se heurte à une double difficulté : la volonté de manifester dans le calme n'empêche pas les jeunes, dont la situation est plus difficile (ils sont très endettés), d'avoir des réactions plus « musclées » que leurs aînés. D'autre part, l'hyper-décentralisation du monde agricole ne facilite pas les actions unitaires. « C'est à chaque fois trois cent cinquante personnes à prévenir de nos décisions », note un responsable du C.R.J.A. Reste la réalité de la terre : « Nous ne savons pas combien d'agriculteurs viendront au rendez-vous que nous leur avons fixé. Tous les travaux des champs sont aujourd'hui en retard. L'ensilage n'est pas fait. La moisson n'est même pas encore semée ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui reporte d'un an les élections à la Mutualité sociale agricole (M.S.A.). Ce délai doit être mis à profit pour rechercher « en concertation avec toutes les parties prenantes, les adaptations permettant de mieux associer les salariés à l'administration de leur régime de protection sociale ». La M.S.A. est le régime autonome de sécurité sociale de l'agriculture. Ce régime est commun aux exploitants et à leurs salariés pour l'assurance maladie et les prestations familiales, mais il est réservé aux

exploitants pour la retraite. Les dirigeants de la M.S.A. sont favorables à la création d'une structure spéciale chargée des questions relatives aux salariés. Celle-ci devrait être composée à parité de représentants des employeurs et des salariés. Pour M. Rocard, ces derniers devraient y être majoritaires. Par contre, le ministre est favorable, comme le souhaite la M.S.A., au maintien de l'unité de la Mutualité sociale agricole comme au maintien d'élections aux niveaux communal, cantonal, départemental et national.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
Entreprise Nationale des Services aux Puits
Direction des Opérations Spéciales

AVIS DE PROLONGATION DE DÉLAIS

L'E.N.S.P., Direction des Opérations Spéciales, 2, rue Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, H. Dey - Alger.

Informez les sociétés concernées que l'Appel d'offres international n° 001/83 pour la fourniture de 4 unités dont la date de clôture était initialement prévue au 30/4/83 est prorogée de 15 jours à compter de la publication du présent avis.

Les arcanes du cours du porc

Y a-t-il eu ou non manipulation des cours du porc sur les marchés au cadran (1) de Bretagne ? Poser la question au moment où les producteurs se battent contre les montants compensatoires monétaires qui les pénalisent par rapport aux concurrents des pays à monnaie forte - d'où les « contrôles » des camions de produits importés - peut avoir une allure de provocation. Pourtant, on peut s'interroger, non pas sur une manipulation - le mot est sans doute trop fort - mais sur la fiabilité du cadran.

Première approche, la comparaison entre les cours des deux marchés bretons aux enchères descendantes et la cotation nationale. Après une forte hausse des cours en 1981 puis pendant les neuf premiers mois de 1982, les cours du porc ont commencé à baisser en septembre dernier, atteignant leur plancher fin avril. Début mai, on observe une légère remontée. Sur les marchés au cadran, la baisse était identique, accentuée depuis la mi-mars, avec un plancher (9,40 F le kilo) atteint le 25 avril. Mais pendant les deux semaines qui suivent (28 avril et 2 mai), le cours remonte brutalement de presque 10 % (à 9,96 F) et se stabilise légèrement au-dessus, à 9,67 F le kilo le lundi 9 mai. Le mouvement entre les deux cotations est parallèle, mais celui du marché au cadran nettement plus accentué. La baisse générale, elle, s'explique par une reprise des livraisons des principaux producteurs de la Communauté, alors que la demande reste faible.

Perdre pour mieux gagner

Mais ce parallélisme est trompeur : les marchés au cadran, qui représentent 25 % de la production en Bretagne influencent les cours de l'ensemble de la région, laquelle influence à son tour, du fait du poids de la production bretonne dans l'ensemble français, la cotation nationale. Le cadran devient alors un marché directeur, alors qu'il n'absorbe que 9 % de la production française. Le parallélisme n'est donc pas une preuve en soi.

En second lieu, le cadran, parce qu'il est « directeur », amplifie les mouvements. Si la tendance est à la hausse, les producteurs qui ne passent pas par le marché au cadran retiennent leurs animaux. Les acheteurs se retournent alors vers le cadran. L'abondance de la demande, alors que 75 % de la production est retenue, entraîne une accélération de la hausse. Imaginons l'inverse cette fois. La tendance est à la baisse. La production n'est pas retenue. Il y a moins d'acheteurs au cadran. La baisse s'accroît.

Troisième approche : depuis le mi-avril, les éleveurs qui contrôlent le marché aux enchères ont passé avec les acheteurs un accord pour une répartition des livraisons. Pour les premiers, il s'agissait d'éviter le

report de marchandise d'un marché sur l'autre, qui entraîne une chute des cours. Les acheteurs eux n'ont pas trop intérêt à voir les cours plonger d'un marché sur l'autre. Puisqu'ils sont pour les produits finis (les salaisons) en situation de concurrence, il ne faudrait pas que le prix d'approvisionnement du confiseur lui permette de baisser ses tarifs. L'inconvénient de cette formule de répartition des livraisons, c'est aussi que les acheteurs ne se précipitent pas pour exporter la marchandise au plus haut. D'où un effet de baisse sur les cours depuis avril.

Quatrième élément d'appréciation de la fiabilité du marché : il est toujours possible à quelques groupements qui livrent au cadran de retarder, eux aussi, la marchandise pendant quelque temps - jamais longtemps car les porcs coûtent cher à nourrir - et de provoquer ensuite un afflux de livraisons de manière à faire tomber les cours, histoire de montrer combien les M.C.M. sont néfastes. Ce n'est pas la première fois en Bretagne que les partisans de l'organisation économique des producteurs seraient capables de perdre de l'argent pour mieux asseoir leur pouvoir.

Pourquoi les consommateurs brusquement remontés à partir du 28 avril ? Trois raisons cumulables : les approvisionnements du marché ont pu reprendre d'une manière régulière ; les abatteurs étaient plus « motivés » aussi ; l'interception des camions d'origine étrangère a amené les salaisons à se couvrir en porcs bretons, alors même que la production régionale est en baisse. Enfin les pouvoirs publics ont pu aussi discrètement intervenir. Comment ? En offrant, par exemple à un abatteur qui a déniché un marché sur l'exportation hors C.E.E. le coup de pouce nécessaire pour exporter cette vente. Garantir par ce coup de pouce, il intervient pour une quantité plus grande que ses besoins propres et contribue donc à faire remonter le cours.

Ainsi, les arcanes du cours du porc révèlent-ils que si les producteurs sont prompts à descendre dans la rue pour y faire entendre leur point de vue, les pouvoirs publics, eux, doivent y regarder à deux fois avant d'intervenir.

JACQUES GRALL.

(1) Le marché au cadran est une vente aux enchères électroniques descendantes. Les éleveurs qui contrôlent l'organisation du marché proposent des lots (présentés sur catalogue) aux acheteurs. L'ignition du cadran indique le cours. Elle part du plus haut et descend. Chaque acheteur identifié par un numéro dispose d'un interrupteur. Il fixe le cours de son achat en bloquant la descente de l'aiguille. S'il appelle trop tôt, il paie cher, s'il appelle trop tard, il risque de rater le lot de marchandises.

AFFAIRES

Boussac - Saint Frères : un retour des frères Willot ?

Pris par l'aspect social et industriel du dossier Boussac, la nouvelle direction du groupe et les pouvoirs publics ont peut-être négligé d'enlever l'aspect juridique. Tandis qu'un nouveau plan de restructuration se met en place avec difficulté à cause des suppressions supplémentaires d'emplois qu'il entraînerait, les frères Willot, anciens propriétaires, auraient écrit aux syndicats et à l'administrateur provisoire pour demander l'accès aux comptes de la compagnie Boussac - Saint-Frères (C.B.S.F.) et de la Société foncière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.). C'est pour présenter un concordat aux créanciers et récupérer l'exploitation directe de leur ancien groupe.

Quand, l'an passé, après plusieurs mois de conflits juridico-politiques, les pouvoirs publics avaient créé une nouvelle société, la C.B.S.F., à partir de l'IDF, qui en est actionnaire à

51 %, pour reprendre en location-gérance les actifs de l'ancienne société Boussac - Saint-Frères ainsi que ceux de la S.F.F.A.W., il avait été effectivement question d'un concordat avec les créanciers et les frères Willot. C'était à la nouvelle société C.B.S.F. de le présenter (Le Monde du 20 mars 1982). Les négociations avaient bien eu lieu, mais elles ont échoué. Comme rien n'est toujours conclu, les frères Willot proposent donc le leur...

En ont-ils le droit ? Ce n'est pas l'avis de l'actuel P.D.G. de la C.B.S.F. Ce dernier, pour clore cette affaire embrouillée, a d'ailleurs contre-attaqué. Il a demandé un tribunal l'application d'une loi, votée en 1981, qui permettrait de déposséder purement et simplement les Willot de leur droit de vote dans la S.F.F.A.W.

M. Jean-Claude Boussac cité au tribunal de grande instance pour abus de biens sociaux. - L'ancien P.D.G. du groupe Boussac sera cité à Epinal, le 14 septembre. Diverses expertises ont révélé des transferts illicites, réalisés il y a cinq ans, entre les parfums Dior et des sociétés du groupe.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

MONNAIES

Les suites étranges du « dîner de Paris » auquel la France ne participait pas

Le « dîner de Paris », comme on l'appelle, auquel la France ne participait pas, a-t-il vraiment abouti à un résultat ? Telle est la question que l'on pourrait se poser à la lecture d'articles publiés par nos confrères américains (Herald Tribune) et anglais (Financial Times). On se souvient que M. Donald Regan, secrétaire américain au Trésor, avait invité à dîner, mardi soir, à l'occasion de la réunion de l'O.C.D.E., les ministres des six autres pays devant participer au sommet de Williamsburg (France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon). On sait aussi que M. Jacques Delors, conformément à l'attitude adoptée jusqu'à maintenant par Paris en ce qui concerne la préparation de ce sommet, a décidé de ne pas y assister, l'idée semblant être qu'il conviendrait de ne pas institutionnaliser le groupe des Six en faisant précéder les réunions annuelles des chefs d'État et de gouvernement par des rencontres ministérielles.

D'autres pays européens, et notamment la R.F.A., avaient exprimé leurs propres réserves en se faisant représenter par des fonctionnaires de haut niveau, quand même. Il se révèle que, finalement, les représentants de deux autres pays, la Suisse et les Pays-Bas, ont été conviés à ce dîner, ainsi que M. Jacques de La Rosière, directeur général du F.M.I., M. Erni van Lennep, directeur général de l'O.C.D.E., et le directeur général du GATT, M. Arthur Durkin.

Une séance de travail a eu lieu mercredi matin entre les mêmes participants. Selon nos confrères, ces derniers auraient demandé que l'on s'occupe de la question que les ministres des finances du groupe des onze pays signataires des accords généraux d'emprunt (les sept « grands » plus la Belgique, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse) accueillent désormais dans leurs réunions les ministres du commerce pour discuter ensemble des problèmes liés des échanges, de la réduction internationale, des taux d'intérêt et du protectionnisme.

Mais le groupe des Onze n'aide qu'en vertu de la signature des accords généraux d'emprunt (destinés à mettre à la disposition du Fonds monétaire des ressources supplémentaires). On voit mal comment, en l'absence de l'un des signataires de cet accord, il pourrait être décidé de lui conférer un rôle élargi, voire de guide de la politique économique et financière internationale. M. Regan était sans doute plus prudent en déclarant dans sa conférence de presse que si les réunions de mardi soir et de mercredi matin avaient été utiles, aucune date, aucun lieu et aucune participation n'avaient été envisagés dans l'avenir.

P. F.

M. Mitterrand renouvellera sa proposition de conférence monétaire au sommet de Williamsburg

M. François Mitterrand compte renouveler, lors du prochain sommet de Williamsburg, sa proposition de conférence monétaire internationale, a indiqué, le 11 mai, à l'issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo. Au cours de ce conseil, le président de la République a souligné, a-t-il ajouté, que la réunion des Sept ne devait pas faire abstraction des problèmes monétaires.

Le chef de l'Etat français rencontrera en tout cas le président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, le 28 mai dans l'après-midi, peu de

temps après son arrivée à Williamsburg. M. Mitterrand avait, en avril, été invité à s'entretenir avec M. Reagan quelques jours avant le sommet, mais il n'avait pu venir, indiquant alors à la Maison Blanche, répondre à cette offre en raison de ses obligations.

A propos d'un nouveau Bretton Woods, M. Regan a indiqué que, pour en juger, il fallait attendre d'en connaître le contenu concret et qu'en tout état de cause il faudra « beaucoup de temps » pour traiter du système monétaire international.

ÉNERGIE

PRODUITS PÉTROLIERS : UNE TAXE EN CHASSE UNE AUTRE

Le Conseil des ministres du 11 mai a adopté l'ordonnance modifiant la structure de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Ce nouveau mécanisme entrera en vigueur le 21 mai sans modification des prix. Il s'agit en fait de substituer cette TIPP renouée à la taxe parafiscale créée le 10 avril pour empêcher une baisse des prix à la pompe.

Parce que la baisse des prix des produits pétroliers était de nature à entraver la politique d'économie d'énergie, le gouvernement avait décidé en avril de compenser par une taxe les baisses dues à la réduction du coût des approvisionnements. Cette taxe était perçue au profit de la Caisse nationale de l'énergie. Son produit devait être utilisé pour contribuer à la politique de maîtrise de l'énergie. Avec la modification de la TIPP, le bénéfice éventuel de la taxe - tant que du calcul automatique des prix résultent un cours inférieur à celui de février 1983 - reviendra au budget de l'Etat. Avec la revalorisation du dollar et le raffermissement des cours des produits comme du brut, le profit qu'en retirera le budget ne devrait pas être très important.

Ce mouvement de la TIPP est indépendant du relèvement de cette taxe le 11 mai tel qu'il était prévu dans la loi de finances.

Amoco vend ses actifs italiens à deux compagnies nouvelles. - La société pétrolière américaine Standard Oil of Indiana va vendre la raffinerie et le réseau de distribution de sa filiale italienne Amoco Italia, dont elle juge les résultats « très décevants », aux compagnies First Arabian Corp. et Arabian Sea Oil. D'autres compagnies pétrolières américaines (Gulf) désinvestissent d'Europe, mais, en revanche, c'est le premier investissement saoudien dans le raffinage italien.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK
Répli

L'indéflectible optimisme dont Wall Street faisait preuve ces derniers temps s'est sensiblement atténué mercredi. D'assez importantes ventes bénéficiaires ont contraint le marché à se replier, et à la clôture l'indice des industrielles a enregistré une baisse de 9,96 points à 1.219,71. Le bilan de la séance a été négatif. Sur 1.996 valeurs traitées, 988 ont reculé, 655 ont monté et 353 ont progressé.

Réaction technique aux excès commis à la hausse ? Pour partie. Selon les spécialistes, la bataille parlementaire sur l'adoption du budget 1984 a revêtu les traits d'un nouveau et lourd défi. C'est l'avis du vice-président du FED, M. Preston Martin, dont l'investissement, semble-t-il, a été étendu autour de « Big Board ».

Toutefois, les prévisions boursières restent assez divergentes. Un analyste réputé se disait persuadé que cette baisse des cours n'était qu'un accident de parcours et n'était pas l'annonce d'un mouvement de plus grande ampleur. D'après lui, le marché devrait au cours des deux ou trois prochains semaines, consolider ses positions en dessous de la barre des 1.200 du « Dow » avant de reprendre son ascension. D'autres, en revanche, pronostiquaient le contraire, estimant que la hausse était terminée pour plusieurs mois.

L'activité a porté sur 99,82 millions de titres contre 104 millions la veille.

VALEURS	Cours de 10 mai	Cours de 11 mai
Alcoa	38 1/2	38
A.T.T.	69 7/8	69 3/8
Boeing	37 1/4	37 1/4
Chem. Manhattan Bank	61 3/8	61 1/2
D. du Pac. de l'Est	47	47 1/4
General Electric	75 5/8	75 1/2
IBM	24 7/8	24 1/2
Ford	51 1/4	49 5/8
General Motors	44 5/8	43 1/2
General Electric	111	109 1/2
General Electric	44 5/8	43 1/2
General Motors	69 1/2	68 1/4
General Electric	33 3/8	33 1/2
IBM	118 3/4	115 1/2
IBM	40 7/8	39 3/8
IBM	30 3/4	31 1/4
IBM	84 1/4	83
IBM	42 1/4	41 1/4
IBM	36 1/2	36
IBM	26 3/4	26
IBM	24 3/8	24 1/2
IBM	47 3/8	46 3/8
IBM	46 3/8	45 1/2

مكروان العرب

MONNAIES

La France a récupéré l'équivalent de 55 à 60 milliards de francs en devises depuis le 21 mars

déclare M. Delors

Le comité monétaire de la C.E.E., composé des hauts fonctionnaires représentant les ministres des Dix, a accueilli favorablement la demande d'emprunt adressée officiellement par la France à la Commission de Bruxelles.

Cet accord était prévu (le Monde daté du 12 mai 1983), mais il ne pourra être donné officiellement que lundi 16 mai à Bruxelles, à l'occasion de la réunion des ministres des finances des Dix.

D'autre part, le ministre de l'économie et des finances et du budget a évoqué, mercredi 11 mai, l'état des réserves de la France : « Depuis le 21 mars 1983, date du réajustement monétaire, il est rentré dans nos caisses l'équivalent de 55 à 60 milliards de francs », a déclaré M. Jacques Delors à l'Assemblée nationale.

« Depuis octobre dernier, c'est-à-dire depuis le moment où le système monétaire européen a été agité, dans la perspective des élections ouest-allemandes, nous avons perdu des devises. Mais, depuis le 21 mars, il est entré en France plus de devises que nous n'en avions dépensé pour défendre le franc pendant ces derniers mois », a précisé le ministre. M. Lauriol, député R.P.R. des Yvelines, ayant demandé s'il

était « vrai ou faux que, selon le Monde du 8-9 mai, pour les seules journées de mardi et de mercredi de la semaine dernière, 400 millions de dollars, soit 3 milliards de francs, avaient été déposés » pour la défense du franc, M. Delors a répondu : « C'est faux. Un peu auparavant, il avait indiqué que « c'est aux autorités monétaires, et à elles seules, de gérer la monnaie ; elles n'ont pas à rendre compte quotidiennement de ce qu'elles font ».

[Mardi 3 mai et mercredi 4 mai 1983 la vigoureuse reprise du franc par rapport au dollar a provoqué une rapide montée de la monnaie c'est-à-dire sur la place de Paris (plus de 2 milliards en deux jours à 3,0250 F, record historique), accompagné d'un défilé d'attentes sur le franc. De plus, cet accord de stabilité de la monnaie française a empêché le dollar de baisser à Paris, comme il l'a fait à Francfort : à la même battue son record a été de 1,40 F. Ce phénomène a surpris, et même, les autorités monétaires françaises, qui ont dû intervenir assez vigoureusement (l'équivalent de 2 à 3 milliards de francs, soit 300 à 400 millions de dollars) pour faire baisser le dollar, et également le mark, revenant un peu au-dessus de 3,01 F le vendredi 6 mai. Elles en avaient largement les moyens, et cela restait, effectivement, dans leur action quotidienne.]

PLAN

Le Conseil économique et social adopte un projet d'avis très critique sur les orientations du IX^e Plan

Le Conseil économique et social, réuni en séance plénière le 11 mai, a adopté le projet d'avis, très critique (le Monde du 12 mai), sur les orientations du IX^e Plan. Sur 150 votants, il y a eu 101 votes pour (C.G.C., C.F.T.C., groupes de l'agriculture, de la coopération, des entreprises privées, l'UNAF et des personnalités qualifiées), 28 contre (C.G.T., C.F.D.T., FEN) et 21 abstentions (F.O., les représentants des entreprises nationales et quelques personnalités qualifiées).

Lors de sa discussion générale, les personnalités économiques et sociales ont présenté de nombreuses observations souvent sévères. M. Tessier (C.F.T.C.) s'est félicité du programme de redressement du commerce extérieur et de la volonté d'orienter l'épargne vers des placements productifs à long terme, mais a estimé que le maintien d'un déficit de l'Etat à 3 % du produit intérieur brut risquait de compromettre la maîtrise de l'inflation. L'absence de véritable politique familiale a été dénoncée tout par la C.F.T.C., que par la C.G.C. et l'UNAF. Très critique, M. Menn (C.G.C.) a souligné « sa perplexité devant les imprécisions cruelles du IX^e Plan, qui répondait mal aux inquiétudes sociales ». Il a exprimé son

scepticisme sur les mesures en faveur de l'épargne, réduisant même qu'elles aggravent la situation.

Tout en exprimant son accord avec certaines orientations du Plan, M. Giauque (F.O.) a souligné son désaccord avec le partage du travail et les accords salariaux de conciliation, perçus comme des tentatives d'intégration autogestionnaire. Mme Beauvillier (C.F.D.T.) a rejeté le « scepticisme » du projet d'avis. Ce déclarant satisfait des orientations sur l'emploi, elle a déploré l'absence d'engagement ferme sur les 35 heures. M. Brunet (entreprises privées) a considéré que le Plan aurait dû donner la priorité au sauvetage des entreprises et « constituer un véritable plan Orsec pour le secteur productif ». Tout en regrettant « certaines imprécisions » et l'insuffisance de la croissance planifiée, M. Alazard (C.G.T.) a estimé que le projet d'avis du Conseil aurait dû adopter une démarche plus constructive. Il a demandé un renforcement des mesures d'imposition des grandes fortunes. M. Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a indiqué que le gouvernement tiendrait compte de l'avis du Conseil économique et social sur la situation démographique, le logement, l'agriculture et l'artisanat.

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH
Division Hydrocarbures - Direction Transport

APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL
N° INV. 1/83

Un appel d'offres international est lancé pour l'acquisition de :

- Lot n° 1 : 4 camions 4 x 4 de 12 t de PTC
- Lot n° 2 : 2 camions-bennes 4 x 4 de 19 t de PTC
- Lot n° 3 : 1 camion plateau 6 x 8 de 26 t de PTC
- Lot n° 4 : 3 camions-staffs de 12 t de PTC
- Lot n° 5 : 1 fourgon-staff 4 x 4 de 19 t de PTC
- Lot n° 6 : pièces de rechange 1^{er} et 2^e degré

Les cahiers des charges peuvent être retirés contre paiement de la somme de cent dinars (100 DA) à l'adresse suivante :

SONATRACH - Direction Transport
B. rue William-Shakespeare
EL-MOURADIA - ALGER

Les soumissions doivent parvenir sous double enveloppe. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions ci-après :

A NE PAS OUVRIRE - Affaire A.O. IN.
N° INV - 1/83

L'enveloppe intérieure doit comporter le cachet ou la raison sociale du soumissionnaire.

Le délai de remise des offres est fixé à trente (30) jours à partir de la date de parution du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

TRANSPORTS

Air Inter et TAT vont signer un accord de complémentarité Fiançailles de raison

Après des années de guerre sourde, les deux sociétés nationales de transport aérien ont décidé de s'entendre. Air Inter et TAT ont signé un accord « de complémentarité » comportant trois volets : une entente pour la construction des tarifs, de 15 % en moyenne, sur une chapeau de lignes exploitées par l'une et par l'autre ; une possibilité d'affrètement réciproque d'avions ; enfin une coopération technique et commerciale aux aéroports.

Cet accord, annoncé par M. Michel Marchais, P.D.G. de TAT, va tout à fait dans le sens de la nouvelle politique souhaitée par les pouvoirs publics, et qui vise à une meilleure complémentarité entre les divers moyens de transport. La direction générale de l'aviation civile a d'ailleurs joué un rôle très actif dans la recherche d'une entente entre les deux compagnies.

Concrètement, en effet, ce rapprochement bénéficiera aux utilisateurs de l'aviation, qui vont payer moins cher les billets sur certains trajets partagés entre les deux compagnies : la première application concernera Lille-Toulon via Paris, la section Lille-Paris étant assurée par TAT et Paris-Toulon par Air Inter, mais il profite aussi aux deux com-

pagies qui vont pouvoir commencer à rationaliser leur exploitation.

Cet accord arrive à point nommé. Ancienne compagnie d'avions-taxis passée au transport régulier, TAT s'est généralement implantée sur des lignes abandonnées par Air Inter, qui les jugeait trop déficataires au regard de son type d'exploitation. En dépit de structures plus légères (1 400 employés contre 6 000) et d'appareils mieux adaptés (Fokker 27 de 48 places ou Fokker-28 de 65 places, alors que le modèle de base d'Air Inter est désormais la Super-12 de 130 places), TAT n'est pas parvenue à les rentabiliser.

« Un service à la carte »

En 1981, l'exploitation aérienne de TAT fut déficitaire de 20 millions de francs et M. Marchais préféra rester discret sur ses pertes de l'an passé. Tant et si bien qu'à la fin de 1982, il avait adressé au ministre des transports un mémorandum qui avait toutes les apparences d'un ultimatum puisque, faute d'une meilleure compréhension de la part des collectivités desservies, il envisageait la fermeture de vingt-huit des quarante lignes qu'il exploitait. Il est, depuis, revenu à de meilleures intentions, et l'amélioration des résultats de la compagnie au premier trimestre de cette année (+ 12,7 % pour le trafic, + 23 % pour les re-

vettes) est un signe encourageant, encore que le coefficient moyen de remplissage des avions (54,2 %) demeure insuffisant pour laisser entrevoir un équilibre financier.

C'est pourquoi, M. Marchais est décidé à promouvoir un « service à la carte ». « Je ne suis pas un marchand d'enthousiasme, mais un entrepreneur », dit-il. Désormais, collectivités locales, chambres de commerce et entreprises devront payer le déficit des lignes : Albi et Rodez verseront une subvention de 2 millions de francs dans l'année pour le maintien de leur liaison avec Paris, et Nancy paiera aussi pour la sienne sur laquelle M. Marchais affirme avoir perdu 5 millions l'an passé ; la ligne Paris-Cherbourg sera financée par un groupement d'entreprises du Cotentin. Ceux qui refuseront ce type de marché s'exposeront à voir l'offre réduite par la mise en place d'avions plus petits et, dans les cas les plus « désespérés », à la suppression totale du service aérien.

Le fin de la croissance à deux chiffres

Air Inter connaît, elle aussi, quelques inquiétudes. Après des années de croissance fulgurante, elle voit la courbe de son trafic s'infléchir assez sensiblement depuis le début de l'année. Certes, celui-ci s'est encore accru globalement de 7 % au cours des quatre derniers mois, franchissant le cap des trois millions de passagers. Mais, mois par mois, la tendance marque un tassement assez net : de 11,3 % en janvier, la hausse du trafic est tombée à 7,9 % en février, à 5,7 % en mars et à 4,7 % en avril. Et rien ne laisse présager un redressement dans les prochains mois.

A des degrés divers, toutes les lignes sont touchées par cette tendance défavorable. Il semble aussi que le trafic du week-end soit plus affecté que celui de la semaine. La clientèle à motifs personnels, celle qui fit le succès des vols bleus et blancs, serait donc moins empressée, signe que ce « marché » potentiel approche peut-être de la saturation, et surtout que la récession économique amène beaucoup de ménages à reconsidérer leurs habitudes de déplacements.

Un autre facteur pèse sur certains trafics : le développement progressif du réseau desservi par trains à grande vitesse dans le sud-est. Sur Lyon, Air Inter a, jusqu'ici, perdu plutôt moins de clients (30 %) qu'elle le craignait. Mais sur d'autres destinations, plus inattendues, l'érosion est plus forte. La croissance de Paris-Marseille a été stoppée net, et sur certaines lignes où la limite de rentabilité des gros avions était juste atteinte, on assiste même à une baisse du trafic (7 % sur Paris-Nîmes et Paris-Montpellier). Aussi, les responsables d'Air Inter s'inquiètent-ils déjà de la mise en service complète, fin septembre, de la ligne à grande vitesse entre Paris et Lyon qui permettra au train de gagner encore trois quarts d'heure sur ces diverses destinations.

La compagnie intérieure va essayer de parer le choc en proposant de nouveaux tarifs réduits encore plus attractifs sur ses vols bleus et blancs. Mais sans illusion : l'ère des taux de croissance à deux chiffres est bel et bien révolue. L'accord avec TAT lui évitera, dans ces conditions, d'avoir à se battre sur deux fronts.

JAMES SARAZIN.

● **Contrôleurs aériens : grève du zèle à Aix-en-Provence.** - Les contrôleurs aériens d'Aix-en-Provence ont déclenché le 11 mai une grève du zèle qui devrait durer jusqu'au 16 mai. Conséquence : des retards au décollage de certains vols sur les aéroports de Marseille-Marignane, Nice, Lyon, Montpellier et Perpignan sont à prévoir. Les contrôleurs réclament une modification des méthodes de calcul de leurs retraites.

SOCIAL

F.O. CHEZ M. BÉRÉGOVOY

M. Bergeron indique que le pouvoir d'achat du SMIC pourrait être augmenté le 1^{er} juin

A l'issue d'une « discussion libre mais sans conclusion » avec M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, le 11 mai, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a affirmé que le gouvernement « réfléchit » à une éventuelle augmentation du pouvoir d'achat du SMIC, cette augmentation pouvant intervenir le 1^{er} juin à l'occasion du relèvement automatique, lié à la hausse de l'indice des prix, du salaire minimum. M. Bergeron a regretté le « grippage de la vie conventionnelle ».

M. Bérégovoy doit, dans le cadre de ses consultations, notamment sur la protection sociale, rencontrer le 17 mai prochain le C.F.D.T., puis la FEN et l'UNAF, enfin le 18 mai le C.N.F.P. Il a déjà reçu, rappellons-le, la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. Au nom de la C.G.T., M. Viannet avait affirmé que son organisation n'accepterait pas que les mesures visant à équilibrer la Sécurité sociale et l'assurance-chômage portent « atteinte au niveau de la couverture sociale » des salariés.

Conseils pour « atténuer » le prélèvement fiscal

Par ailleurs M. André Bergeron a réaffirmé le 11 mai devant la presse l'opposition de sa confédération à l'effort fiscal supplémentaire demandé par le gouvernement dans le cadre du plan de rigueur. « Si le gouvernement persiste à vouloir faire passer la solidarité nationale par le canal de la fiscalité, il devient encore plus imprévisible et urgent de réformer totalement un système fiscal par trop taré pour permettre une répartition véritablement équitable des charges publiques », a déclaré le secrétaire général de F.O., qui estime que ce sont surtout les salariés qui seront mis à contribution. F.O. juge « trompeuse et abusive » la méthode qui sera mise en œuvre pour recouvrer, à la faveur du deuxième tiers provisionnel, la contribution de 1 % sur les revenus

pour de nombreux célibataires ou cadres.

La confédération a également demandé au ministre de l'économie et des finances d'accorder aux travailleurs des facilités analogues à celles dont avaient bénéficié les commerçants, artisans et industriels redevables de la taxe professionnelle. Ces différentes considérations ont amené F.O. à prévoir, dans les unions locales et départementales, des permanences et des réunions d'information afin d'aider les salariés, en utilisant tous les moyens légaux, à « différer » ou « atténuer » le prélèvement fiscal qu'ils doivent acquiescer du fait du plan de rigueur.

Au conseil des ministres

M. FRANÇOIS LUCHAIRE NOMMÉ DÉLÉGUÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LES PROFESSIONS LIBÉRALES.

M. François Luchaire vient d'être nommé délégué interministériel pour les professions libérales. L'Union nationale des associations de professions libérales s'est félicitée de cette décision.

[Né le 1^{er} janvier 1919 à La Rochelle (Charente-Maritime), M. François Luchaire, agrégé de droit public, a été président de la société des Nouvelles Hébrides de 1955 à 1967, puis directeur de l'Institut des hautes études d'Europe de 1960 à 1964. Professeur de droit à Nancy, puis à Paris, il devient de 1970 à 1976 président de l'université de Paris-4, puis président honoraire, également vice-président de la conférence des recteurs d'universités européennes de 1974 à 1979.]

Membre du Conseil constitutionnel de 1965 à 1974, M. Luchaire est l'un des cofondateurs en 1972 du Mouvement des radicaux de gauche. Depuis juillet 1980 il en est le vice-président. En avril 1982, M. Luchaire s'était déjà vu confier par le premier ministre une mission sur les professions libérales.]

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Sidérurgie :** la Cour de justice de Luxembourg rejette l'appel de Kloeckner contre la C.E.E. - La Cour de justice a maintenant l'amende de 2,15 millions d'ECU (14,5 millions de francs) infligée en octobre 1981, pour non-respect des quotas de production décidés par la CECA. Franco-tireur, Kloeckner conteste les quotas qui lui sont attribués depuis leur création en octobre 1980, qu'il juge insuffisants et ne respecte pas.

● **M. Fabius regrette que la Maitre-Morane ne soit pas exportée en Amérique.** - A l'Assemblée nationale, le ministre de la recherche et de l'industrie a reconnu l'aspect

« complexe » du dossier, mais il estime que les décisions de Peugeot et de Matra « comportent des éléments très regrettables, quand l'exportation est prioritaire ». En mars, Matra avait indiqué que sa rupture avec Peugeot et son nouvel accord avec Renault devaient conduire à l'arrêt de la production de la Murena en France.

Etranger

États-Unis

● **Les ventes américaines de défilé ont progressé de 1,6 % en avril.** - Selon le département du commerce, cette augmentation, qui fait suite à une hausse également importante en mars (+ 1,7 %, selon les calculs révisés), est due essentiellement à une reprise des ventes d'au-

tomobiles. Elle a été qualifiée de « très positive » : l'attitude, jusqu'à présent prudente, des consommateurs inquiétait en effet de plus en plus les spécialistes, qui soulignaient la reprise économique demeurait hésitante, tant qu'elle ne serait pas soutenue par une relance de la consommation. - (A.F.P.)

Social

● **MM. Maire et Bergeron à une manifestation syndicale européenne le 4 juin.** - MM. Edmond Maire et André Bergeron, respectivement secrétaires généraux de la C.F.D.T. et de F.O., participeront le 4 juin à Stuttgart (R.F.A.) à une manifestation organisée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) sur le thème de l'emploi et de la réduction du temps

M. FITTERMAN : LA S.N.C.F.

NE LICENCIERA PERSONNE

Après l'annonce faite par la direction de la S.N.C.F. d'une réduction des effectifs de l'entreprise nationale de mille cinq cent postes d'ici la fin de l'année (le Monde du 12 mai), M. Charles Fitterman, ministre des transports, a déclaré qu'il « n'y aurait pas de licenciements à la S.N.C.F. ».

Pressé de questions destinées à souligner la contradiction qu'il y a pour un ministre communiste à accepter des réductions d'effectifs, M. Fitterman a construit une réponse nuancée. Tout d'abord, il a reconnu que la S.N.C.F. « doit répondre à l'effort d'économie que le gouvernement a demandé à tout le monde ». Toutefois, le ministre a pris ses distances avec le chiffre annoncé de mille cinq cents emplois supprimés : « Ce chiffre, a-t-il dit, je ne le connais pas et ne le connais pas ». Pour conclure, il a minimisé les effets de cette déflation en répétant qu'il s'agissait pour la S.N.C.F. de ne pas compenser complètement les départs naturels. A cet effort, « relativement limité », pourrait succéder, selon lui, une nouvelle phase d'expansion des effectifs afin de faire face aux réductions d'horaires de travail.

Pour leur part, les cheminots C.F.D.T. protestent contre les mesures d'économie décidées par la direction. Ils considèrent qu'elles accentueront la chute du trafic et la régression de l'activité.

CONTENTIEUX A SAINT-NAZAIRE A PROPOS DE LA LIVRAISON D'UN PAQUEBOT NÉERLANDAIS

(De notre correspondant.)

Amsterdam. - La compagnie néerlandaise de navigation Holland America Lijn (HAL) estime que les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, n'ont pas respecté le délai de livraison d'un paquebot de croisière, le *Nieuw-Amsterdam-III*, qu'ils ont construit pour son compte. La HAL craint, en conséquence, d'avoir à subir des pertes commerciales de l'ordre de plusieurs millions de florins (1).

Le président du conseil d'administration de la HAL, M. Nico Van den Vorst, a formulé ces critiques à l'encontre de l'entreprise française, le 10 mai, lors de l'assemblée des actionnaires à Rotterdam.

Le paquebot aurait dû être remis à l'armateur le 11 mai. Or, le baptême par la princesse Margriet, une des sœurs de la reine Beatrix (qui devait avoir lieu le 14 mai, au Havre), a été reporté jusqu'à nouvel ordre, après la constatation de plusieurs déficiences par des inspecteurs de la HAL envoyés à Saint-Nazaire. Ces déficiences concernent notamment la façon dont ont été construits les bars et les cuisines.

A Rotterdam, on indique que les services américains de la santé et de l'hygiène risquent de faire des remontrances à ce propos, ce qui nuirait à la réputation de la HAL aux États-Unis, où elle trouve la presque totalité de sa clientèle pour les croisières. La HAL a déjà annulé quinze mille réservations.

A Saint-Nazaire, la direction des Chantiers a décliné sa responsabilité et déclaré : « Le navire était, le 11 mai, dans un état d'achèvement permettant sa prise en charge par l'armateur. Il était convenu que certains travaux mineurs devaient être réalisés pendant les traversées vers Le Havre et vers New-York. Nous ne nous expliquons pas ce revirement de l'armateur, qui s'est brusquement refusé le 6 mai, soit cinq jours avant la date prévue, à envisager la prise en charge du navire le 11 mai. »

(1) 1 florin = 2,6 francs.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA VIE ASSOCIATIVE : « L'aspect de l'histoire », par Pierre Massé ; « Accord sur la concertation avec les pouvoirs publics », par André Janson ; « Le défi de la décentralisation », par Paul Harvati.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : JORDANIE : le gouvernement entend enrayer l'exode des Palestiniens de l'intérieur ;
3. DIPLOMATIE : M. Reagan remporte un succès dans la « bataille » du MDX ;
- 3-4. EUROPE : R.F.A. : Stern a remis au parquet les faux carnets de Hitler ;
- 4-5. AMÉRIQUES : ÉTATS-UNIS : « Contradictions américaines » (III), par Dominique Thombras ;
6. AFRIQUE : ANGOLA : avec les maquisards ouverts du F.N.L.A.

POLITIQUE

7. La préparation du congrès du P.S. ;
8. Les travaux de l'Assemblée nationale ;
10. Le retour de la Gauche, de René Rémont, et de la France de la IV^e République, de Jean-Pierre Rioux.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE : la famille de Robert Boulin remet en cause la thèse du suicide ;
10. MÉDECINE : les médecins font d'ultimes propositions aux étudiants ;
10. ÉDUCATION : SPORTS : la victoire d'Aberdeen au Coupe des coupes ;

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRAT-DELPECH : René Char dans la « Médiocratie » ; De l'ambition ; La mort, un point d'arrêt ?
12. LA VIE LITTÉRAIRE : PORTRAIT : les amours de Claude Vigée ;
16. LETTRES ÉTRANGÈRES : Elia Kazan ; Paul Thélus ;
16. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Voltaire et Casanova.

FESTIVAL DE CANNES

18. HORS COMPÉTITION : Ulu, de Geoff Murphy ; Carminacaminis, d'Ermano Olmi.

CULTURE

19. MUSIQUE : le Printemps musical de Poitiers ;
21. RADIO-TÉLÉVISION : le financement des radios privées locales ;

ÉCONOMIE

22. AGRICULTURE : l'agitation paysanne ;
- 22-23. MONNAIES : les suites étranges du « dinar de Paris » auquel la France ne participait pas ;
23. TRANSPORTS : Air-Inter et T.A.T. vont signer un accord de complémentarité.

23. RADIO-TÉLÉVISION (21) : INFORMATIONS « SERVICES » (17) : La maison ; « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Arlequin ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

- Carnet (17) ; Légion d'honneur (17) ; Programmes des spectacles (20).

M. ROLF DOBBERTIN MIS EN LIBERTÉ

Arrêté par la D.S.T. le 19 janvier 1979, accusé d'avoir collaboré à « une entreprise systématique d'information au profit de la recherche allemande de l'Est », M. Rolf Dobbertin, quarante-huit ans, physicien, a été mis en liberté le lundi 9 mai. En mars dernier, la chambre d'accusation de Paris avait rendu un arrêt de mise en liberté sous contrôle judiciaire en sa faveur, contre le versement d'une caution fixée à 250 000 francs, puis rabaisée à 150 000 francs. Cette somme a été finalement réunie par des scientifiques. M. Dobbertin aura ainsi passé quatre ans en détention préventive, son affaire n'ayant pu être jugée par la Cour de sûreté de l'État dissoute en août 1981, ni par les tribunaux permanents des forces armées (T.P.F.A.) qui ont disparu à leur tour. M. Dobbertin devrait donc être jugé par une cour d'assises de Paris.

A B C D F G H

APRÈS LA MORT D'UN JEUNE MÉLANÉSIEN

Regain de tension en Nouvelle-Calédonie

Un jeune Mélanésien a été tué d'un coup de fusil par un ancien employé de la société Le Nickel, d'origine européenne, mercredi après-midi 11 mai, dans le village de Témala, au nord de la Nouvelle-Calédonie, au cours d'une altercation dont les circonstances ne sont pas encore clairement établies. Cet incident a provoqué aussitôt une vive tension sur l'ensemble du territoire, à quelques jours de la première visite que doit y faire, à partir du lundi 16 mai, le nouveau secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine.

Selon nos informateurs locaux, cet incident tient à la fois du simple fait divers et de la querelle politique. Dans l'après-midi du mercredi 11 mai, un groupe d'une douzaine de Mélanésiens, apparemment éméchés, ont commis des dégâts à l'intérieur d'une boutique appartenant à M. Alain Le Thézer, frère du maire de la commune de Voh, sur le territoire de laquelle est située la localité de Témala.

Puis, en l'absence du propriétaire de cette épicerie, ces jeunes gens auraient lancé des cailloux sur la maison de M. Le Thézer, où un ami de celui-ci, M. Alphonse Sauvageot, ancien employé de la société Le Nickel, était en train de faire la sieste. So jugeant menacé par le groupe, M. Sauvageot a saisi un fusil. Selon son témoignage, un coup de feu serait parti accidentellement alors que les jeunes Mélanésiens, menaçants, auraient tenté de le désarmer.

Pour les amis de la victime, M. Sauvageot aurait tiré aussitôt sur le groupe. Il reste qu'un homme a été mortellement atteint : M. Louis Boas-Poatchillie, trente et un ans, appartenant au clan mélanésien des Ouelis. M. Sauvageot a d'abord pris la fuite, puis est présenté à la gendarmerie. Après la mort de leur compagnon, les jeunes Mélanésiens ont saccagé plusieurs établissements de Témala, mettant le feu à la maison de M. Le Thézer, puis au bureau de poste et à l'école. Ils auraient aussi incendié deux voitures. Les Européens des environs se sont réfugiés à Voh, commune de mille six cent cinquante habitants, sur la côte ouest, à environ 300 kilomètres au nord de Nouméa. Des renforts de gendarmerie ont été envoyés sur place.

Localement, cet incident grave prend un caractère politique, dans la mesure où le maire de Voh, M. Gustave Le Thézer, est vivement attaqué par les partisans des indépendantistes, depuis qu'il a publiquement rompu, avant les dernières élections municipales, avec le parti socialiste calédonien (P.S.C.), animé par M. Max Chivot, partisan d'une indépendance multiraciale.

Exploitation politique

La mort de M. Boas-Poatchillie a, en tout cas, été exploitée sur-le-champ par les partis indépendantistes. Dès mercredi soir, une centaine de militants du Front indépendantiste, regroupant les principales formations séparatistes du territoire, et du Palika (Parti de libération kanak) se sont rassemblés devant le siège du haut commissaire de la République à Nouméa et ont crié des slogans hostiles aux Européens.

Une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes a eu lieu dans la matinée du jeudi 12 mai, au centre de la ville. Plus de mille personnes y ont affirmé que le meurtre de Témala n'est qu'un « acte assassin » et demandé le retour des terres aux clans canaques « sans condition ». Fait inhabituel, la manifestation s'est prolongée dans les quartiers résidentiels de la capitale du territoire.

● Forfait communal pour les écoles privées à Brest. — Décor fleuri et estrade parée de draperies bleues, le mercredi 11 mai, à la mairie de Brest où avait lieu la signature d'un protocole entre la ville et vingt-quatre écoles privées. La municipalité avait tenu à honorer l'engagement qu'elle avait pris dans son programme électoral envers l'enseignement privé à Brest. Une décision semblable avait été prise par le conseil municipal de Nantes (le Monde du 13 avril). Cet enseignement bénéficierait pour le semestre en cours de 4273000 F (330 F par élève et par trimestre) ; 6475 enfants sont concernés par ce protocole. — (Corresp.)

● Nouvelle piste dans le double meurtre de l'Arèche. — Les gendarmes chargés de l'enquête sur le double meurtre d'Isabelle Alison et de Philippe Vigneron, les deux jeunes Nantaises assassinées dans le bois de l'Arèche (Arèche) (le Monde du 8-9 mai) recherchent un ancien légionnaire déserteur, Pascal Blanc, dit « Alex », âgé de vingt-cinq ans.

Déjà recherché pour des méfaits commis dans le Puy-de-Dôme, en Lozère, en Haute-Loire et en Ardèche, Pascal Blanc, qui est en outre soupçonné du meurtre d'un habitant de la région de Clermont-Ferrand commis en juillet 1982, pourrait être l'assassin des jeunes gens.

Il en résulte un fort regain de tension. L'incident de Témala aggrave davantage le contentieux entre les deux principales communautés de Nouvelle-Calédonie. Un contentieux qui s'était déjà singulièrement accru après l'assassinat, en septembre 1981, du secrétaire général de l'Union calédonienne (principal parti indépendantiste), Pierre Deciercy, d'origine européenne (l'auteur de ce meurtre n'a pas été identifié), puis à la suite de l'embuscade qui avait coûté la vie à deux gendarmes, mortellement blessés lors d'un affrontement avec des Mélanésiens près de la Foa, en janvier dernier.

Dans ce contexte, tous les faits divers mettant en cause des Mélanésiens et des Européens prennent inévitablement un caractère politique. Les partis indépendantistes se chargent, en tout cas, de les « récupérer » en ce sens.

Voilà qui va singulièrement compliquer la tâche du nouveau secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui doit se rendre en Nouvelle-Calédonie, pour la première fois, le lundi 16 mai. Pressé par les séparatistes locaux, qui ont été jusqu'à présenter les principaux partisans de M. François Mitterrand, de dire publiquement que le gouvernement reconnaît le droit à l'indépendance du peuple canaque, prié par les porte-parole de la communauté européenne, proche de l'opposition dans la presque totalité, d'affirmer, au contraire, l'appartenance indissociable du territoire à la France, M. Georges Lemoine, qui se propose d'en appeler à la raison de chacun, aura à faire face à de nouveaux accés de passions.

A. R.

En U.R.S.S.

M. SAKHAROV EST PRIVÉ DU DROIT DE VOYAGER À L'ÉTRANGER ANNONCE L'AGENCE TASS

Moscou (A.F.P., A.P.). — Le physicien André Sakharov, relégué depuis janvier 1980 à Gorki, ne sera pas autorisé à répondre à l'invitation de l'Institut autrichien de physique théorique, qui lui a proposé de venir enseigner pendant l'année scolaire 1983-1984.

Mercredi 11 mai, M. Sakharov déclarait à Moscou que son mari ne serait pas opposé à présent à quitter l'U.R.S.S., mais estimait que c'était au gouvernement et non à lui de décider de la suite à donner à l'invitation autrichienne, qui, au demeurant, ne lui était pas parvenue.

En fin d'après-midi, l'agence Tass relayait le problème dans les termes suivants : « Un tapage sans précédent autour du nom de Sakharov a récemment été fait en Occident. Cette fois-ci sont apparues dans la presse bourgeoise des informations manipulées et provocatrices à propos d'un voyage supposé de Sakharov à l'étranger. Il a été souligné à plusieurs reprises dans la presse soviétique que, de par le type de son activité scientifique, Sakharov est une personne en possession de secrets d'Etat et militaires particulièrement importants. Pour ces raisons, et dans l'intérêt de la sécurité nationale, il est privé de la possibilité de voyager à l'étranger. Cela découle de la législation soviétique et est un droit souverain pour tout l'Etat. »

Or, l'invitation avait été faite par les Autrichiens parce qu'au début d'avril le ministre soviétique de la justice, M. Vladimir Tereblov, avait déclaré à Stockholm, à la télévision locale, que Sakharov obtiendrait un visa de sortie s'il le demandait.

M. Sakharov, commentant le communiqué Tass, a estimé que « dans ce pays, un « non » n'est jamais définitif ». Elle a engagé les pays occidentaux à accentuer leurs pressions en faveur du physicien pour que « son cas ne tombe pas dans l'oubli ». Elle craint qu'autrement « ils n'en viennent un jour à le tuer (...) puis à dire qu'il est mort d'une crise cardiaque ».

A. R.

Nouvel ajournement du procès de Seveso

Seveso. — Les barreaux de Monza et Milan s'étaient mis opportunément en grève, pour protester contre la faiblesse de leurs moyens de fonctionnement, le procès des cinq inculpés de l'affaire de Seveso a été ajourné une deuxième fois le 11 mai, et reporté... au 17 juin. Le président du tribunal de Monza a seulement fait l'appel des plaigants se portant partie civile — quelque cent trente ouvriers de

l'usine Icmesa et une soixantaine d'habitants des communes environnantes. Les avocats de la défense de Givandani — la société propriétaire de l'usine en cause — estiment avoir dissuadé une trentaine de candidats à la partie civile entre le 19 avril et le 11 mai. Ce nouveau délai, espèrent-ils, leur permettra d'obtenir encore quelques retraits de plaigants, moyennant de substantiels dédommagements.

Oublier, oublier...

De notre envoyé spécial

« Il n'y a jamais eu une grève syndicale pour Seveso », observe M. Neva Agazzi-Massé, ancienne animatrice de Radio-Populaire. « Il y a deux ans, nous avons fait une enquête très poussée sur l'état de santé de la population contaminée, rappelle M. Gianni Milano, journaliste à la revue Panorama, nous n'avons pas reçu une lettre de lecteur sur la question ! »

Indifférence

Cet état d'esprit explique que le procès de Monza se soit ouvert le 11 mai dans une relative indifférence. À part les ouvriers de l'usine Icmesa et les journalistes rasés dans le prétoire, pas de manifestation de masse. Seuls des étudiants de la Démocratie prolétarienne, sont venus, déguisés en oiseaux de malheur, brandir leur banderole : « Je n'ai plus de diosine ni de nucléaire. »

Les ouvriers de l'usine Icmesa, conduits par leur porte-parole Antonio Chiappini, aujourd'hui mécanicien chez Alfa Romeo, ont conscience d'être le dernier carré des plaigants contre Givandani et la maison-mère, Hoffmann-La Roche. « Nous avons été traités comme quantité négligeable, disent-ils. Nous voulons qu'on nous fasse justice. C'est un principe que nous défendons. » Mais il s'agit d'une position essentiellement syndicale. La diosine, il ne le vivent que par le « monorégio », ces examens médicaux réguliers et auxquels on ne comprend rien ». A Barzan, un faubourg situé à deux

cents mètres de l'usine Icmesa, la famille Gerofalo ne veut pas oublier. Le père en veut aux patrons de l'avoir laissé travailler pendant dix jours « après le nuage » (de 1978). La mère a peur et montre sa fille, obligée aujourd'hui de porter des lunettes. Leur voisin, M. Antonio Carrizero, travaille actuellement pour la décontamination du site. Malgré son masque et sa double paire de gants, il examine toujours sa peau avec inquiétude. Eux sont formels : « Nous voulons la santé garantie pour nous et nos enfants ; ce ne sont pas quelques millions de lires qui nous la donneront. »

La santé ? Le docteur Nino Rossi, spécialiste des maladies infantiles, installé à Seveso, se montre prudent : « Je ne suis pas de ceux qui minimisent ou exagèrent l'affaire. Je cherche la précision scientifique. J'ai vu environ cent trente enfants atteints de dermatoses diverses pour seulement sept ou huit adultes. Nous n'avons pas actuellement de pathologie grave, mais nous ne savons rien de l'avenir. » Le docteur Rossi regrette surtout que lui et ses confrères de la région aient été tenus d'abord dans l'ignorance des effets de la diosine. Et il arrive à cette conclusion : « Le nuage de 1978 n'a fait que mettre en évidence une pollution qui durait depuis des années. » Pour lui et les autres médecins de la région, c'est une affaire à suivre.

ROGER CANS.

(1) L'usine de la société Icmesa est située sur la commune de Meda, limitrophe de Seveso, à une trentaine de kilomètres de Milan.

RÉUNIS EN CONGRÈS

Les notaires ont souligné l'inadaptation du droit des entreprises

Le soixante-dix-neuvième congrès des notaires de France, qui s'était ouvert le 9 mai à Avignon, s'est achevé le 11 mai par une brève allocution de M. François Luchaire, nouveau délégué interministériel aux professions libérales, qui s'est efforcé de rassurer une profession inquiète en affirmant : « Le notariat est et restera une profession libérale. J'en prends l'engagement. »

L'essentiel des travaux a été consacré aux blocages juridiques et fiscaux des entreprises (« Le Monde de l'économie » du 10 mai). Selon M. Monassier, président du congrès, le statut inadapté des sociétés oblige les chefs d'entreprise à vivre « en permanence dans le mensonge », à créer de fausses sociétés, avec de faux associés, de faux contrats de travail, et subir le risque de se voir appliquer un jour la présomption de culpabilité de l'article 99 de la loi de 1967 sur la liquidation de biens.

Selon les notaires, la législation des entreprises devrait intégrer la notion de « capital d'affectation », la création d'une société — afin de sécuriser les créateurs d'entreprises par la préservation de son patrimoine personnel — et la définition juridique d'un concept existant en R.F.A. : la société « unipersonnelle ». Dans une telle société, l'« associé unique » et majoritaire pourrait bénéficier du même statut fiscal et social qu'un gérant minoritaire salarié.

Selon M. Monassier, nombre de créateurs potentiels d'entreprises renonceraient par souci de préserver leur patrimoine et leur statut fiscal et social à créer leur propre société. Pour les notaires, il est nécessaire de libérer les créateurs de petites entreprises de ce carcan juridique inadapté, et favoriser ainsi la relance économique.

Par ailleurs, selon M. Monassier, en ce qui concerne les grandes entreprises, « il faut dissocier propriété de l'entreprise et pouvoir ». Il est souhaitable que « le capitaliste n'ait plus un droit de propriété total sur l'entreprise comme actuellement, mais un droit de créance indexé », a-t-il dit.

« Il faut renforcer le pouvoir de la direction, nommée par un collège représentant capitalistes et salariés. »

Il faut reconnaître aux salariés un certain droit de propriété sur l'entreprise. »

Enfin, M. Monassier a souligné que « 33 % des chefs d'entreprises françaises ont plus de cinquante ans » et qu'ainsi, « dans les dix ans à venir, une entreprise sur trois sera à céder, tandis que le droit fiscal et civil n'est pas adapté à cette situation ».

S'adressant à M. Robert Badinter, garde des sceaux, le président du congrès devait déclarer : « Vous avez devant vous un notariat inquiet mais heureux de voir la garde des sceaux venir à sa rencontre. Vous resterez dans l'histoire comme celui qui a mis fin à la peine de mort. Ne souhaitez-vous pas aussi être celui qui aura mis fin au génocide des entreprises françaises par le droit et la fiscalité ? » Dans sa déclaration, le ministre de la justice se déclarait favorable au dialogue mais reconnaissait : « L'arrivée au mauvais moment, un peu tard pour les solutions. » Toutefois, il précisait : « Je pense qu'une concertation raisonnable est encore possible. » Nommé le matin même en conseil des ministres délégué interministériel aux professions libérales auprès du premier ministre, M. François Luchaire a souligné qu'il était « indispensable que soit créé un mécanisme pour que le rapport sur les professions libérales ait une suite ». Pour le nouveau délégué interministériel, il s'agit de rassembler trois éléments :

— Une commission permanente de concertation, comprenant le gouvernement, l'administration et les représentants des professions libérales et qui aura compétence sur tous les problèmes ;

— Une délégation qui sera saisie de tous les problèmes des professions libérales ;

— Un comité interministériel des professions libérales, qui sera présidé par le premier ministre.

Puis le professeur Luchaire évoqua le sort des congressistes. « On entend souvent dire que le notariat va être fonctionnarisé. Cela a effectivement existé du temps de Charlemagne, mais il n'est dans l'idée de personne de revenir à cette époque. Le notariat est et restera une profession libérale. J'en prends l'engagement. Car il est nécessaire que l'individu trouve un intermédiaire qui puisse l'aider et à qui il puisse faire confiance ! »

LES DEUX GROUPES HORLOGERS SUISSES A.S.U.A.G. ET S.S.I.H. FUSIONNERAIENT

Les deux géants suisses de l'industrie horlogère, l'A.S.U.A.G. (Allgemeine Schweizerische Uhrenindustrie A.G.) et la S.S.I.H. (Société suisse pour l'industrie horlogère) seraient sur le point de fusionner. Des rumeurs insistantes circulent dans les milieux industriels helvétiques sur l'imminence de l'opération. L'année écoulée a été terrible pour l'industrie horlogère internationale et les firmes suisses, parmi les plus importantes au monde, ont beaucoup souffert. Pour la première fois de son histoire, l'A.S.U.A.G. (marques Longines, Eterna, Rado, Miro, Rotary notamment) a subi de lourdes pertes, dont le montant devrait être connu à la fin du mois, et son chiffre d'affaires (3,5 milliards de francs environ) a chuté de 19,1 %. Le groupe a fermé plusieurs usines et licencié 2 408 personnes (20 % de ses effectifs).

Renforcée en 1981, après avoir failli sombrer, la S.S.I.H. (marques Omega, Tissot) n'a pas réussi à retrouver son second souffle. L'hémorragie continue et son déficit pour l'exercice écoulé dépasserait 30 millions de francs suisses (100 millions de francs français) portant le total de ses pertes à 231 millions de francs suisses (750 millions de francs). Pour les trois dernières années, ce groupe a réduit son personnel de 16,3 %. Les banques suisses sont actionnaires de l'A.S.U.A.G. (38 %) et contrôlent la S.S.I.H.

(Publié)

Ayez toujours dans votre réfrigérateur un quart Krieter brut de brut. Un ami peut arriver, il aimera Krieter bien glacé.

Fontainebleau
IX^e Biennale des
Antiquaires

6 MAI - 15 MAI 1983

Tous les jours de 10 heures à 18 heures

Nouveaux et anciens objets d'art



هكوان الوطن